

## L'Europe peut-elle se défendre sans les Etats-Unis ?

► Le désengagement brutal provoqué par Donald Trump constraint les Européens à reconstruire leur défense sans l'appui militaire des Etats-Unis

► Le réveil est d'autant plus violent que la guerre en Ukraine a fortement accru leur dépendance en matière d'aviation, d'artillerie et de renseignement

► Jusqu'à 105 000 militaires américains sont présents sur le sol européen. Seules la France et la Pologne disposent de contingents plus importants

► Repenser l'autonomie stratégique européenne est un défi immense. Des chercheurs estiment que le Vieux Continent peut encore combler son retard

► S'il faut investir, «l'enjeu est de dépenser ces sommes ensemble», juge l'économiste Thomas Piketty

PAGES 12 ET 13 ET IDÉES PAGES 26 À 28

## TRUMP VEUT METTRE AU PAS LE SYSTÈME JUDICIAIRE

► Le président américain cible les magistrats qu'il accuse de l'empêcher de gouverner  
► Un climat de guerre de tranchées s'installe entre les pouvoirs exécutif et judiciaire

PAGE 2 ET CHRONIQUE PAGE 30



Donald Trump, au ministère de la justice, à Washington, le 14 mars. NATHAN HOWARD/REUTERS

### Procès Le parcours insaisissable de Kaïs Al-Abdallah

Entendu dans le procès des geôliers de l'EI, il est accusé d'avoir été impliqué dans le rapt de deux journalistes français, retenus en otage en Syrie entre 2013 et 2014

PAGE 8

### Culture A Nice, la Villa Arson toujours sous tension

Cinq ans après une affaire #MeToo qui a secoué la prestigieuse école d'art, deux audits réalisés en 2024 témoignent des fractures qui y persistent

PAGE 20

### Rencontre Edith Heard, «the» spécialiste de l'épigénétique



A Groix (Morbihan), le 5 octobre 2024. FRED TANNEAU/AFP

COMMENT devient-on professeure au Collège de France, directrice du Laboratoire européen de biologie moléculaire de Heidelberg (Allemagne) et, sous peu, directrice de l'Institut Francis Crick, à Londres ? Généticienne de réputation mondiale, Edith Heard se souvient de sa première année de fac à Cambridge, de son premier cours de biologie, d'un

livre, *Biology of the Cell* : «J'étais émerveillée, un vrai moment "eurêka".» Plus tard, elle choisit de travailler à l'Institut Pasteur. «Il a fallu, dit-elle, que je vienne en France pour planter des racines et m'épanouir.» Jusqu'à devenir, à 60 ans, l'une des plus grandes spécialistes de l'épigénétique.

PAGE 25

RDC  
Goma, «libérée» par le M23 et coupée du monde

PAGE 4

Méningocoque B  
Une campagne de vaccination massive à Rennes

PAGE 15

Urbanisme  
Lyon s'adapte au dérèglement climatique

PAGE 14

**ÉDITORIAL**  
**LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT DOIT RESTER UNE PRIORITÉ**

PAGE 30

### Narcotrafic Le récit de la cavale et de la traque de Mohamed Amra

LE 14 MAI 2024, Mohamed Amra, dit «la Mouche», s'évadait au cours d'une opération d'une violence extrême. *Le Monde* a pu reconstituer les étapes-clés d'une cavale longue de neuf mois et de l'enquête hors norme qui a permis de le retrouver en Roumanie.

Si les investigations n'en sont qu'à leur début, l'affaire connaît déjà des suites politiques. Le ministre de la justice, Gérald Dar-

manin, veut instaurer un nouveau régime d'isolement carcéral qui doit être débattu lundi par les députés. Inspiré du modèle italien mis en place pour contrer la Mafia, ce régime particulièrement strict est réclamé par les syndicats pénitentiaires, mais combattu par des avocats et des associations de défense des libertés publiques.

PAGES 6 ET 7

### Municipales Un an avant, des enjeux forts pour les partis

Avant le sprint présidentiel de 2027, les élections municipales de mars 2026 auront valeur de test pour des partis politiques en quête d'un nouvel élan. Encore dominateurs en 2020, le PS et LR ont beaucoup à perdre

PAGES 10-11

### Syrie Le cycle infernal de la vengeance

Des massacres visant la minorité alaouite ont fait 1 300 morts, selon un bilan provisoire. Malgré la concorde promise par Ahmed Al-Charaa, la Syrie peine à s'extraire des crimes du passé

PAGES 16 À 18  
ET REPORTAGE PAGE 5



AU CINÉMA LE 19 MARS

Télérama



Le président Donald Trump et la procureure générale des Etats-Unis, Pam Bondi, au ministère de la justice, à Washington, le 14 mars. ROBERTO SCHMIDT/AFP

# Trump déterminé à mettre au pas le système judiciaire

Le président américain multiplie les pressions sur les magistrats fédéraux, qualifiés de «diaboliques», qui prennent des décisions allant à l'encontre de ses décrets

WASHINGTON - envoyé spécial

**L**e souci de préserver l'impartialité du ministère de la justice pousse généralement les présidents des Etats-Unis à éviter de s'exprimer dans ses murs. Donald Trump n'a pas eu ce scrupule, vendredi 14 mars, en y prononçant un discours très proche de ceux de ses meetings de campagne, musique disco de clôture incluse. Il s'en est pris, à cette occasion, à tous ceux qui avaient été impliqués dans les poursuites le visant, ainsi qu'à la presse, dont il a jugé le travail d'enquête le concernant «illégal».

Son intervention avait été initialement présentée comme l'occasion de renouer avec d'anciens principes républicains: la loi et l'ordre. Elle s'est traduite par la consécration d'une forme de privatisation de l'institution judiciaire, illustrée par la nomination de fidèles aux postes les plus stratégiques de ce département et auxquels il a lourdement rendu hommage, à commencer par les avocats qui l'avaient assisté lors de ses derniers démêlés judiciaires.

«Tout ce que je vais faire, c'est exposer ma vision», avait expliqué la veille Donald Trump à propos de cette visite. «Ce sera leur vision, en fait, mais ce sont mes idées», avait-il ajouté. La justice fédérale telle qu'il la conçoit est incarnée par Pam Bondi, ancienne procureure générale de Floride qui était à ses côtés lors de sa première mise en accusation par le Congrès, en 2019. Celle qui est désor-

**«SANS RÉFORME JUDICIAIRE, CE QUI SIGNIFIE QU'AU MOINS LES PIRES JUGES SOIENT MIS EN ACCUSATION, IL N'Y AURA PAS DE VÉRITABLE DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE»**

ELON MUSK  
directeur du DOGE

mais procureure générale des Etats-Unis dirige d'une main de fer un ministère soumis dès son arrivée à une vaste purge. Elle a revendiqué sa loyauté envers le président en assurant vouloir «le protéger» lors d'un entretien accordé à sa belle-fille, Lara Trump, sur la chaîne conservatrice Fox News.

**«DES ACTIVISTES PARTISANS»**  
Cette conception patrimoniale de la justice n'est qu'un aspect de la bataille en cours entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Dans ses premières directives, Pam Bondi a, en effet, fixé comme mission aux fonctionnaires placés sous son autorité de «défendre vigoureusement les politiques et les actions présidentielles contre les contestations juridiques». Or, celles-ci ne cessent de s'accumuler du fait du choix de Donald Trump de préserver par décrets depuis son retour à la Maison Blanche, en dépit des majorités républicaines à

la Chambre des représentants et au Sénat.

Dans la matinée de vendredi, sa porte-parole, Karoline Leavitt, avait dénoncé le nombre élevé de décisions défavorables émanant de juges fédéraux. Elle avait stigmatisé «des activistes partisans qui tentent d'usurper la volonté de ce président». «Nous ne le tolérons pas», avait-elle ajouté. La veille, deux juges fédéraux de Californie et du Maryland, saisis par des syndicats, avaient enjoint à l'administration de réembaucher des milliers de fonctionnaires en période d'essai licenciés, selon eux, au mépris des règles. Le 12 mars, une juge du district de Columbia avait également bloqué partiellement un décret présidentiel imposant de lourdes sanctions à un cabinet d'avocats réputé, employé par le passé par le Parti démocrate.

Ces décisions judiciaires, comme des précédentes, ont suscité les plus vives réactions autour de Donald Trump. Le vice-président, J. D. Vance, pourtant diplômé de l'école de droit de Yale, avait ainsi assuré sur un réseau social, le 9 février, après les premiers blocages de décrets présidentiels, que «si un juge essayait de dire à un général comment mener une opération militaire, ce serait illégal», et que donc, selon lui, «les juges ne sont pas autorisés à contrôler le pouvoir légitime de l'exécutif». L'homme le plus riche du monde, Elon Musk, placé à la tête du département de l'efficacité gouvernementale (dont l'acronyme en anglais est DOGE) et responsable à ce titre des licencie-

ments de fonctionnaires en période d'essai, a réagi à la décision des deux juges fédéraux en assurant sur X que «sans réforme judiciaire, ce qui signifie qu'au moins les pires juges soient mis en accusation, il n'y aura pas de véritable démocratie en Amérique».

#### POLARISATION POLITIQUE

Il ne s'agit pas de la première attaque de sa part contre les juges fédéraux qualifiés de «corrompus», d'«extrémistes», considérés comme «diaboliques», ou symboles d'une «tyrannie». Lorsque le juge de district Amit Ali a décidé, le 13 février, que l'administration Trump devait reprendre partiellement les versements de l'aide internationale bloqués par ses soins, Elon Musk a assuré que les juges qui «sapent de manière flagrante la volonté démocratique du peuple (...) doivent être virés». Les menaces de mort se sont aussitôt multipliées sur X contre le juge.

La visibilité donnée à cette stigmatisation par l'algorithme du réseau social a déjà incité le ser-

vice de police chargé de la protection des juges à renforcer la sécurité de deux d'entre eux, à New York, à la suite de leurs décisions d'empêcher les personnes employées par le DOGE d'accéder à des données sensibles du département du Trésor. Ces tensions s'inscrivent dans un climat dégradé dénoncé en décembre 2024, dans son rapport annuel, par le président de la Cour suprême, John Roberts. «Des responsables publics fonctionnaires ont certainement le droit de critiquer le travail de la magistrature, mais ils doivent être conscients que l'intempérance dans leurs déclarations concernant les juges peut susciter des réactions dangereuses de la part d'autres personnes», avait-il averti.

Ordinairement peu loquace, l'association qui regroupe le plus grand nombre de juges fédéraux a déploré, le 5 mars, dans un communiqué «une rhétorique irresponsable enveloppée de désinformation» qui «sape la confiance du public dans la capacité de notre

**LE SERVICE DE POLICE CHARGÉ DE LA PROTECTION DES JUGES A RENFORCÉ LA SÉCURITÉ DE DEUX D'ENTRE EUX, À NEW YORK**

système judiciaire à remplir ses devoirs constitutionnels». Un juge fédéral proche de la droite conservatrice, James Ho, a réagi à ce communiqué en démissionnant de l'association, déplorant une indignation sélective.

Le pouvoir judiciaire, il est vrai, a été rattrapé depuis longtemps par la polarisation politique. La confirmation par le Sénat de juges fédéraux dans les cours de district qui sont les cours de première instance, comme dans les cours d'appel, est devenue une bataille impitoyable et un instrument de comparaison des mandats des présidents démocrates et républicains, Joe Biden ayant obtenu ainsi un peu moins de confirmations que Donald Trump au cours du premier mandat de ce dernier. La pratique devenue généralisée qui consiste pour le parti dans l'opposition à solliciter des juges nommés par des présidents de leur bord politique en espérant pouvoir contrer les décrets des présidents de l'autre camp a renforcé le climat de guerre de tranchées.

#### DEVANT LA COUR SUPRÊME

«Une mise en accusation [impeachment] de juges fédéraux pour des raisons politiques reste très improbable», estime William Galston, politiste à la Brookings Institution, un cercle de réflexion de Washington classé au centre gauche. Il rappelle qu'elle exige de rassembler une majorité des deux tiers au Sénat, alors que le Parti républicain ne dispose actuellement que de 53 sièges sur 100 «et ne peut compter sur aucune voix démocrate pour un tel motif». Seuls 15 cas de mises en accusation effectives ont été recensés depuis 1804, les derniers en date pour des faits de corruption et d'agressions sexuelles.

L'issue de ce rapport de force n'en est pas moins considérable. Passer outre à la décision d'un juge ouvrirait une crise constitutionnelle majeure, selon William Galston, en affaiblissant le pouvoir judiciaire au bénéfice unique du pouvoir exécutif, compte tenu de l'automutilation à laquelle s'est résigné le pouvoir législatif à l'initiative du Parti républicain. Il est plus que probable qu'une bonne partie des contentieux en cours aboutiront devant la Cour suprême des Etats-Unis. Donald Trump espère compter sur le soutien des six juges conservateurs, les trois autres ayant été nommés par des présidents démocrates.

La Maison Blanche a d'ailleurs saisi, le 13 mars, la plus haute instance judiciaire des Etats-Unis pour obtenir d'elle une limitation des injonctions des juges fédéraux à propos du décret présidentiel visant à supprimer le droit du sol, pourtant garanti par le 14<sup>e</sup> amendement de la Constitution. La Cour suprême a fait défaut à l'administration Trump lorsqu'elle a maintenu, le 5 mars, la décision du juge Amir Ali à propos des versements partiels de l'aide internationale américaine.

Le président de la Cour suprême, John Roberts, a alors joint sa voix à celles des juges progressistes, de même que la juge Amy Coney Barrett, nommée par Donald Trump, et qui a aussitôt été la cible d'une campagne de dénigrement dans les cercles conservateurs. La pression ne retombera pas tant que la Cour suprême n'aura pas tranché à propos des décisions les plus critiquées prises par les juges fédéraux, au risque de bouleverser les institutions américaines. ■

GILLES PARIS



**Manifestation de soutien à la Palestine et à Mahmoud Khalil, un étudiant arrêté le 8 mars, devant l'université Columbia, à New York, le 14 mars.**

SPENCER PLATT/AFP

## En ciblant Columbia, la Maison Blanche s'attaque à un symbole

L'université new-yorkaise est un bastion du progressisme américain et l'épicentre de la mobilisation contre les bombardements d'Israël à Gaza

NEW YORK - correspondant

**L'**administration Trump a exigé, dans une lettre du jeudi 13 mars, «la mise sous tutelle académique» du département d'études proche-orientales et africaines de l'université Columbia «pour au moins cinq ans». Une mise en cause sans précédent de la liberté académique qui étend la guerre menée par le président américain contre l'institution de Manhattan. L'université Columbia est devenue l'épicentre de la mobilisation étudiante contre les bombardements menés sur Gaza par Israël, en réaction à l'attaque terroriste du 7-Octobre.

L'équipe présidentielle avait commencé ses attaques sur le front financier, annonçant, le 7 mars, la suppression d'une subvention fédérale de 400 millions de dollars accordée à l'établissement de Manhattan

**L'ÉQUIPE PRÉSIDENTIELLE A ANNONCÉ LA SUPPRESSION D'UNE SUBVENTION DE 400 MILLIONS DE DOLLARS ACCORDÉE À L'ÉTABLISSEMENT DE MANHATTAN**

engouffrés dans cette faille, accusant l'université de ne pas avoir lutté contre l'antisémitisme et d'avoir mal protégé les étudiants juifs. C'est ce qu'a déclaré, le 7 mars, la ministre de l'éducation, Linda McMahon, pour justifier la coupe des aides fédérales. «Nous montrons à Columbia et aux autres universités que nous ne tolérerons plus leur inaction déplorable», a-t-elle dit.

Depuis, le rouleau compresseur avance, atteignant notamment l'hôpital universitaire et l'école de médecine. Lundi 10 mars, le professeur d'ingénierie biomédicale Edward Guo a reçu un mail de la direction de l'université l'informant de la suppression de la bourse que lui versaient les Instituts nationaux de la santé (NIH). «Si l'vous plaît, réduisez immédiatement les dépenses au strict minimum nécessaire à la continuité de la recherche», lui a enjoign la direction. «Sans voix», a réagi le professeur sur X. Edward Guo fait partie des centaines de chercheurs dont les travaux sont brutalement interrompus. «Cela touche principalement la médecine mais aussi la faculté des arts et de sciences», décrypté Emmanuelle Saada, qui détient la chaire de la faculté de français de l'université. Tout le monde est touché.

Si l'administration Trump invoque la lutte contre l'antisémitisme, en réalité, c'est l'université en tant que telle qui est visée, accusée d'engloutir l'argent du contribuable. Dès le 7 février, l'agence de santé critiquait la manière dont les universités utilisent leurs aides fédérales. «[En 2024], 9 milliards de dollars sur les 35 milliards que les Instituts nationaux

de santé ont accordés à la recherche ont été utilisés pour des frais généraux administratifs, ce que l'on appelle les "coûts indirects"», accusait le NIH, qui a annoncé alors le plafonnement de ces coûts à 15 % du montant des bourses, «bien en dessous des 60 % et plus que certaines institutions facturent au gouvernement».

A Columbia, ces frais généraux, qui servent aussi à payer des salaires, représentent environ 35 % du montant des bourses, mais atteignent 65 % pour la recherche réalisée sur le campus, selon une analyse de l'association Stand Columbia, estimant que cette première salve pourrait coûter à Columbia entre 114 et 202 millions de dollars. La décision a été bloquée par un juge fédéral mais elle a marqué le début de l'offensive. «Ce juge force la corruption à continuer, bordel», a réagi Elon Musk sur X.

**Gel des salaires et embauches**  
Politiquement, les républicains peuvent compter sur le soutien de la base trumpiste car les chiffres peuvent donner une mauvaise image des prestigieuses universités privées de l'Ivy League, dont les frais d'inscription se sont envolés : le prix d'une année de scolarité en premier cycle est d'environ 62000 dollars par an, 20 000 dollars pour la location d'une chambre. En plus de ces frais de scolarité, qui rapportent à Columbia 1,5 milliard de dollars, celle-ci reçoit 1,3 milliard d'aides fédérales et 1,8 milliard des patients de l'hôpital, sur un budget annuel de 6,5 milliards. L'université détient aussi un fonds de réserve d'une valeur d'environ 20 milliards, dont seuls les intérêts peuvent être utilisés. Ces sommes peuvent être expliquées mais suscitent des interrogations. «Je suis d'accord pour dire qu'il s'agit d'une faiblesse grave du système américain», reconnaît le professeur de mathématiques Michael Thaddeus.

«L'université ne va pas très bien aux Etats-Unis», opine Emmanuelle Saada, qui regrette qu'elle ne soit plus un facteur d'ascension sociale. La professeure déplore la «disqualification des humanités et des sciences sociales», accentuée par l'envolée des frais d'inscription, qui contraint les étudiants à

s'orienter vers des filières débouchant sur des carrières financièrement plus attractives, leur permettant de rembourser leurs emprunts. «Les attaques de Trump prennent corps sur ce terreau-là», explique Emmanuelle Saada.

La présidente par intérim de Columbia, Katrina Armstrong, semble tentée de faire le dos rond. Elle assure collaborer avec les autorités et se garde de défendre les étudiants interpellés. Malgré les tensions, elle est parvenue à renouer le dialogue avec les professeurs et les étudiants, ce qui n'était pas le cas de sa prédécesseure, Nemat Shafik. Cette économiste égypto-américano-britannique s'était trouvée piégée au Congrès, entre défense de la liberté d'expression et lutte contre l'antisémitisme. La crise avait culminé avec l'intervention de la police new-yorkaise sur le campus. La présidente avait jeté l'éponge à l'été 2024.

Les sanctions décidées par Donald Trump pourraient être un facteur de division. La faculté de médecine, très mobilisée contre l'antisémitisme, prend de plein fouet les coupes fédérales tandis que les humanités, plus contestataires, sont paradoxalement moins touchées parce que leurs départements sont financés par les frais de scolarité. «Une guerre entre facultés éclate à Columbia», titrait le Wall Street Journal le 11 mars. «Il y a une solidarité objective, conteste vivement Mme Saada. On va leur faire des transferts grâce à nos frais de scolarité.»

L'université serre les boulons, avec gel des salaires et des embauches. Les départements doivent tous présenter des budgets en baisse de 6 %. Mais les mesures punitives vont continuer. Emmanuelle Saada s'inquiète que certains programmes ne reçoivent plus leur accréditation fédérale, qui doit être renouvelée tous les dix ans. L'administration Trump envisage même de taxer les revenus des fonds de dotation, actuellement exemptés d'impôts, et de limiter le niveau des emprunts, fédéraux ou privés, que peuvent contracter les étudiants. «Le niveau des frais de scolarité, ils s'enfoncent en réalité. Le but, c'est de nous museler», résume Mme Saada. ■

ARNAUD LE PARMENTIER

## A La Haye, le premier face-à-face de Duterte avec les juges de la CPI

L'ex-président des Philippines est poursuivi pour des crimes contre l'humanité commis dans le cadre de sa guerre contre la drogue

LA HAYE - correspondance

**F**ace aux bâtiments de la Cour pénale internationale (CPI), les partisans de Rodrigo Duterte brandissent des drapeaux philippins et des portraits de leur mentor aux cris de «liberté!». L'ancien président de l'archipel, transféré par Manille vers La Haye mardi 11 mars, a comparu, pour la première fois, vendredi, devant les juges de la Cour. En face, une contre-manifestation a réuni une poignée de personnes criant : «Justice!», brandissant d'autres portraits, ceux de leurs proches tombés sous les balles au cours de «la guerre contre la drogue» du régime Duterte. Selon les ONG, elle aurait fait plusieurs dizaines de milliers de morts.

Le mandat d'arrêt du procureur de la CPI précise que Rodrigo Duterte a créé le Davao Death Squad, un «escadron de la mort», avant de devenir président des Philippines (2016-2022) et de faire de sa guerre contre la drogue une politique d'Etat. Rodrigo Duterte aurait alors donné le permis de tuer quiconque ayant un lien avec le trafic de drogue – en fait, souvent les plus faibles, toxicomanes et petits dealers. L'ancien dirigeant doit désormais répondre de crimes contre l'humanité pour ces meurtres.

A La Haye, les juges de la CPI ont décidé de tenir l'audience du vendredi 14 mars coûte que coûte. Peu importent les six heures de décalage horaire et les quelque vingt-quatre heures de voyage – dans un jet privé – effectuées par l'homme de 79 ans, depuis son arrestation, mardi, à l'aéroport de Manille. Trop fatigué pour venir jusqu'à la Cour, située à 1,5 kilomètre de la prison, il assiste à l'audience par visioconférence.

**«J'assume mes responsabilités»**  
Sur les écrans de la galerie publique, l'ancien président apparaît dans un costume un peu large, portant au cou une cravate mal nouée. Derrière lui est affiché un grand poster sur lequel s'étaisent en lettres noires sur fond bleu les mots «Cour pénale internationale» dans des dizaines de langues, mais pas en tagalog, la langue parlée aux Philippines. Peu importe, l'ancien président s'exprime parfaitement en anglais, assure la présidente, Lulia Motoc, dans un français imparfait, et sans même lui poser la question. L'audience – presque une formalité – doit permettre aux juges de s'assurer de l'identité du suspect. Rodrigo Duterte décline la sienne, sans commentaires.

Les juges sont aussi censés vérifier s'il comprend les accusations portées contre lui. Cette fois, son avocat, Salvador Medialdea, venu de Manille dans le même jet privé que son client, prend la parole avec une douce autorité. Il conteste les épisodes des dernières soixante-douze heures, dont l'arrestation de celui qui est devenu un ennemi de l'actuel président philippin, Ferdinand Marcos, puis son transfèrement vers La Haye. «Pour nous, avocats, cela s'appelle une «rendition» extrajudiciaire. Pour

ceux qui ne sont pas juristes, il s'agit d'un enlèvement pur et simple.» L'avocat reproche à la Cour de n'avoir pas pu voir son client plus d'une heure, depuis leur arrivée aux Pays-Bas, et de ne pas avoir obtenu la copie papier du mandat d'arrêt. Il demande de reporter l'audience de quelques jours, le temps pour lui de s'asseoir avec [son client] et de lui expliquer les prochaines étapes de cette procédure, différente de celle en vigueur aux Philippines. Mais peine perdue. L'avocat dénonce aussi l'arrestation. «Deux entités en difficulté ont conclu une alliance improbable», dit Salvador Medialdea, un président sortant [Ferdinand Marcos] qui souhaitait neutraliser et étouffer l'héritage de mon client et de sa fille (...) et une institution juridique en difficulté, sujette à la délégitimation, et désespérée de faire une bonne prise.» La fille de Rodrigo Duterte, qui est aussi vice-présidente du pays, Sara Duterte, est venue à La Haye soutenir son père. A la foule réunie devant la Cour, elle précise qu'il va bien, mais se plaint de la nourriture. A la fin du mois de mars, il fêtera ses 80 ans.

Le transfèrement à la Cour de l'ancien chef d'Etat a surpris. Le 10 février, le procureur de la Cour requérait contre Rodrigo Duterte un mandat d'arrêt, marquant le premier grand résultat d'une enquête en cours depuis septembre 2021. Cette décision est survenue alors que les divergences de Duterte avec son ex-allié, Ferdinand Marcos, s'évitaient. «Il s'agit d'un règlement de comptes politique», n'hésite pas à dire son avocat. «Les Philippines veulent obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, l'affaire donne l'occasion au gouvernement de montrer qu'il respecte le droit international», estime, par ailleurs, la journaliste philippine Zen Hernandez, venue couvrir l'audience.

Peu après le départ de son prédecesseur vers La Haye, le président Marcos avait tenu une conférence de presse pour expliquer que les Philippines devaient respecter le droit international. Manille avait pourtant quitté la CPI en mars 2016, pour s'opposer aux examens préliminaires alors en cours.

L'audience du jour, bien mal menée, est restée une formalité. Et l'ex-président Duterte n'a pas abordé les questions de fond, comme il l'avait fait sur une vidéo postée sur les réseaux sociaux, juste avant d'atterrir à Rotterdam. «Je suis celui qui a dirigé les forces de l'ordre et l'armée, a-t-il dit alors. J'ai dit que je vous protégerais et j'assume mes responsabilités. J'ai dit à la police, à l'armée, que c'était mon travail et que j'en étais responsable.» Une déclaration qui résonne déjà comme un aveu, et qui facilitera sans nul doute la tâche du procureur, chargé de prouver sa responsabilité dans ce crime contre l'humanité. La prochaine audience est prévue le 23 septembre. Les juges devront décider ou non de mettre le suspect en accusation et de le renvoyer en procès. ■

STÉPHANIE MAUPAS

**Le rouleau compresseur avance**

Le choix de Columbia n'est pas innocent. L'université a une tradition de progressisme, lancée, entre autres, par Edward Saïd (1935-2003). Ce Palestinien né à Jérusalem sous le mandat britannique, spécialiste de littérature anglaise et de littérature comparée, fut l'un des fondateurs des études postcoloniales, un courant dont s'inspire le mouvement actuel de critique d'Israël. Ses successeurs sont encore actifs sur le campus.

Ensuite, le conflit à Gaza a profondément déchiré le corps professoral, notamment les enseignants juifs, divisés entre pro-Nétanyahou et défenseurs des Palestiniens. Les républicains se sont

# RDC : Goma, une ville à l'arrêt et coupée du monde

L'économie de la capitale du Nord-Kivu, conquise par le M23 et ses alliés rwandais, est au point mort

## REPORTAGE

GOMA (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO) - envoyé spécial

**E**n temps normal, le marché Birere de Goma est une ruche formée, comme autant de cellules, de centaines d'échoppes garnies des cultures de la fertile zone agricole de la province du Nord-Kivu. On y trouve aussi des produits manufacturés en Chine, débarqués dans les ports tanzaniens de Dar es-Salaam ou kényans de Mombasa, puis entrés sur le territoire congolais par le point de douane dit de « la petite barrière » ou par l'aéroport. Une armée de forces de la manutention slalome habituellement dans les ruelles embouteillées du marché. Mais, jeudi 13 mars, on circulait sans peine dans les venelles aux relents incertains, mêlant l'odeur des épices à celles des déchets végétaux et des vapeurs des gaz d'échappement.

Un mois et demi après la prise de Goma par les rebelles du M23 et leurs alliés rwandais fin janvier, les affrontements ont cessé. Mais, faute de clients, le désespoir gagne les coeurs des commerçants de Birere comme d'une grande partie des habitants de la capitale provinciale, suspendue dans une situation d'entre deux. Certes, ce ne sont plus les explosions de la guerre. Elle s'est déplacée au sud, vers les hauts plateaux d'Uvira. Mais ce n'est pas non plus la paix. L'économie est au point mort.

Darius, qui a requis l'anonymat, avait une petite affaire qui tournait rond. Ici, sur les berges du lac Kivu, il achetait des poissons séchés. Il les envoyait à 600 kilomètres de là par avion, à Kindu, le chef-lieu de la province centrale du Maniema. Mais plus aucun



Des agents de change mobiles attendent les clients à Goma (République démocratique du Congo), le 4 mars. REUTERS

avion ne décolle depuis le 26 janvier, date de l'entrée des premiers éléments du M23 et des forces de défense rwandaises (FDR) par la partie nord de Goma. Exactement où se trouve l'aéroport.

Comme peu d'endroits dans la ville, il y eut là une résistance désespérée de la part de militaires congolais des forces armées de la République démocratique du Congo (FARD) et de contractuels roumains de la société militaire privée Congo Protection. Résistants malgré eux lorsque, ailleurs dans la ville, tous les autres avaient fui, piégés, encerclés dans les installations et lourdement ciblés par l'artillerie rebelle et celle tirant du Rwanda, situé à un jet de pierre.

**Impossible de retirer du cash»** L'aéroport qui héberge encore des tonnes d'armements abandonnés par une armée en déroute est depuis fermé. Il pourrait bien ne pas rouvrir de sitôt. Au-delà du rééquipement technique en matériel, à quelle autorité de l'aviation civile sera-t-il rattaché? Personne au monde, surtout pas la capitale congolaise Kinshasa, ne reconnaît officiellement les autorités auto-proclamées contrôlant par la force ce que celles-ci qualifient de «zone libérée» de RDC. «Zone libérée» qui de facto est quasiment coupée du reste du monde légal.

Darius est aujourd'hui réduit à chercher une solution pour évacuer par la route ses sacs entassés dans un réduit cadenassé du marché. Inutile d'espérer les écouter à Goma. Les étals de Birere débordent d'inventus. «Or, si l'alimentaire ne marche pas, rien ne marche», lâche ce trentenaire originaire du Maniema. Ainsi, Marie-Claire ne s'est jamais autant morfonduée sur sa chaise dans sa petite boutique de prêt-à-porter. A peine lève-t-elle le regard vers

un jeune homme qui jette un œil aux chemises «made in Turkey» avant de s'éloigner. Sans illusions sur l'issue de cette visite, elle lâche dans un soupir: «Les gens ont à peine de quoi manger, ils ne vont pas acheter de vêtements.»

A imaginer qu'ils en aient les moyens, peut-être ne peuvent-ils pas répondre à cette envie pour une raison qui pourrait bien tourner au cauchemar pour «les nouveaux maîtres de la ville», comme Darius les désigne non sans une pointe de dédain. Le système bancaire est en effet quasiment paralysé dans toutes les zones conquises. «Il est possible, comme avant, d'effectuer des virements bancaires de compte à compte, mais il est impossible de retirer du cash», explique un gros opérateur économique. Aucun opérateur au guichet, aucun distributeur de billets opérationnel... Dans les cas d'urgence, il est toujours possible de recourir aux services bancaires des opérateurs de téléphonie mobile, du type Orange Money. «Mais les frais de 10 % demandés par les petits vendeurs de rue sont dissuasifs», ajoute notre source. Dans toute guerre, il y a des profiteurs.»

Mais, quoi qu'il en soit, cette solution n'est pas une alternative au système bancaire traditionnel.

Pas plus que ne l'est le troc de services ou de produits avec les habitan-

tants ont recours dès que possible. Or la question est brûlante. La paralysie financière signifie notamment que les salariés des secteurs privé ou public, s'ils sont payés, ne peuvent de toute façon pas retirer leur argent. «Je vois que mon compte est crédité, mais je ne peux pas y accéder», explique un fonctionnaire congolais qui voit fondre ses réserves personnelles.

Pour ce responsable d'un hôpital de Goma, la ligne rouge est déjà franchie: «Nous commençons à manquer de tout. De médicaments, de consommables, nos ambulances sont hors service, nous n'avons plus d'argent pour acheter du crédit téléphonique et répondre aux urgences. L'argent est bloqué, ça ne circule plus.»

**Mesures de l'UE et des Etats-Unis**

La rébellion a-t-elle minimisé le problème? La question s'est posée immédiatement après la chute de Goma. C'était un week-end de paye, le dimanche 26 janvier. Les agences n'ont jamais rouvert. La décision de le faire ne dépend pas des directeurs locaux, mais des sièges financiers à Kinshasa ou à Nairobi pour les filiales du Kenya.

«Or, la banque centrale congolaise, le ministère des finances et toute autre autorité centrale ont fermé les vannes», explique un opérateur sous couvert d'anonymat, derrière lequel lui et la plupart de nos sources se réfugient.

Lors d'une rencontre récente avec les opérateurs économiques inquiets de ce blocage, le gouverneur du Nord-Kivu nouvellement

notamment que les salariés des secteurs privé ou public, s'ils sont payés, ne peuvent de toute façon pas retirer leur argent. «Je vois que mon compte est crédité, mais je ne peux pas y accéder», explique un fonctionnaire congolais qui voit fondre ses réserves personnelles.

Pour ce responsable d'un hôpital de Goma, la ligne rouge est déjà franchie: «Nous commençons à manquer de tout. De médicaments, de consommables, nos ambulances sont hors service, nous n'avons plus d'argent pour acheter du crédit téléphonique et répondre aux urgences. L'argent est bloqué, ça ne circule plus.»

**Mesures de l'UE et des Etats-Unis**

La rébellion a-t-elle minimisé le problème? La question s'est posée immédiatement après la chute de Goma. C'était un week-end de paye, le dimanche 26 janvier. Les agences n'ont jamais rouvert. La décision de le faire ne dépend pas des directeurs locaux, mais des sièges financiers à Kinshasa ou à Nairobi pour les filiales du Kenya.

«Or, la banque centrale congolaise, le ministère des finances et toute autre autorité centrale ont fermé les vannes», explique un opérateur sous couvert d'anonymat, derrière lequel lui et la plupart de nos sources se réfugient.

Lors d'une rencontre récente avec les opérateurs économiques inquiets de ce blocage, le gouverneur du Nord-Kivu nouvellement

nommé par les rebelles a tenté de les rassurer. «Il nous a dit qu'ils ont donné une semaine aux banquiers pour rouvrir leurs agences sous peine de faire venir d'autres banques», raconte un participant qui écarte immédiatement cette option: «Quel banquier serait assez fou pour venir ici? D'autant que, également, c'est impossible en raison des sanctions et résolutions internationales qui condamnent l'intervention du Rwanda et la prise de contrôle de la région», ajoute-t-il. Ces mesures restrictives, adoptées notamment par l'Union européenne et les Etats-Unis, interdisent notamment de traiter directement avec les nouvelles autorités de fait. Sauf exemptions accordées dans des cas très rares touchant à certaines activités dans des secteurs vitaux pour la population.

Cela dit, comment s'opposer aux demandes pressantes des nouvelles autorités de leur payer

taxes et impôts qui relevaient auparavant du Trésor public? Celles-ci viennent d'ailleurs de sortir, sur près de 600 pages, «une nomenclature des recettes fiscales et non fiscales de la province du Nord-Kivu 2025» sur papier à en-tête de la République démocratique du Congo, artifice d'une continuité de l'Etat. «C'est un jeu d'équilibrisme pour faire comprendre à Kinshasa qu'on n'a pas le choix et de signifier aux nouvelles autorités que ce n'est pas un chèque en blanc», explique un investisseur.

Parallèlement, il faut les mêmes talents de funambule pour traiter avec ce nouveau pouvoir aux contours incertains. «On ne sait pas qui fait quoi au sein des nouvelles autorités? Qui des militaires rwandais ou du M23 – ou des politiques de l'AFC [Alliance Fleuve Congo] de Corneille Nangaa décide quoi? Il vaut mieux n'en croire aucun et être extrêmement prudent», explique un activiste de la société civile. «La sécurité s'est améliorée, mais la nuit, dans les quartiers, on entend le bruit des balles, témoigne un habitant. Des bandits, comme avant? Des prisonniers évadés? Des anciens FARDC ou [miliciens] wazalendo traqués par le M23? Là-dessus non plus, on ne sait pas où on va.» ■

CHRISTOPHE CHATELOT

**Le Monde Afrique**  
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

# A Taïwan, le président veut rouvrir les tribunaux militaires

L'annonce de Lai Ching-te vise à contrer les opérations d'espionnage de la Chine, qu'il a qualifiée de « force étrangère hostile »

PÉKIN - correspondance

**C'**est une commémoration qui n'avait pas eu lieu depuis cinq ans. Vendredi 14 mars, la Chine a célébré avec faste le 20<sup>e</sup> anniversaire de sa loi antisécession, autorisant une attaque contre Taïwan si l'île déclarait son indépendance. A cette occasion, Zhao Leji, président de l'Assemblée nationale populaire et troisième personnage de l'Etat chinois, s'est affiché aux côtés de Lin Xiangyang, haut gradé de l'Armée populaire de libération chargé des manœuvres dans le détroit de Taïwan mais aussi Wang Xiaohong, le ministre chinois de la sécurité publique. Une façon sans doute de rappeler que la Chine se prépare méthodiquement à reprendre Taïwan. «Nous devons encore améliorer notre système législatif pour punir les forces pro-indépendance», a conclu Zhao Leji.

Il faut dire que la veille, le président taïwanais Lai Ching-te, membre du Parti démocrate progressiste (DPP), a qualifié la Chine

de «force étrangère hostile» pour la première fois, tout en dévoilant des mesures importantes pour lutter contre les tentatives d'infiltration et d'espionnage. «La Chine est déjà une force hostile étrangère telle que définie dans notre loi anti-infiltration», a déclaré M. Lai lors d'une conférence de presse à Taipei, en référence à une loi taïwanaise adoptée en 2019.

L'armée de l'air et la marine chinoises ont renforcé, ces derniers temps, leur présence près de l'île et M. Lai assure avoir constaté une hausse des cas d'espionnage ciblant les forces armées. D'où, selon lui, la nécessité de permettre aux tribunaux militaires taïwanais de fonctionner en temps de paix si les soldats sont accusés de délits tels que «la trahison, l'aide à l'ennemi, la fuite d'informations classifiées, le manquement au devoir et l'insubordination». «Cela prouve surtout que Lai est un saboteur de la paix entre les deux rives du détroit et qu'il est à l'origine de la crise de Taïwan», a déclaré Chen Binhu, porte-parole du Bureau chinois

des affaires de Taïwan, dans un communiqué jeudi 13 mars. Si les forces séparatistes osent franchir la ligne rouge, des mesures résolues seront prises en réponse.»

Vendredi après-midi, Mao Ning, la porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, interpellée par un journaliste étranger, a aussi réagi aux propos de M. Lai: «Taïwan fait partie de la Chine et n'a donc pas de président. Ce à quoi vous faites référence n'est pas une question d'affaires étrangères. Quoi qu'ils disent, les responsables

du DPP ne peuvent changer le fait que Taïwan fait partie de la Chine et la destinée, à savoir que la Chine doit accomplir la réunification.»

La réintroduction des tribunaux militaires à Taïwan n'est pas anodine. La jeune démocratie a été gouvernée par la loi martiale pendant des décennies jusqu'à la fin des années 1980, et l'interdiction des tribunaux militaires «en temps de paix». Le choc provoqué à Taïwan par la brève déclaration de loi martiale du président sud-coréen Yoon Suk-yeol fin 2024 a même conduit à des efforts législatifs pour compliquer l'adoption d'une telle mesure sur l'île.

**Huit personnes condamnées**  
Il n'est donc pas certain que le DPP de M. Lai puisse légitérer pour autoriser les tribunaux militaires, d'autant qu'il ne dispose pas de la majorité au Parlement. Pour le moment, les soldats et civils accusés d'espionnage sont traduits devant les juridictions pénales. Ainsi, la Cour suprême a confirmé, en février, la condamnation de

huit personnes, dont plusieurs officiers, pour espionnage au profit de la Chine. Cela peut sembler anecdotique mais M. Lai a aussi indiqué, jeudi, qu'il avait demandé aux agences gouvernementales de surveiller davantage les artistes taïwanais se produisant en Chine, «afin de définir clairement les sanctions potentielles pour les paroles et les actes considérés comme mettant en péril la dignité nationale». De nombreux artistes taïwanais, comme hongkongais d'ailleurs, bâtiennent des carrières et d'immenses fortunes en Chine.

Leurs participations à des galas, émissions de télé-réalité et campagnes publicitaires les conduisent souvent à clamer leur amour pour la Chine, voire à appeler à une réunification. Le 5 mars, lors des deux sessions annuelles du Parlement chinois, des internautes taïwanais s'étaient enflammés après que des artistes locaux ont repris sur le réseau chinois Weibo des messages de la télévision d'Etat chinoise faisant référence à «Taiwan, province de Chine».

Gerrit van der Wees, ex-diplomate néerlandais, décoré d'une médaille en 2024 par l'ex-présidente Tsai Ing-wen, enseigne l'histoire de Taïwan à l'université George-Mason (Virginie). Selon lui, «le problème est que la Chine, sous la présidence de Xi Jinping, a maintenu et même renforcé une ligne dure et a profité de la bienveillance de Taïwan à l'égard de Pékin pour accentuer la désinformation, l'infiltration et la campagne de sape du gouvernement élu du DPP».

Il voit dans les propos du président actuel «un signal adressé à la population taïwanaise pour qu'elle soit plus vigilante et plus résistante face aux campagnes de désinformation et d'influence de la Chine, qui se sont intensifiées au cours des dernières années». Gerrit van der Wees espère que le message de M. Lai aura été entendu jusqu'à la Maison Blanche: «Car c'est un signal envoyé à la nouvelle administration Trump pour montrer que Taiwan fait tout ce qu'il peut pour repousser la Chine.» ■

JORDAN POUILLE

# Syrie : à Baniyas, les sunnites qui ont refusé la tuerie

De nombreuses familles alaouites, ciblées par les factions islamistes, ont été cachées par des amis ou voisins

BANIYAS (SYRIE) - envoyée spéciale

**A**bou Yahya sirote un café, Abou Oussama un maté. Les deux sexagénaires (leurs noms ont été modifiés par souci de sécurité), sunnite pour le premier, alaouite pour le second, parlent, à bâtons rompus, de la situation en Syrie. Leur conversation, vendredi 14 mars, est entrecoupée par le bruit des mitraillages qui résonne dans la ville côtière de Baniyas, non loin de l'appartement d'Abou Oussama, dans le quartier d'Al-Qousour.

L'actualité les concerne au premier chef. Ce district alaouite à l'entrée de Baniyas a connu, du jeudi 6 mars au dimanche 9 mars, des exécutions de masse perpétrées par des factions et des hommes armés sunnites, en réponse aux attaques menées par des partisans du président déchu, Bachar Al-Assad, contre les forces de sécurité. Les habitants ont documenté au moins une centaine de morts.

#### Reclus, lumières éteintes

Abou Oussama et sa famille ont été «sauvés» par Abou Yahya. Samedi et dimanche, le sexagénaire les a cachés, avec deux autres familles alaouites, dans son appartement d'un quartier sunnite du centre-ville. Les 14 personnes ont attendu, recluses, lumières éteintes et à l'écart des fenêtres, que les exactions prennent fin. Terrorisées, en proie à un profond abattement, elles ont suivi la tragédie sur leur téléphone.

«Ils recevaient mauvaise nouvelle sur mauvaise nouvelle. Abou Oussama est très fort, mais je pouvais lire la souffrance sur son visage», raconte Abou Yahya. Deux des frères d'Abou Oussama, septuagénaires, et deux de ses neveux ont été tués le samedi. Un autre protégé d'Abou Yahya a vu son père, un professeur d'anglais à la retraite, et ses deux frères tués sous ses yeux.

Le chauffeur d'Abou Yahya les a récupérés, les uns après les autres, en lisière d'Al-Qousour. «J'avais



Les forces de sécurité syriennes escortent des familles alaouites dans leur village. A Lattaquié, le 13 mars. KHALIL ASHAWI/REUTERS

trop peur de venir les chercher moi-même. Mon chauffeur, un sunnite qui n'a pas froid aux yeux et connaît beaucoup de monde, a sorti, à lui seul, une quarantaine de familles alaouites», raconte le sexagénaire. Toute sa famille était d'accord avec lui: c'était la chose à faire. «On a agi par simple humanité, mais, les deux premiers jours, nous avions peur que nos voisins nous voient et que cela nous attire des représailles. Si les factions armées l'avaient appris, on aurait été accusés de trahison», poursuit encore Abou Yahya.

Lorsque les factions armées se sont retirées de la ville et que les forces de la sûreté générale s'y sont redéployées, les langues se sont déliées. «Entre voisins, on a découvert que chacun d'entre nous

avait accueilli des familles alaouites et l'avait caché aux autres. On en a ri. Je suis fier de ce que l'on a fait. Des centaines de familles d'Al-Qousour ont été accueillies par des familles sunnites. J'ai même découvert, avec surprise, qu'un survivant du massacre d'Al-Nabaïa avait accueilli des familles», dit Abou Fawwaz. Dans ce quartier sunnite de Baniyas, plus de 100 personnes ont été massacrées, en 2013, par les forces de Bachar Al-Assad.

Une amitié de plus de dix ans lie Abou Oussama et Abou Yahya. Elle s'est renforcée malgré la guerre civile, déclenchée en 2011, et la haine qui ont dressé leurs communautés l'une contre l'autre. «Avec Abou Oussama, je peux parler de tout. Je n'ai pas peur d'afficher mes idées. Au sein de ma

**«On a agi par simple humanité. Si les factions armées l'avaient appris, on aurait été accusés de trahison»**

ABOU YAHYA  
habitant sunnite de Baniyas

communauté, et même de ma famille qui pratique pourtant un islam modéré, je ne peux pas partager mes idées libérales, éloignées de la religion», dit Abou Yahya.

Les deux hommes ont fait l'expérience des geôles d'Hafez Al-As-

sad, le père et prédécesseur de Bachar à la tête de la Syrie. Ils ont été arrêtés alors qu'ils n'étaient encore qu'étudiants, dans les années 1980, époque où le patriarche du clan réprimait avec une féroce sans borne l'opposition armée des Frères musulmans. Militant communiste, Abou Oussama a passé dix ans à la prison centrale de Tortous. Accusé à tort d'être proche des Frères musulmans, Abou Yahya a été incarcéré, dix ans lui aussi, dans la prison mouroir de Tadmor.

Le sunnite était, en réalité, proche du Parti social nationaliste syrien, comme beaucoup dans sa famille, mais la prison l'a rapproché, un temps, du fondamentalisme religieux. «Avant la répression par le père, puis par le fils Al-Assad, la

plupart des sunnites n'étaient pas attachés à leur identité musulmane. Les crimes des Al-Assad les ont amenés à nourrir des sentiments de haine envers les alaouites. Les groupes salafistes djihadistes comme Al-Nosra et Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] et leurs cheikhs se sont nourris de cette haine. A Baniyas, la plupart des familles sunnites sont modérées, mais il y a une colère incontrôlable chez les jeunes qui pensent être dans leur droit lorsqu'ils réclament vengeance contre les alaouites», explique Abou Yahya.

#### «Humiliations»

«Le régime des Al-Assad a planté les graines de la haine confessionnelle, mais nous avons montré qu'il peut en être autrement», poursuit le sexagénaire. L'atmosphère délétère qui règne encore à Baniyas, une semaine après le début du bain de sang, n'est pourtant pas de nature à assurer Abou Oussama et sa famille, qui restent confinés dans leur appartement. Des nouvelles leur parviennent d'humiliations infligées par des soldats à des habitants de la ville et à des visiteurs, à un barrage menant au centre-ville.

«J'ai peur que l'on tombe dans un autoritarisme pire que celui des Al-Assad. J'ai peur de ce que ressentent certains jeunes sunnites et du silence des autres. Certains se disent contre le meurtre de civils mais estiment que les alaouites l'ont bien mérité», poursuit Abou Yahya. Le sexagénaire connaît chacune des victimes de ces journées d'horreur: «des médecins, des marchands, des gens ordinaires», qui n'ont pas eu de rôle, selon lui, dans la répression du soulèvement anti-Al-Assad. S'il comprend l'euphorie de ses coreligionnaires, qui ont récupéré leur dignité après cinquante années d'humiliations sous les Al-Assad père et fils, il commence à perdre espoir que la Syrie trouve un jour le chemin de la paix. Il ne pense plus qu'à quitter le pays. ■

HÉLÈNE SALLON

## Un néonazi russe condamné en Finlande pour des crimes de guerre en Ukraine

Arrêté en 2023, Vojislav Torden a été condamné à la prison à vie pour des faits datant de 2014

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante régionale

**S**on procès avait débuté en décembre 2024. Vendredi 14 mars, Vojislav Torden, né Ian Petrovski, a été condamné à la prison à perpétuité par le tribunal de première instance d'Helsinki. Accusé d'être un des leaders du groupe paramilitaire néonazi Roussitch, ce Russe de 38 ans a été reconnu coupable de quatre crimes de guerre, commis près de Louhansk, dans la province du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, en 2014. A Kiev, le parquet général ukrainien a salué une décision judiciaire, qui «marque une étape-clé dans la lutte contre l'impunité des auteurs de violations graves du droit international humanitaire». Sans surprise, l'ambassade russe en Finlande a dénoncé, de son côté, la «partialité du tribunal d'Helsinki, qui a prononcé une peine manifestement politisée à l'encontre d'un citoyen russe».

Les faits reprochés à Vojislav Torden se sont déroulés le 5 septembre 2014, dans la région séparatiste de Louhansk, où des soldats ukrainiens du bataillon Aïdar ont été pris en embuscade, à un checkpoint, par plusieurs groupes para-

militaires prorusses. Leur faisant croire qu'ils appartenaient aux forces ukrainiennes, les séparatistes ont laissé avancer le convoi, composé d'un camion et d'une voiture, transportant 26 soldats ukrainiens, avant d'ouvrir le feu. Vingt-deux soldats ont été tués et quatre blessés. Si le tribunal d'Helsinki a estimé que «les preuves ne permettent pas d'établir avec certitude que le groupe Roussitch était seul responsable de l'embuscade», Vojislav Torden a été reconnu coupable des quatre autres actes d'accusation. Il a notamment été condamné pour avoir exécuté un soldat ukrainien, blessé, et autorisé la mutilation d'un autre, mort à la suite de ses blessures.

#### «Pas de pitié»

Il est aussi condamné pour avoir posé à côté du corps d'un des soldats ukrainiens et diffusé des images dégradantes de la victime, sur les réseaux sociaux. Pendant le procès, qui s'est achevé fin janvier à Helsinki, les quatre soldats ukrainiens ayant survécu à l'embuscade ont témoigné en visioconférence. Ils ont décrit l'exécution des blessés et identifié Vojislav Torden comme l'un des responsables de l'attaque. Plusieurs

vidéos ont été diffusées, dont l'une où il déclare qu'il n'aura «pas de pitié» pour les soldats ukrainiens. Clamant son innocence, le Russe, qui a annoncé son intention de faire appel du jugement, a démenti avoir été un des leaders du groupe Roussitch et avoir participé au meurtre des soldats blessés. Devant le tribunal, il a assuré s'être rendu dans la province de Louhansk, en juin 2014, pour des «raisons humanitaires».

L'homme a été arrêté lors d'un contrôle d'identité, effectué par les gardes-frontières finlandais, à l'aéroport d'Helsinki, le 20 juillet 2023. Muni d'un passeport russe et d'un titre de séjour d'un an en Finlande, obtenu au titre des liens familiaux, il était sur le point de prendre un vol pour Nice. Les gardes-frontières ont découvert un ancien soldat russe, qui pourrait être utilisé dans le cadre d'un futur échange de prisonniers avec Moscou. En août 2024, un accord entre la Russie et plusieurs pays occidentaux avait débouché sur la libération de 16 personnes détenues en Russie et en Biélorussie, contre celle de huit ressortissants russes emprisonnés aux Etats-Unis et en Europe et de deux enfants. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Le Monde | Ateliers

## Histoire de l'Art

# COMMENT REGARDER UN TABLEAU

Françoise Barbe-Gall

Historienne d'art et conférencière dans les musées nationaux

COURS DU SOIR

## Les Modernes et les Anciens

En toute œuvre moderne, une mémoire de la peinture continue de vivre : passé et présent dialoguent pour donner naissance à de nouvelles images. Sous l'apparence d'un tableau que nous peinons à comprendre, nous pouvons en réalité reconnaître une complicité esthétique et déchiffrer autant de réponses, de prolongements ou de contradictions...

À partir du 29 avril, participez à un cycle de 5 séances de 2 heures. Dans nos locaux ou à distance, suivez notre cours et posez vos questions à Françoise Barbe-Gall.



ATELIERS.LEMONDE.FR



Lors d'une visite du ministre de la justice, Gérald Darmanin, à la prison de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais), le 7 mars. FRANCOIS GREUZ/SIPA

**M**ohamed Amra n'entrera pas dans l'histoire uniquement comme l'un des détenus français resté le plus longtemps en cavale après son évasion de prison, mais aussi comme le principal inspirateur d'un régime de détention qui, s'il est voté, en fera l'un des plus stricts d'Europe. Convaincu d'avoir l'opinion publique avec lui, Gérald Darmanin a voulu frapper fort et vite, dans la foulée de l'arrestation du narcotrafiquant, le 22 février.

Profitant de l'arrivée à l'Assemblée nationale, lundi 17 mars, de la proposition de loi de sénateurs sur le narcotrafic, le garde des sceaux a introduit deux amendements, particulièrement controversés. Le premier concerne un nouveau régime d'isolement carcéral qui va mettre sous cloche la vie de 200 narcotrafiquants (et, à terme, de plus de 700 détenus) qui rejoindront à partir de l'été les deux premières prisons ultrasécurisées, à Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) et à Condé-sur-Sarthe (Orne). « Ce que je crée est quelque chose de révolutionnaire, et de très dur, j'en conviens », a reconnu Gérald Darmanin, sur Sud Radio, le 13 mars. Plus spécifique, mais très sensible pour la grande majorité des magistrats et des avocats, le deuxième amendement compte généraliser l'utilisation de la visioconférence dans la conduite des enquêtes, afin d'éviter les transferts (et donc les risques d'évasion) de la prison vers le tribunal de ces détenus particulièrement dangereux.

Pour se prémunir d'une éventuelle « faute de carre », le garde des sceaux a soumis ses deux textes pour avis au Conseil d'Etat avant qu'ils puissent être débattus en séance publique. Si l'institution les a validés dans ses grands principes, elle lui a néanmoins demandé de retravailler sa copie pour remédier aux « risques d'inconstitutionnalité et d'inconveniationalité », recommandant que « plusieurs aspects du régime doivent être aménagés ». Notamment sur deux points particulièrement sensibles du texte : la durée de ce régime d'exception et la systématisation des fouilles à nu des détenus. Dans l'entourage de Gérald Darmanin, on veut voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. « On se félicite que le Conseil d'Etat partage notre analyse, et on va regarder avec attention ses recommandations », fait-on savoir à la chancellerie.

Dans la version initiale du texte, les futurs narcotrafiquants sont placés en situation d'isolement presque complet : les détenus sont privés de promenade collective ainsi que d'un accès aux unités de vie familiale ; leurs communications téléphoniques (depuis la cabine de leur chambre, sous écoute) sont limitées à deux heures, deux jours par semaine ; enfin, un dispositif de séparation physique lors des visites au parloir devient obligatoire.

**« La question du sens de la peine est totalement occultée pour une obsession sécuritaire », dénonce l'Observatoire international des prisons**

# Narcotrafic : questions sur le projet de nouveau régime carcéral

L'ajout de deux articles à une proposition de loi débattue lundi à l'Assemblée, permettant d'isoler les narcotrafiquants, fait débat

Par ailleurs, les fouilles à nu sont systématisées après tout contact avec l'extérieur, alors que leur généralisation a été strictement encadrée par la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, préparée par Rachida Dati, à l'époque garde des sceaux. Enfin, alors que la mise à l'isolement d'un détenu doit être aujourd'hui renouvelée tous les trois mois, Gérald Darmanin a souhaité que ce régime puisse être décidé, par le garde des sceaux lui-même, pour une durée de quatre ans, renouvelable si besoin. Et de préciser qu'il peut s'appliquer indistinctement à des condamnés mais aussi à des prévenus, en attente de leur jugement, et donc présumés innocents par la justice.

## « Fabrique des fous »

Le but assumé de cet arsenal répressif est de maintenir une étanchéité maximale avec le monde extérieur, afin d'éviter de faire entrer à l'intérieur de la prison notamment des téléphones portables, véritable poison des surveillants, qui permettent aux trafiquants de continuer à faire prospérer leurs affaires et de commanditer des assassinats à distance depuis leur cellule. Toutes ces dispositions sont depuis longtemps réclamées par les syndicats

du personnel pénitentiaire, qui ont trouvé en Gérald Darmanin un avocat convaincu et déterminé.

Dans son avis du jeudi 13 mars, rendu public le lendemain par le gouvernement, le Conseil d'Etat a tenté de trouver un chemin d'équilibre entre les exigences de lutte contre cette nouvelle criminalité et la défense des libertés fondamentales. Concernant les fouilles intégrales, il a remarqué que leur systématisation « n'opère pas une conciliation suffisamment proportionnée entre les droits des personnes détenues et l'objectif de défense de l'ordre public ». La plus haute juridiction administrative a aussi considéré que la durée du régime, fixée à quatre ans, n'est « pas proportionnée » et estime qu'une durée de deux ans, renouvelable sous conditions, est « préférable ». Enfin, sur les visites, il suggère au gouvernement d'examiner notamment la possibilité d'introduire une « possibilité d'aménagement pour répondre à des circonstances familiales exceptionnelles ».

Il est peu probable que ces ajustements suffiront à calmer les critiques venant à la fois des avocats pénalistes et des associations de défense des libertés publiques et des droits des détenus. Avec ce régime de détention carcérale, il y a

un risque de « fabrique des fous », avait déclaré, le 7 mars, la contrôleur générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot. « Le gouvernement propose de créer un quartier sans contact humain, sans activité, sans prise en charge, sans accompagnement, a, de son côté, dénoncé dans un communiqué l'Observatoire international des prisons. La question du sens de la peine est totalement occultée pour une obsession sécuritaire, feignant d'ignorer les effets néfastes de l'isolement sur la santé des personnes qui y sont soumises, et l'impact à plus long terme sur la préparation et construction d'un projet de sortie. »

Selon l'avocat pénaliste Benoît David, ce futur régime de détention est d'autant plus inquiétant qu'il marque, d'après lui, un retour en arrière du droit. « Ce que veut créer Darmanin va à rebours des dernières décisions du Conseil d'Etat, qui reconnaît qu'avec l'isolement du détenu il y a un risque inhérent d'atteinte à la dignité humaine », assure-t-il. Selon lui, seul Rédoine Faïd, qui s'est évadé de prison à deux reprises, et aujourd'hui incarcéré à Fleury-Mérogis (Essonne), serait aujourd'hui soumis à des conditions de détention aussi sévères. Même le terroriste Salah Abdeslam, pour-

tant à l'isolement dans un quartier hautement sécurisé de la prison de Vendin-le-Vieil, aurait accès à des parloirs sans séparation physique.

A toutes ces critiques, Gérald Darmanin a l'habitude de répondre en vantant les vertus et l'efficacité du modèle italien. Le 3 février, il était en personne venu se le faire expliquer par son homologue Carlo Nordio, lors d'un déplacement à Rome. Cette rencontre fut ponctuée d'une visite de la prison de Rebibbia, qui accueille une cinquantaine de détenus malgré à l'isolement.

## « Carcere duro »

C'est précisément un article de la loi pénitentiaire italienne qui sert de référence aux propositions de Gérald Darmanin : le 41 bis. Les mesures prévues par ce texte législatif ont parfois été reprises au mot près par les services de la Place Vendôme. Il s'agit avant tout d'empêcher le détenu soumis à ce régime dit « de carcere duro » de continuer à entretenir des relations avec l'organisation criminelle à laquelle il appartient. Pour ce faire, les échanges téléphoniques (tous enregistrés) sont limités à un appel de dix minutes par mois, les parloirs se font derrière une vitre de Plexiglas, un service de censure contrôle le courrier de prisonniers vivant dans une cellule individuelle sans livres ni distractions, sous constante surveillance vidéo.

Ce 41 bis est né en 1992, à la suite des assassinats en Sicile des juges Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, figures de proue de l'antimafia. A l'origine, ce statut devait être temporaire. Il est devenu pérenne en 2002 (pour une période de quatre ans, renouvelable tous les deux ans ensuite), sans que soit remise en cause sa constitutionnalité, en dépit d'ajustements réguliers. En 2018, la Cour européenne des droits de l'homme avait condamné l'Italie pour avoir maintenu au régime du 41 bis le détenu Bernardo Provenzano, l'un des derniers grands chefs de Cosa Nostra, alors qu'il était en fin de vie, mais sans remettre en cause l'article de loi pour autant. Régulièrement, des avocats et des associations de défense des droits humains critiquent la dureté de ce régime d'isolement strict, et les conséquences psychologiques qu'il entraîne.

**C'est un article de la loi pénitentiaire italienne antimafia qui sert de référence aux propositions de Gérald Darmanin**

Ils sont au total actuellement un peu plus de 700 prisonniers ainsi reclus en Italie, répartis dans une dizaine de prisons de haute sécurité... Sept cents, comme l'objectif chiffré de narcotrafiquants à mettre à l'isolement annoncé par le ministre de la justice. Pour autant, ce parallèle avec l'Italie fait soupirer Judith Allenbach, la présidente du Syndicat de la magistrature (gauche). « En Italie, il est possible d'identifier précisément l'appartenance d'une personne à une organisation mafieuse. Mais, chez nous, Gérald Darmanin ne pourra pas s'appuyer sur de tels critères pour définir un narcotrafiquant, expression qui n'a d'ailleurs pas d'existence dans notre code pénal. » Aujourd'hui, sur les 81 000 détenus, près de 17 000 détenus sont liés de près ou de loin au trafic de stupéfiants.

Plus périphérique, la systématisation de la visioconférence pour entendre ces détenus depuis leur prison a néanmoins fait bondir l'Union syndicale des magistrats (majoritaire), sur le fond comme sur la forme. « On a parfaitement conscience que la lutte contre cette nouvelle criminalité organisée nous oblige à bouger dans nos pratiques, mais on aimerait que ça ne se fasse pas dans l'urgence, et sans concertation, conteste Ludovic Friat, son président. Avec son projet, Darmanin nous fait comprendre que les contingences du pénitentiaire prennent aujourd'hui le dessus sur le judiciaire. » Pour lui, une ligne rouge ne doit pas être franchie : « Il faut que le juge puisse avoir le dernier mot. » Il peut être rassuré sur ce point. Dans son avis, le Conseil d'Etat précise que « le juge ou le président de la juridiction saisie conserve toujours la possibilité de décider la comparution physique de la personne détenue ». ■

GRÉGOIRE BISEAU ET THOMAS SAINTOURENS

# Mohamed Amra, récit d'une enquête hors norme

Après l'arrestation de « la Mouche », en février, 29 personnes ont été mises en examen pour de multiples faits

## RÉCIT

**L**e flair n'a pas suffi. Le 13 mai 2024, la direction de la maison d'arrêt d'Evreux procède à une fouille de la cellule de Mohamed Amra. Le détenu a été déplacé un mois plus tôt, en provenance de la prison marseillaise des Baumettes, pour être jugé en audience correctionnelle dans la ville de l'Eure pour une affaire de vol. Mais depuis quelques jours, le personnage se montre agité et adopte des comportements suspects : il a été aperçu avec un téléphone prenant des photos de sa fenêtre, dont le caillebotis a été dégradé. Lors de la fouille, un iPhone-13 est confisqué, ainsi qu'un rouleau d'adhésif, dont un morceau a été collé sur un barreau de la cellule. Là, le barreau a été scié. L'homme, immédiatement placé en quartier disciplinaire, projetait-il de s'échapper ?

La réponse ne tarde pas à arriver, de façon sanglante et spectaculaire. Le lendemain matin, 14 mai 2024, lors d'un transfert après son interrogatoire par un juge d'instruction au tribunal judiciaire de Rouen, Mohamed Amra s'évade au cours d'une opération d'une violence extrême.

Au péage d'Icarville (Eure), une Peugeot 5008 percute par l'avant le fourgon pénitentiaire dans lequel est transporté le trafiquant de stupéfiants de 30 ans. Derrière lui, trois hommes armés de pistolets-mitrailleurs et fusils d'assaut surgissent d'une Audi S5 et tirent sur le convoi. Deux agents pénitentiaires sont tués sur le coup, Fabrice Moello et Arnaud Garcia. Les trois autres sont blessés. Mohamed Amra, lui, est libéré par le commando, qui s'enfuit à bord de l'Audi, suivie par un troisième véhicule complice, une BMW.

Pour le fuyard, qui compte treize mentions dans son casier judiciaire et est mis en examen pour « complicité de meurtre » dans une procédure criminelle à Marseille, c'est le début d'une cavale qui s'achèvera neuf mois plus tard, le 22 février 2025, en Roumanie, au terme d'une enquête policière dont *Le Monde* a pu reconstituer les étapes-clés, confirmant certaines informations divulguées dans d'autres médias, dont *Le Parisien*.

### « Un filet immense »

Dans ce dossier supervisé par la juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco), structure sous l'autorité du parquet de Paris, vingt-neuf personnes, dont Mohamed Amra, ont été mises en examen pour de multiples faits, dont « meurtre en bande organisée », « évasion » ou « détention d'arme ».

« Nous avons jeté un filet immense, dans lequel nous avons des petits et des gros poissons. Pour certains, l'histoire se refermera. Pour d'autres, elle doit encore s'ouvrir », explique au *Monde* la procureure de Paris, Laure Beccau. La magistrate juge le dossier Amra « parfaitement inquiétant » dans ce qu'il dit de la criminalité organisée contemporaine : « Elle peut apparaître de basse intensité dans un premier temps et, très vite, basculer vers une violence insensée et inutile. Dans cette affaire, il y a une forme de balancement de l'extrême violence. »

Pour faire aboutir cette traque, les autorités ont déployé des moyens d'enquête exceptionnels : des centaines d'interceptions téléphoniques, 90 géolocalisations de véhicules, 65 sonorisations de lieux... Dès les premières heures, plusieurs pistes sont suivies par les 120 enquêteurs de l'Office central de lutte contre la criminalité organisée (OCLCO) affectés à temps plein sur l'affaire. Analysé, l'iPhone de Mohamed Amra confisqué lors de la fouille de sa cellule révèle l'existence de plusieurs adresses e-mail appartenant à celui que le milieu du grand

« C'est une opération montée, concertée, minutée, avec des rôles attribués »

CHRISTIAN SAINTÉ  
directeur national  
de la police judiciaire

banditisme surnommé « la Mouche ». Il aime, lui, se présenter sur les réseaux sociaux et les applications de messagerie sous les pseudonymes de « la Faucheuze », « Joe Dalton » ou « Nar ». Les jours précédant sa disparition, le trafiquant s'est rendu plusieurs fois sur le site Leboncoin, à la recherche de grilles pour fenêtre et d'échelles télescopiques. Ce qui confirme qu'il avait d'abord échafaudé des projets d'évasion « à l'ancienne ».

En se penchant sur les consultations par d'autres internautes de ces mêmes annonces sur Leboncoin, les enquêteurs repèrent plusieurs personnes ayant des liens d'amitié ou d'affaires avec Mohamed Amra. Parmi eux, Fernando D. et Alan G., qu'ils soupçonnent d'avoir fait partie du commando. En l'état des investigations, il semble qu'ils étaient accompagnés par deux autres hommes, Camyoque M. et Adonis C. (en fuite à l'étranger, ce dernier n'a pu être mis en examen).

### Magasin de bricolage

Pour l'attaque, le commando aurait utilisé quatre lignes prépayées de téléphonie mobile. Toutes auraient été activées la nuit du 7 mai à Mantes-la-Jolie (Yvelines) et déconnectées quelques heures plus tard à Evreux.

Ce jour-là, alors que « la Mouche » était jugé au tribunal correctionnel d'Evreux, une première tentative d'évasion, coordonnée sur la messagerie cryptée Signal dans un groupe nommé « OP », aurait pu avoir lieu. Mais le signallement à la police d'une habitante de la commune du Vieil-Evreux, ayant repéré ce convoi suspect d'hommes cagoulés, aurait provoqué l'arrivée d'une patrouille et fait fuir le commando. Une semaine plus tard, les mêmes lignes téléphoniques étaient réactivées près de Rouen, là où Mohamed Amra devait être présenté à un juge d'instruction. « C'est une opération montée, concertée, minutée, avec des rôles attribués aux uns et aux autres », constate Christian Sainté, le directeur national de la police judiciaire.

Avec ces premiers éléments, un réseau de complices se dessine, qui ne cesse de ramener l'enquête vers le quartier de la Madeleine, dans la banlieue sud d'Evreux. Là où Mohamed Amra, natif de Rouen, a passé son adolescence et a commis ses premiers larcins.

« Evreux, c'est la matrice initiale », commente Laure Beccau. Prudente, la procureure de Paris explique ne pas pouvoir définir la nature exacte de cet agrégat de connaissances, ayant parfois des liens familiaux. « C'est un réseau polymorphe, avec une partie structurelle qui semble former l'équipe rapprochée de Mohamed Amra, et une autre partie, plus conjoncturelle, faite de personnes susceptibles d'être mobilisées pour des missions précises. »

Certains mis en examen, parmi

Les enquêteurs ont choisi de laisser vivre l'entourage d'Amra pour l'observer



Mohamed Amra, à Bucarest, le 23 février. DANIEL MIHAILESCU/AFP

A-t-il jeté du matériel par-dessus les murs de la prison ? Le lendemain, le personnel pénitentiaire découvre sur le terrain de sport deux coupe-tubes, identiques à ceux achetés par Bilal E.

Le scénario se répète le 10 mai : le coursier retourne au magasin de bricolage pour acheter une scie, avec un comparse, Hichame D. (qui aurait eu des contacts sur Instagram avec Amra, un ami d'enfance, après l'évasion) ; la nuit suivante, un numéro de Bilal E. borne à nouveau près de la prison. C'est trois jours plus tard qu'un surveillant découvrira le barreau scié dans la cellule de « la Mouche ».

Avec ces premiers éléments, un réseau de complices se dessine, qui ne cesse de ramener l'enquête vers le quartier de la Madeleine, dans la banlieue sud d'Evreux. Là où Mohamed Amra, natif de Rouen, a passé son adolescence et a commis ses premiers larcins.

« Evreux, c'est la matrice initiale », commente Laure Beccau. Prudente, la procureure de Paris explique ne pas pouvoir définir la nature exacte de cet agrégat de connaissances, ayant parfois des liens familiaux. « C'est un réseau polymorphe, avec une partie structurelle qui semble former l'équipe rapprochée de Mohamed Amra, et une autre partie, plus conjoncturelle, faite de personnes susceptibles d'être mobilisées pour des missions précises. »

Certains mis en examen, parmi

lesquels plusieurs femmes, ont pu jouer des rôles moins centraux dans l'affaire, ayant participé aux vols des véhicules de l'assaut, aidé au transport des membres présumés du commando ou servi de préte-noms pour l'ouverture de lignes téléphoniques. Que saisaient-ils de l'opération d'évasion lorsqu'ils ont commis ces actes ? C'est désormais aux juges d'instruction de la Junalco de l'établir.

### « Amra donnait des missions »

Dans les premiers mois suivant l'évasion, Mohamed Amra, précautionneux dans ses communications, est introuvable. Aujourd'hui encore, les enquêteurs se demandent où il s'est d'abord terré. Plusieurs adresses en région parisienne ont fait l'objet d'investigations, sans certitude.

Mais même en cavale, le trafiquant reste connecté, toujours occupé à mobiliser ses contacts pour mener à bien des projets criminels. Cette attitude valide la stratégie de patience arrêtée par les policiers de l'OCLCO : ils ont choisi de laisser vivre l'entourage d'Amra pour l'observer, d'où le choix de ne pas procéder à des interpellations. Peu à peu, ils parviennent à rétrécir le cercle de la localisation de « la Mouche ».

A l'automne 2024, un pas décisif est réalisé grâce à la surveillance électronique d'un homme repéré d'abord par l'annonce sur Leboncoin. Ami de Mohamed Amra, Jean-Charles P., 29 ans, est incarcéré à la prison de Nantes, où il purge une peine de sept ans de prison à la suite d'une condamnation en 2023 pour le braquage d'un camion de cigarettes à Evreux. L'homme est en attente d'un procès pour meurtre. « C'est sans doute l'un des plus gros délinquants ou criminels du ressort de ma juridiction, et le seul parmi les

proches de Mohamed Amra dont j'avais entendu parler avant l'attaque », détaille Rémi Coutin, procureur de la République d'Evreux.

Depuis sa prise de poste en 2022, le magistrat n'avait pas eu vent du nom d'Amra, qui n'avait plus fait parler de lui dans l'Eure depuis 2020. Selon toute vraisemblance, Amra aurait profité de son passage carcéral en Normandie pour fomenter, avec ses amis d'enfance, un projet d'évasion.

Au cœur du dispositif se trouve donc Jean-Charles P., que les enquêteurs laissent utiliser frauduleusement un téléphone dans sa cellule afin de capter ses données. La tactique finit par payer : Jean-Charles P., aussi surnommé « Dallas », entretient bientôt un contact quasi permanent avec le fugitif. Leurs conversations trahissent la poursuite des ambitions criminelles de « la Mouche », malgré la discrétion imposée par sa cavale. Sont évoqués l'enlèvement d'un rappeur, un projet d'importation de cocaïne via un port allemand, la reprise en main d'un point de deal à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ou trois cas d'assassinat.

Les enquêteurs comprennent que Mohamed Amra s'est caché à Compiègne (Oise) puis à Rouen. A chaque fois, ils arrivent trop tard : « la Mouche » s'est déjà enfuie. Jusqu'à ce qu'il soit logé en Roumanie. A Bucarest, il détenait une carte d'identité apocryphe le faisant passer pour Nicolas D., né le 9 novembre 1994 à Lyon – une personne effectivement connue de l'administration fiscale.

Le passé criminel commun de Mohamed Amra et Jean-Charles P. remonte à leurs jeunes années normandes. Les deux amis sont-ils les deux têtes de pont du réseau à l'œuvre ? Là encore, Laure Beccau se pose plus de questions qu'elle ne formule de répon-

« La capture d'Amra ne signe pas la fin de l'enquête ; celle-ci ne fait que commencer »

LAURE BECCUAU  
procureure de Paris

ses : « Amra n'est pas nécessairement le chef. Un autre membre du commando peut-il l'être ? C'est possible. Ou s'agit-il d'un groupe où l'on se rend des services ? »

A ce stade de l'enquête, aucune hiérarchie claire ne se dessine. La majorité des mis en cause, y compris Amra, ont gardé le silence lors des premiers interrogatoires. Certains ont évoqué leur rôle de petite main consciente au service de « la Mouche ». « Si tu lui mets à l'envers, il peut être chaud », concède l'un d'entre eux. « Amra donnait des missions à tout le monde », ajoute un autre complice présumé, dont l'une des tâches a consisté, pendant l'incarcération du trafiquant à Evreux, à confier des « colis de kebabs » à un compère, chargé de les jeter par-dessus les murs d'enceinte de la prison.

### « L'argent et la corruption »

L'appartenance des principaux protagonistes de l'affaire à un possible groupe criminel beaucoup cité depuis l'arrestation d'Amra, la « Black Manjak Family », n'est pas plus certaine. « Nous cherchons à comprendre ce label derrière lequel certains s'exhibent. Nous allons faire une analyse », promet la procureure de Paris. Selon des informations du *Monde*, le numéro d'Alexandre G. est enregistré dans le répertoire d'une connaissance avec l'acronyme « BMF » – trois lettres qui figuraient sur une banderole suspendue dans sa cellule.

D'après un document judiciaire consulté par *Le Monde*, Alan G. serait aussi membre de cette organisation, et Camyoque M. et Jean-Charles P. ont été cités par des mis en examen comme en faisant partie. De même qu'un certain Nixon M., que les enquêteurs soupçonnent d'avoir fait partie de l'équipe de l'évasion avortée du 7 mai. L'homme n'a pas pu être mis en examen : il est mort dans un accident de la route le 1<sup>er</sup> novembre 2024.

En revanche, son frère, Hervé M., l'a été pour « association de malfaiteurs ». Ce dernier est actionnaire d'une société nommée BMF Agency, au côté d'un rappeur populaire, Koba LaD, qui met en avant la marque « BMF » dans ses clips et chansons. Suivi par trois millions de personnes sur Instagram, l'artiste a un casier judiciaire chargé. Le 25 septembre 2024, il a été condamné à deux ans de prison pour une violente bagarre dans une boîte de nuit en 2022. Lors des faits, Koba LaD était accompagné de Camyoque M. et d'Adonis C., deux membres présumés du commando du 14 mai.

« La capture d'Amra ne signe pas la fin de l'enquête, insiste Laure Beccau. Celle-ci ne fait que commencer. » La procureure trace deux pistes essentielles à suivre, « l'argent et la corruption ». Qu'a promis Mohamed Amra à tous ses complices pour l'assister dans son aventure ? Comment a-t-il financé sa cavale, dont la fuite à l'étranger requiert un niveau de préparation remarquable ? A-t-il soutenu des personnes dépositaires de l'autorité publique ? On est encore loin de voir où mèneront toutes les ramifications de l'enquête dans cette affaire que Laure Beccau qualifie d'« extraordinaire, extrêmement complexe ». ■

ARTHUR CARPENTIER,  
JÉRÔME LEFILLIÂTRE  
ET THOMAS SAINTOURENS



## « Abou Hamza le chimiste », du film d'espionnage au tribunal

Le parcours insaisissable de Kaïs Al-Abdallah, troisième accusé du procès des geôliers de l'Etat islamique, a été abordé, jeudi et vendredi

**Q**ui est réellement Kaïs Al-Abdallah ? Un demandeur d'asile syrien ayant trouvé refuge en Allemagne pour fuir les persécutions de l'organisation Etat islamique (EI) ? Ou un cadre important du groupe djihadiste infiltré en Europe pour y former des cellules dormantes ? La trajectoire nimbée de mystère de ce Syrien de 41 ans diplômé de chimie est digne d'un roman d'espionnage. Sa traque a d'ailleurs librement inspiré un film, *Les Fantômes*, sorti en salle en juillet 2024.

Si le parcours insaisissable de Kaïs Al-Abdallah a nourri l'imagination des scénaristes, il a aussi alimenté un improbable feuilleton judiciaire. La justice allemande, qui s'est penchée sur son cas pendant plus d'un an, avait finalement classé sans suite son enquête ouverte pour « suspicions d'activités terroristes » en novembre 2016, faute de preuves. Et c'est finalement le travail mené dans l'ombre par un groupe d'activistes syriens en Allemagne, la « cellule Yaqaza », qui l'a conduit devant la cour d'assises spéciale de Paris, où il est jugé depuis le 17 février au procès des geôliers de l'EI.

Après les deux djihadistes français Mehdi Nemmouche et Abdelmalek Tanem, renvoyés pour leur rôle de gardes pendant la séquestration des otages occidentaux de l'EI, Kaïs Al-Abdallah est le troisième et dernier accusé de ce procès à avoir été interrogé, jeudi 13 et vendredi 14 mars. Lui n'est pas accusé d'avoir servi comme geôlier : il est soupçonné d'être un cadre de l'EI possiblement impliqué dans le rapt de deux journalistes français, Nicolas Hénin et Pierre Torres, retenus en otage en Syrie entre juin 2013 et avril 2014.

### « Abou Hamza TNT »

Après avoir suivi un cursus de chimie à Rakka, Kaïs Al-Abdallah est arrivé en Allemagne au moment de la crise migratoire de l'été 2015. Il coulait des jours paisibles en Basse-Saxe et s'était inscrit à la prestigieuse université Georg-August de Göttingen afin de poursuivre ses études de chimie

### Un groupe d'activistes syriens a identifié Kaïs Al-Abdallah comme étant un cadre important de l'EI à Rakka

quand un réfugié syrien s'est présenté, le 7 septembre 2015, dans un commissariat de Dortmund pour le dénoncer. Sous la *kounya* (nom de guerre) d'« Abou Hamza Kemawi » (« Abou Hamza le chimiste »), ou « Abou Hamza TNT », Kaïs Al-Abdallah serait en réalité un membre des services de sécurité de l'EI spécialisé dans les véhicules piégés.

La justice allemande ouvre une enquête et l'interroge en octobre 2015, ce qui ne l'empêche pas d'obtenir un titre de séjour deux mois plus tard. Le 17 janvier 2016, Kaïs Al-Abdallah est de nouveau interrogé à son retour d'un intriguant séjour en Turquie. Il est retrouvé en possession d'un ordinateur contenant un tutoriel de 4200 pages produit par l'EI consacré à la confection d'explosifs. Malgré le témoignage d'un autre demandeur d'asile syrien affirmant que le chimiste a été envoyé en Europe pour former des terroristes à la fabrication de bombes, l'enquête allemande est classée sans suite, le 7 novembre 2016.

Durant ses deux jours d'interrogatoire devant la cour d'assises spéciale de Paris, l'accusé a nié toute appartenance à l'EI. Mais, face au nuage d'éléments troublants présentés par le président, Laurent Raviot, il n'a pu opposer que des moignons de réponse. Le tutoriel sur la fabrication d'explosifs qu'il a ramené de Turquie ? C'est son oncle qui le lui avait confié pour le remettre à un cousin. Le drapeau de l'EI qui apparaît sur son profil Twitter ? C'était pour ne pas avoir de problèmes en Syrie. Le commentaire posté sous une photo de son fils sur Facebook espérant que l'enfant soutiendra le califat « comme son père » ? Il n'en connaît pas l'auteur. « C'est

un peu court », a fini par s'impacter le magistrat.

Un an après le classement de la procédure allemande, la traque de l'étudiant en chimie avait connu un rebondissement spectaculaire au début de l'année 2018. La « cellule Yaqaza », qui s'est donné pour mission de démasquer d'anciens fidèles du régime de Bachar al-Assad et les sympathisants de l'EI réfugiés en Europe, contacte l'ex-otage Pierre Torres sur la messagerie sécurisée Signal. Le journaliste et un membre de cette mystérieuse cellule conviennent de se rencontrer en secret quelques mois plus tard, en mai 2018, dans la banlieue de Beyrouth, au Liban.

La « cellule Yaqaza », qui a enquêté pendant de longs mois sur Kaïs Al-Abdallah en Allemagne, a identifié ce dernier comme étant un cadre important de l'EI à Rakka, spécialisé dans les explosifs et les enlèvements, et le soupçonne d'avoir pu jouer un rôle dans le rapt de Pierre Torres et de Nicolas Hénin. « Sur Signal, ils ne m'avaient pas dit pourquoi ils voulaient me voir », a expliqué Pierre Torres à la barre. « L'individu que j'ai rencontré au Liban ne m'a rien dit non plus. Il m'a simplement montré une photo de Kais Al-Abdallah, que j'ai immédiatement reconnu. Quelques mois plus tard, ils m'ont envoyé un dossier sur lui par mail. »

### Réunion houleuse

En janvier 2019, l'avocat de Pierre Torres transmet ces informations à la justice française. Entendus par les enquêteurs, les deux journalistes racontent dans quelles circonstances ils ont fait la connaissance de l'étudiant en chimie à Rakka, une semaine avant leur kidnapping. Peu de temps après leur arrivée en Syrie, en juin 2013, ils s'étaient vu confisquer leurs papiers d'identité et leur matériel par des membres de l'EI. Ils avaient alors sollicité un notable de la ville qu'ils connaissaient pour qu'il les aide à récupérer leurs affaires.

Ce dernier avait organisé le soir même une rencontre chez lui avec un certain « Abou Hamza le chimiste », présenté comme un

haut cadre de l'EI à Rakka. De l'avis de tous les participants, la réunion s'était mal passée. « Abou Hamza le chimiste » s'était énervé en vantant les mérites de l'EI et aurait proféré des menaces avant de claquer la porte. Quelques jours plus tard, Pierre Torres et Nicolas Hénin étaient enlevés par des djihadistes en armes.

Les deux journalistes sont formels : lors de cette réunion houleuse, Kaïs Al-Abdallah leur a été présenté comme un « membre important » de l'EI. « Avez-vous fait le lien entre cette réunion et votre enlèvement ? », a demandé à chacun d'eux Laurent Raviot. « Au début, pas plus que ça. Mais à partir du moment où j'apprends sa présence en Europe, je commence à imaginer le rôle qu'il a pu jouer », a expliqué Nicolas Hénin. « Il n'y a pas, selon moi, d'éléments qui permettent d'être catégorique », a répondu Pierre Torres. « Mais moi, je suis assez convaincu qu'il y a un lien. »

Il existe, de fait, une difficulté à établir avec certitude que Kaïs Al-Abdallah a été impliqué dans l'enlèvement des deux journalistes, difficulté qui s'est traduite dans la procédure. Alors que les juges d'instruction avaient demandé qu'il soit jugé pour « complicité d'enlèvement terroriste », un crime passible de la réclusion à perpétuité, la chambre de l'instruction lui a accordé un non-lieu pour cette infraction et il n'est renvoyé que pour « association de malfaiteurs terroristes », un crime passible de vingt ans de réclusion au moment des faits.

Si l'accusé reconnaît avoir eu pour surnom « Abou Hamza le chimiste » et avoir bien été présent à cette réunion, il assure qu'il ne représentait en aucune façon l'EI et n'a jamais menacé les deux journalistes. Ses explications ont rarement convaincu, mais la preuve de son implication dans l'enlèvement de Pierre Torres et de Nicolas Hénin n'a pas été présentée à l'audience. Il suffira cependant que la cour soit convaincue de son appartenance à l'EI, étayée par de nombreux témoignages et éléments matériels, pour entrer en condamnation. ■

SØREN SEELOW

## L'attaque « terriblement fausse » contre Raquel Garrido et Alexis Corbière en procès

Le couple politique avait porté plainte pour diffamation en 2022 à la suite de la publication d'un article du « Point »

C'est un exercice « peu banal (...) et très peu confortable » auquel se sont livrés les avocats de la défense, vendredi 14 mars, devant la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, spécialisée dans les affaires de presse, selon leurs propres dires. « L'information qui a été publiée par Le Point était absolument et entièrement fausse. Terriblement fausse. Personne ne contesterait qu'elle était diffamatoire », a reconnu l'avocat historique de l'hebdomadaire, Renaud Le Gunec'h, en introduction de sa plaidoirie. L'audience a pourtant duré plus de quatre heures, durant lesquelles parties civiles et défense ont décortiqué les événements qui ont mené à la publication, le 22 juin 2022, d'un article « exclusif » intitulé « L'employée sans papiers de Raquel Garrido et Alexis Corbière », afin de déterminer la bonne foi et la qualité du travail de vérification de son auteur, Aziz Zemouri, et de son directeur de publication, Etienne Gernelle – tous deux absents des bancs des prévenus.

Dans cet article, publié peu après les élections législatives, le journaliste, qui n'exerce plus depuis, affirmait que les deux membres du couple, tous deux députés « insoumis » en Seine-Saint-Denis, employaient une femme sans papiers d'origine algérienne pour garder leurs enfants et faire le ménage. Selon M. Zemouri, ils la soumettaient à des « cadences infernales », lui faisaient du chantage aux papiers et la faisaient notamment dormir « sur un canapé à Paris », dans un second appartement que le couple aurait détenté afin de pouvoir « scolariser [ses enfants] dans la capitale ». ■

« Il ne s'agissait pas de quelque chose qui aurait été exagéré, mais plutôt d'une attaque où absolument tout est faux », explique à la barre Alexis Corbière. Très vite, ils publient un communiqué réfutant point par point l'article. Le journaliste, pour se défendre, publie sur Twitter des captures d'écran de supposés messages entre l'employée sans papiers et Mme Garrido, rapidement infirmées par des journalistes et tournées en dérision par les internautes tant elles apparaissent grossières. L'hebdomadaire, lui, retire son article dès le lendemain. « Les vérifications complémentaires que nous avons menées nous ont révélé que des erreurs et des manquements à la prudence ont été commis », déclare alors Etienne Gernelle.

Plusieurs plaintes sont déposées, pour « diffamation » par le couple, mais aussi pour « escroquerie », « faux » et « usage de faux » par M. Zemouri, qui estime avoir été manipulé par sa source. Dans cette seconde procédure, encore en cours, il apparaît que les éléments obtenus par le journaliste lui ont été fournis par l'une de ses sources habituelles – un ancien policier

**Le journaliste affirmait que le couple employait une femme sans papiers pour garder ses enfants et faire le ménage**

**Le procureur Hervé Tetier a demandé la condamnation des deux prévenus à une amende**

des renseignements, alors embauché à la mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis) –, en lien avec l'élection législative qui se profilait. Les sondages donnaient le député Union des démocrates et indépendants sortant de la 5<sup>e</sup> circonscription de la Seine-Saint-Denis, Jean-Christophe Lagarde, également époux de la maire de Drancy, Aude Lagarde, en ballottage défavorable face à Mme Garrido – il perdra d'ailleurs son siège au profit de la candidate « insoumise ». ■

**« Trumperisation du débat public »**  
« En tant que personnalités politiques, on est habitué à être attaqués, mais ce moment a été très dur pour notre famille », déclare Alexis Corbière à la barre, visiblement touché. C'est aussi l'évocation de leur famille qui fait se briser la voix de Raquel Garrido lorsqu'elle prend la parole. « Des journalistes sont venus chez nous, ils ont demandé à voir les chambres, les canapés, pour savoir qui dormait où, mais aussi les dossiers scolaires des enfants, les photos de classe. Et on a tout montré, parce qu'on n'avait pas le choix, explique-t-elle. On a dû sacrifier la vie privée de nos enfants pour pouvoir se défendre. Ce n'est pas normal, mais on l'a fait. »

Retrouvant un ton plus politique, l'ancienne élue a poursuivi en dénonçant « l'animosité du Point contre la gauche » et la « trumperisation du débat public ». « Le Point n'a pas été victime d'Aziz Zemouri. Le Point [l'a] produit, a abondé l'avocat du couple, Xavier Sauvignet. Il y a une prime en fonction du taux de conversion. C'est une logique marchande dans laquelle la qualité de l'information devient annexe ! » « Le fait qu'il soit victime d'une escroquerie est justement la preuve qu'il a mal fait son travail », a-t-il ajouté, listant l'ensemble des éléments qui auraient dû susciter la méfiance du journaliste – à commencer par l'impossibilité de rencontrer la supposée femme sans papiers, avec laquelle il échangeait pourtant de nombreux SMS.

Face à eux, la défense de M. Zemouri, David-Olivier Kaminski et Virginie Tesnière, insiste sur le « complot », la « manipulation inédite » dont a été « victime » leur client – « même les meilleurs se font avoir » – et sur son absence d'animosité personnelle envers le couple politique. Ils ont demandé la relaxe, tout comme l'avocat du *Point*, qui a mis en avant le retrait « en moins de vingt-quatre heures » de l'article de M. Zemouri et « les sept ou huit publications print et Web » qui sont revenues sur cet « accident industriel, [ce] fiasco ». ■

Le procureur Hervé Tetier n'a pas été convaincu. Il a demandé la condamnation des deux prévenus à une amende, sans en préciser le montant, estimant qu'il y avait eu un « manquement à la prudence » et une « enquête pas suffisamment sérieuse ». Le résultat du délibéré sera connu le 12 mai. ■

LAURA MOTET

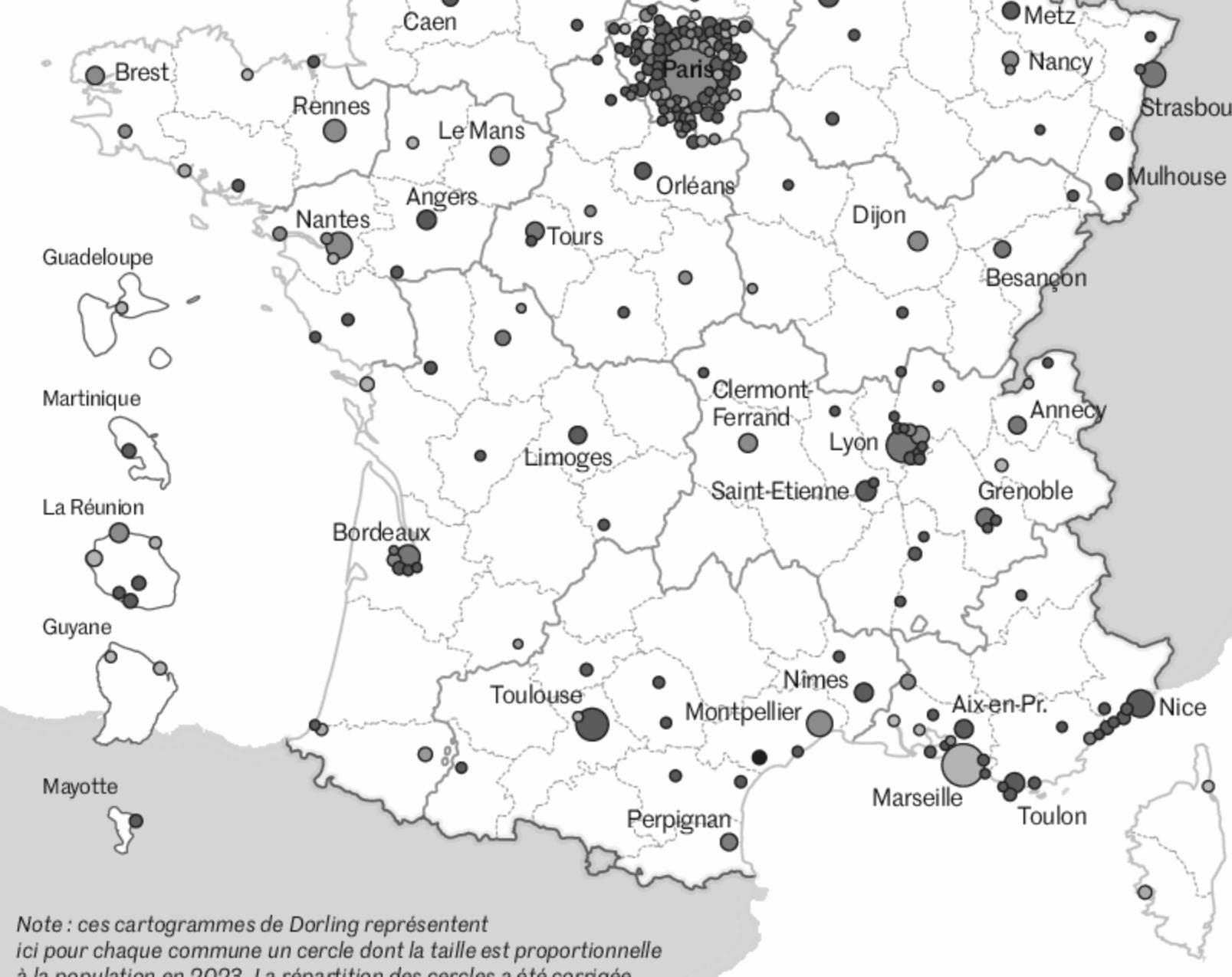


## ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2026

**Avant 2027, le défi des municipales pour les différentes forces politiques****Etiquettes politiques****des maires élus en 2020**

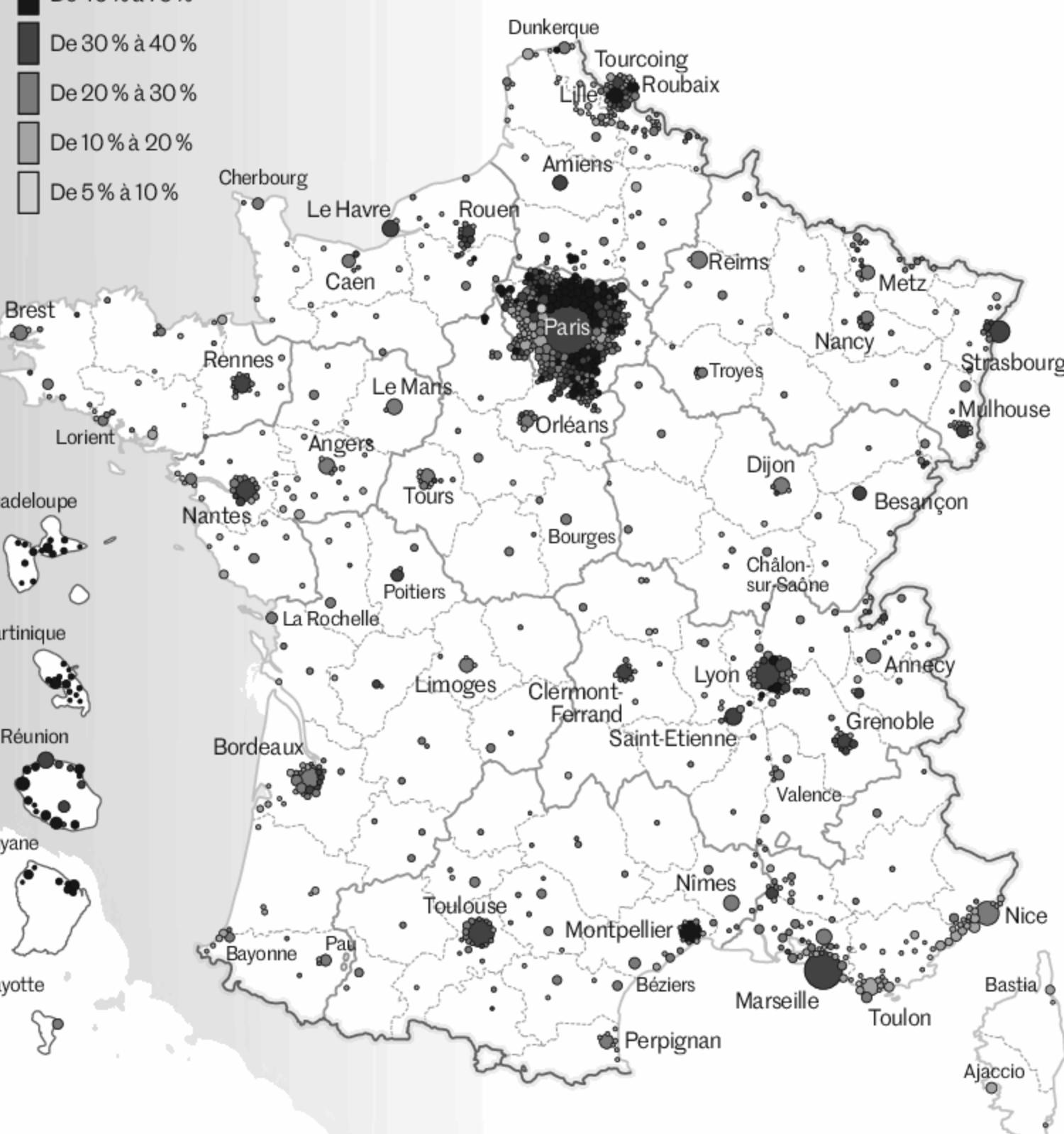
Résultats à l'issue du second tour de juin 2020 dans les communes de 30 000 habitants et plus (40 000 et plus pour l'outre-mer)

- Parti communiste
- Parti socialiste et apparentés
- Ecologistes
- Divers gauche
- Centre
- Union des démocrates et indépendants
- Les Républicains
- Divers droite
- Rassemblement national
- Autre extrême droite
- Divers

**Score de Jean-Luc Mélenchon**

Premier tour de l'élection présidentielle de 2022, Communes de 10 000 habitants et plus, en % des voix exprimées

- De 40 % à 75 %
- De 30 % à 40 %
- De 20 % à 30 %
- De 10 % à 20 %
- De 5 % à 10 %



Infographie Le Monde Source : ministère de l'intérieur

# Municipales : des élections à forts enjeux

Les considérations locales primeront, mais le scrutin aura une dimension de test pour les partis

**S**au nouvelle dissolution, ce sera la dernière marche avant la présidentielle. Les élections municipales, dont les deux tours sont programmés en mars 2026, se joueront traditionnellement sur des enjeux locaux. Comment rénover le centre-ville ? Que faire pour attirer de nouveaux commerçants ? Pourra-t-on éviter la hausse des impôts fonciers ? Va-t-on subir des fermetures de classes ? Et, pour les forces politiques, il s'agit surtout de conserver et de gagner des villes.

Et pourtant, «*à un an de la présidentielle, même si ce scrutin répond à une logique très locale, les municipales auront fatallement une dimension de galop d'essai*», relève Jérôme Fourquet, directeur du département «*opinion*» à l'IFOP. Aux municipales de 2001, le Parti socialiste (PS) avait obtenu des résultats en trompe-l'œil (une défaite compensée par quelques victoires éclatantes, comme à Paris ou à Lyon), qui étaient peut-être annonciateurs de la déroute de 2002. Mais la vie politique est aujourd'hui désaccordée, prévient Jean-Yves Dormagen, professeur de sciences politiques à l'université de Montpellier : ceux qui dominent la scène nationale sont absents de la vie politique locale. Les Républicains (LR) et le PS ont préservé leur leadership municipal en 2020, mais ont été laminés à la présidentielle de 2022.

Néanmoins, les municipales peuvent aider «à créer une dynamique, renforcer une image ou peser favorablement dans un rapport de force», nuance le chercheur. Le contexte politique, si tant est qu'il se maintienne encore un an, peut être porteur pour la gauche. Ecartée du pouvoir après être arrivée en tête aux législatives de 2024, elle n'aura pas, au moins, à subir de vote sanction. Car c'est un grand classique : qui gouverne le pays perd les municipales. Cela s'est produit en 1983, en 2001, en 2008 ou en 2014. «*A gauche, ce sera un avant-goût de la présidentielle entre le pôle de la social-démocratie et celui de la gauche radicale*», analyse M. Dormagen.

Les Verts seront en première ligne. D'abord parce qu'ils ont créé la surprise en 2020 en remportant une dizaine de grandes villes. L'enjeu décisif, pour eux, est donc de confir-

mer leur ancrage local (à Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Grenoble ou Tours) et de conquérir de nouvelles villes. Mais ils auront également un rôle important à jouer dans la rivalité entre La France insoumise (LFI) et le PS, selon l'alliance qu'ils privilieront.

Il entend «*investir un maximum de conseils municipaux, jusqu'aux plus petits villages*», ce scrutin devant «*marquer une nouvelle étape du développement de notre mouvement*», indique le texte d'orientation stratégique de décembre 2024. Elle peut espérer affaiblir ses partenaires du Nouveau Front populaire, notamment le PS, coupable de ne pas avoir censuré le gouvernement Bayrou, et créer une dynamique favorable pour 2027. Le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, rappelait il y a peu qu'«*il y a 31 villes avec plus de 10 000 électeurs où on fait plus de 40 % des voix aux européennes*» de 2024. Le parti espère mobiliser dans les quartiers populaires et les villes étudiantes, où l'on vote davantage pour LFI même si l'abstention y est forte. Mais les déboires des «*insoumis*», partis seuls à l'assaut de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) dans une municipale partielle en début d'année, ont montré que les bons scores passés ne suffisent pas.

#### L'AVENIR DES MACRONISTES

Face aux appétits des écologistes et des «*insoumis*», c'est le PS qui a le plus à perdre. Dirigeant un tiers des 42 villes de plus de 100 000 habitants, il fera tout pour préserver ses bastions historiques. Secrétaire national socialiste chargé des élections, Pierre Jouvet se rassurait, en janvier, de ne pas voir «*de personnalités émergentes, "insoumises" ou écologistes, en capacité de conquérir des villes détenues par le PS*», rappelant que les municipales, ce n'est pas qu'une élection d'étiquette, c'est aussi une question de bilan et de personnalité».

LR est dans une position similaire. Sa majorité sénatoriale dépend de sa puissance locale. En 2020, la droite avait remporté 77 villes de plus de 30 000 habitants, contre 102 en 2014, et avait quasiment disparu dans les 42 compétents plus de 100 000 habitants. «*Une conséquence de l'atomisation de la vie politique*» provoquée par Emmanuel Macron, considère le président du groupe LR au Sénat, le sénateur

#### LES MUNICIPALES PEUVENT AIDER À CRÉER UNE DYNAMIQUE, RENFORCER UNE IMAGE OU PESER FAVORABLEMENT DANS UN RAPPORT DE FORCE

JEAN-YVES DORMAGEN  
professeur de sciences politiques

de l'Ardèche Mathieu Darnaud. Pour 2026, les grandes communes représentent donc «*un enjeu*», dit-il, et le scrutin, une «*élection test avant 2027*» : «*Les municipales pourront-elles cimenter le bloc central ? Est-ce qu'on arrivera à s'entendre ? Une nouvelle offre politique se dessinera-t-elle ?*», s'interroge M. Darnaud.

Les fidèles d'Emmanuel Macron espèrent trouver chez LR un allié qui les aidera à s'implanter localement, ce qu'ils n'ont jamais réussi à faire. Houilles (Yvelines), Amiens et Nevers demeurent une base fragile. «*Renaissance est encore une force naissante qui doit tout à son fondateur, lequel passera bientôt la main*», rappelle Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut de sondage Ipsos. «*L'avenir des macronistes passe par une implantation locale.*» A Bordeaux, à Marseille ou à Paris, le bloc central parviendra peut-être à unir ses forces pour tenter de ravir la ville.

En miroir, le Rassemblement national, «*qui rate toujours les élections locales*», rappelle M. Teinturier, tâchera une nouvelle fois d'obtenir une assise municipale en phase avec ses résultats nationaux. C'est un enjeu de crédibilité et, poursuit M. Teinturier, «*cela peut le consolider dans la perspective de la présidentielle*». Le parti d'extrême droite ne dirige qu'une dizaine de villes et une seule de plus de 100 000 habitants, Perpignan.

Une chose est sûre : «*Là, il ne devrait pas y avoir vraiment de dynamique nationale par rapport à un pouvoir en place voué à disparaître*», considère M. Teinturier. «*Plus la scène nationale est confuse, plus le scrutin se fera sur des enjeux locaux bien identifiés par les électeurs.*» C'est également l'opinion de Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France et maire (divers gauche) de Barentin (Seine-Maritime) : «*Si le PS ou LR s'affaissent en 2026, cela les affaiblira en 2027. Pour autant, il n'est pas sûr que les électeurs y voient un tour de chauffe pour 2027. Ce qu'ils auront d'abord en tête, ce sont les enjeux locaux.*»

La campagne de 2020, percutée par la crise sanitaire, a laissé un goût d'inachevé aux élus. Sans compter les sujets apparus depuis, parfois irritants et inquiétants. Depuis 2021, la loi impose d'atteindre l'objectif de «*zéro artificialisation nette*» pour lutter contre la bétonisa-

tion des terres d'ici à 2050 : chaque hectare construit devra être compensé par son équivalent rendu à la nature. «*Cela nécessite beaucoup de pédagogie*, note Bernard Delcros, sénateur centriste du Cantal et président de la délégation aux collectivités territoriales du Sénat. *Et une campagne est aussi faite pour ça.*»

#### LA QUESTION DE L'ABSTENTION

Autre sujet qui appelle à davantage de pédagogie, les «*zones à faibles émissions*» (ZFE), outil de lutte contre la pollution, qui excluent les véhicules les plus polluants. Vingt-cinq ZFE sont actives dans le pays posant de nombreux problèmes de compréhension et d'acceptation entre les métropoles et leur périphérie. Une manière d'aborder le vivre-ensemble. Et c'est aussi le cas avec la question de la tranquillité publique. La sécurité sera le grand thème des municipales, considère d'ailleurs le maire socialiste de Montpellier, Michaël Delafosse, évoquant le narcotrafic, l'impact des chaînes info et des réseaux sociaux. Mais l'élu attend de la gauche qu'elle aborde aussi la gratuité des transports, la mixité sociale ou la santé.

Autre sujet important, le vieillissement de la population. Une politique municipale ne peut plus se résumer au colis pour les aînés et au repas des anciens. «*Quand la part des plus de 65 ans atteint le quart de sa population et que 20 % des plus de 85 ans sont en situation de dépendance, ça change la donne*», souligne M. Bouillon. «*Cela a des impacts très concrets sur la collecte des déchets, l'éclairage public, les mobilités, la nécessité d'installer des bancs, etc.*»

Dernier enjeu de ce scrutin, et non des moindres : les électeurs se déplaceront-ils ? En 2020, la crise sanitaire avait dissuadé beaucoup de voter. L'abstention était montée à 58 %, du jamais-vu. «*Il y a donc aujourd'hui un enjeu démocratique*», estime M. Dormagen, les municipales vont-elles retrouver leur participation ? Et un enjeu politique», puisque l'abstention influe sur les résultats. Les conséquences varient selon les électeurs, en fonction de l'âge ou du positionnement politique. Et c'est compter sans l'utilité de se dorer d'un «*matelas de maires*» dans la perspective d'obtenir les parainages nécessaires lors de la présidentielle. ■

BENOÎT FLOC'H

# Dans les grandes villes, Les Républicains tentent de déjouer leur disparition annoncée

LR ne compte plus aucun maire parmi les dix plus grandes agglomérations françaises

**Q**uand il présidait encore Les Républicains (LR), entre 2022 et 2024, Eric Ciotti n'oubliait jamais de signaler qu'il était le seul député de son parti encore élu, aux élections législatives, dans une ville de plus de 100 000 habitants – dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Alpes-Maritimes, à Nice. Le constat d'un parti porté disparu des grandes agglomérations vaut aussi pour les élections municipales.

Avec 150 000 habitants, Nîmes est la plus grande ville actuellement dirigée par un maire LR, Jean-Paul Fournier. En 2022, LR a perdu Toulouse, quatrième ville française, après le départ de Jean-Luc Moudenc, fâché par le « positionnement très droitier » de sa formation. Dans un entretien au *Figaro*, en 2020, ce centriste démocrate-chrétien, comme il se définit lui-même, regrettait d'entendre « certains amis crier haro sur les métropoles » et que celles-ci soient considérées comme « définitivement acquises à la gauche ou à Emmanuel Macron, éventuellement à EELV [Les Ecologistes] ».

## Dix ans de retard

Si la droite reste aux manettes à Toulouse, à Nice, avec Christian Estrosi (Horizons), et à Saint-Etienne – Gaël Perdriau, mis en cause par la justice, a cependant été exclu de LR en 2022 –, elle a perdu Bordeaux et Marseille lors des municipales de 2020, après une hégémonie respective de soixante-treize ans et de vingt-cinq ans. Depuis la prise de Paris en 2001 par le socialiste Bertrand Delanoë, la sociologie est convoquée pour expliquer ce déclin

électoral. « Nous assistons à une boboïsation des villes », avançait auprès du *Monde* Brice Hortefeux, en 2020.

L'ancien ministre de l'intérieur (2009-2011) avouait sa nostalgie pour une époque révolue, quand le RPR de Jacques Chirac était aux affaires dans les 20 arrondissements parisiens, entre 1983 et 1995. « Avec la boboïsation à Paris, on a vu la disparition d'un électeur plus modeste qui était essentiellement gaulliste », estime Pierre-Christophe Baguet, maire LR de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). *« Comme dans d'autres villes, ces électeurs ont quitté le cœur de ville pour s'acheter des maisons en banlieue. »*

Mais la sociologie est un sport de combat qui demande des mises à jour. En 2019, Nelly Garnier publie une note pour la Fondation pour l'innovation politique sur l'électoral urban. Cette conseillère LR de Paris estime que son parti commet une erreur à stigmatiser cette France urbaine pour s'adresser seulement à celle de la « périphérie » décrite par le géographe et essayiste Christophe Guilluy. « Les théories de Guilluy se sont imposées à droite après l'élection d'Emmanuel

Macron avec plusieurs années de retard sur ses premiers travaux, explique aujourd'hui cette proche de Rachida Dati. Souvent, les concepts intellectuels s'imposent en politique avec dix ans de retard, quand nous sommes déjà face à une nouvelle forme de transformation. »

## Accords locaux

Christophe Guilluy a conforté une partie de la droite dans l'idée que l'électeur des grandes villes était l'enfant gâté d'une mondialisation forcément moins heureuse pour la périphérie (rurale ou périurbaine), dans une lutte des classes réinventée. Nelly Garnier met en garde contre ce prêt-à-penser trop confortable, selon elle : « Il est vrai que les métropoles concentrent des populations plus diplômées et plus aisées que la périphérie. Mais la réalité du métropolitain moyen, cela reste d'être logé trop petit, de subir le déclassement du statut de cadre, de découvrir une insécurité culturelle qui conduit à des logiques d'évitement scolaire et d'être en première ligne face à la montée de la violence. »

Pour l'élu du 1<sup>er</sup> arrondissement, son camp doit tenir un « discours de droite assumé parce qu'il répond aux problématiques de ces territoires ». Elle n'est pas la seule à encourager LR à s'intéresser de nouveau à cet électeur. « Si on veut revenir au pouvoir, nous devons retrouver le vote des jeunes et des urbains », analyse la sénatrice de Paris Agnès Evren. Pour cela, on doit porter un message plus fort, sur l'écologie notamment. » L'ancienne eurodéputée a plaidé en ce sens auprès de Laurent Wauquiez, lors d'une réunion de refondation

du parti, le 4 février – elle soutiendra tout de même Bruno Retailleau pour la présidence du parti, lors de l'élection interne des 17 et 18 mai.

Des deux candidats, le premier joue surtout la carte de la droite des champs, quand Bruno Retailleau – très attaché à sa campagne vendéenne – paraît plus populaire dans les grandes fédérations urbaines comme Paris. Né à Lyon et élevé dans la capitale, M. Wauquiez se présente comme le défenseur des territoires ruraux – comme son fief de la Haute-Loire – « oubliés par Paris ». Si le député devient président de LR au printemps, il devra ouvrir le dossier des élections municipales de 2026. Et traiter au cas par cas les alliances probables et attendues notamment avec le centre et les macronistes. Sans ces accords locaux LR risque de rester à la porte des mairies des grandes villes.

« Je serai très surpris que ce qui existe au niveau national avec la participation de ministres LR au gouvernement soit interdit au niveau local », s'avance Jean-Philippe Vetter, candidat déclaré à Strasbourg. Pour prendre la mairie à l'écologiste Jeanne Barseghian, le conseiller municipal LR cherche à mobiliser au-delà de la droite avec son mouvement Aimer Strasbourg. « Je suis bien dans mon parti, mais je veux être maire de Strasbourg, pas le maire LR de Strasbourg », annonce cet « écologiste de droite » revendiqué. Mais peu importe l'étiquette, la future direction LR serait heureuse d'afficher la capitale alsacienne dans son bilan. ■

ALEXANDRE PEDRO

## « SI ON VEUT REVENIR AU POUVOIR, NOUS DEVONS RETROUVER LE VOTE DES JEUNES ET DES URBAINS »

AGNÈS EVREN  
sénatrice LR de Paris

# Les socialistes bousculés par les ambitions de La France insoumise

Les « insoumis » convoitent des bastions socialistes, plaçant les écologistes en arbitres

**M**arseille, Lille, Montpellier, Rennes, Paris : très vif au niveau national, le bras de fer entre socialistes et « insoumis », avec, dans le rôle d'arbitre, les écologistes, se déclinera aux élections municipales de 2026. Pour la première fois de sa jeune histoire, La France insoumise (LFI), le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, va essayer de conquérir des villes, misant sur ses scores nationaux. Sauf que les premiers perdants de cette ambition pourraient être les socialistes. « LFI a décidé d'une stratégie de division de la gauche, de ciblage de villes dirigées par le PS [Parti socialiste] ou les écolos », craint l'eurodéputé Pierre Jouvet, numéro deux du parti à la rose. Soucieux de limiter la casse, il demande donc à la gauche de former « les rassemblements les plus larges sur les sortants ». « Si l'on voit des accords de revers, rien n'empêchera que cela se reproduise dans des villes dirigées par les écolos », avertit-il.

Le danger plane déjà à Rennes, où la maire socialiste, Nathalie Appéré, qui compte dans sa majorité toutes les nuances de gauche, craint que les écologistes ne poussent une liste concurrente. « Je serais déçue, mais pas étonnée », note l'édele, consciente qu'elle dirige « une ville ciblée » par LFI. Jean-Luc Mélenchon y est arrivé en tête à la présidentielle de 2022, avec 36,31 % des voix. Mais Mme Appéré se dit « sereine ». Elle revendique

son expérience du terrain et « une connaissance intime de la ville », ce qui lui donne un atout décisif, estime-t-elle, face à Ulysse Rabaté, candidat à la candidature pour LFI.

Les fractures idéologiques sous-tendent également ces affrontements locaux. Ulysse Rabaté, qui défend « un projet de rupture », a-t-il confié en décembre 2024 au *Télégramme*, dénonce chez Nathalie Appéré une « focalisation sur le répressif » en matière de sécurité : « L'ordre, l'ordre, l'ordre, ce n'est pas une ligne politique pour combattre la délinquance », a-t-il développé, tout en saluant le refus de la maire d'armer la police municipale. « Oui, je suis du côté de l'ordre », rétorque Nathalie Appéré. Pour la maire, ce type d'argument « montre bien la faiblesse de la réflexion et la posture » de LFI sur cette question. « Il faut être lucide par rapport à l'emprise du narcotrafic sur Rennes. Et on n'arrête pas les réseaux avec des concerts ou des « classes nature » », prévient-elle.

## « Je tiens mes promesses »

A Montpellier, où le maire socialiste, Michaël Delafosse, ferraille de longue date avec les « insoumis », les questions autour de la laïcité cristallisent les oppositions. En 2024, des tracts ont été distribués dans les quartiers populaires accusant le maire d'avoir fait de sa ville « la capitale européenne de l'islamophobie ». « C'est de la camomie », s'insurge M. Delafosse. Il

cite une boucle WhatsApp tenue par un collectif citoyen, « très proche de LFI », où il est accusé d'être « sioniste ». « Je ne suis pas la porte-parole des musulmans de Montpellier ni de cette boucle WhatsApp », rétorque la députée LFI Nathalie Oziol, qui prépare une liste rivale pour les municipales. Cette dernière considère néanmoins que M. Delafosse « s'est engouffré dans la vague ambiaante qui tend à cibler nos concitoyens musulmans ». En 2026, elle proposera « un programme de rupture », avec « l'arrêt des gros projets routiers défendus par Michaël Delafosse », et s'insurge contre la répression des manifestations en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza».

Michaël Delafosse défend son bilan. « Je tiens mes promesses », assure-t-il, et cite la nouvelle ligne de tram, la gratuité des transports et des 15 premiers mètres cubes d'eau, la transformation écologique de la ville et la rénovation du quartier la Paillade.

Là aussi, l'attitude des écologistes, divisés localement, avec des élus au sein de la majorité municipale et des cadres tentés par LFI, sera clé dans le scrutin. Julia Mignacca, la présidente du parlement des écologistes au niveau national et porte-parole du parti à Montpellier, a souhaité une alliance avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon au premier tour. De son côté, la direction du PS a demandé à la secrétaire nationale

des Ecologistes, Marine Tondelier, de lui apporter son soutien, jugeant que « le principe de subsidiarité », dont se prévaut le parti pour ne pas intervenir, « ne peut empêcher le principe de réalité ».

## Double réalité

L'exemple montpelliérain illustre une double réalité pour les écologistes : d'un côté, ils ne peuvent se mettre à dos les socialistes, dont ils ont besoin pour faire réélire leurs grands maires, de l'autre, ils doivent ménager les « insoumis », qui peuvent aussi mener des listes autonomes contre eux.

A Vaulx-en-Velin (métropole de Lyon), où Jean-Luc Mélenchon a réuni 54,94 % des voix en 2022, le député local, l'« insoumis » Abdelkader Lahmar, a, lui aussi, décidé de se présenter contre la maire socialiste, Hélène Geoffroy. L'édele est-elle inquiète ? « Non. Sûre de moi ? Pas plus. » Pour les « insoumis », la prise serait symbolique, tant cette ancienne ministre de François Hollande n'a jamais caché son aversion pour leur mouvement. « Ma bataille, c'est l'universalisme : tout le monde a sa place dans la République », indique-t-elle, critiquant en creux LFI. Pour Pierre Jouvet, la stratégie des « insoumis » a aussi une ambition non avouée, celle de faire perdre des villes au PS et l'affaiblir à un an de la présidentielle. ■

SANDRINE CASSINI  
ET BENOÎT FLOC'H

Nombre de communes de 10 000 habitants et plus où le RN a réalisé 30 % ou plus des suffrages exprimés...

■ ... au premier tour de l'élection présidentielle de 2022

■ ... aux élections européennes de 2024

100 000 habitants et plus 0 4 (Marseille, Nice, Toulon, Perpignan)

50 000-7

100 000 habitants 20

30 000-13

50 000 habitants 47

20 000-22

30 000 habitants 58

10 000-113

20 000 habitants 308

Infographie Le Monde Source : ministère de l'intérieur

# Le RN veut exister dans les métropoles

Le parti d'extrême droite avait connu une débandade dans les grandes villes en 2020

**A** un an des élections municipales de 2026, le Rassemblement national (RN) ne cache pas ses ambitions modestes dans les grandes villes de France, où ses scores progressent moins fortement qu'ailleurs. L'extrême droite, qui n'a pas encore trouvé la clé pour s'adresser aux électeurs des grandes métropoles, n'a d'autres ambitions que d'intégrer les conseils municipaux, largement désertés en 2020.

Un chiffre résume la débandade de l'époque : sur 42 villes de plus de 100 000 habitants, le parti n'avait déposé des listes que dans la moitié d'entre elles, et n'avait accédé qu'à huit conseils municipaux, dont Perpignan, seule grande ville tenue par le RN. Ailleurs que dans le Sud-Est, l'extrême droite franchissait rarement la barre des 5 % au premier tour. Les raisons du crash, selon le parti : une entrée en campagne trop tardive, des têtes de liste qui changent tous les six ans et aucune surface médiatique pour compenser.

Sous la présidence de Marine Le Pen, les éléments les plus aguerris ont été envoyés dans les villes gagnables des anciens bassins miniers du Nord et de l'Est, ou sur le littoral méditerranéen. Aucun cadre n'a jamais souhaité partir à l'assaut d'une grande ville et s'y installer durablement.

Le parti diagnostique que cette absence d'implantation est un handicap pour l'élection présidentielle. Sans élu municipal ni élu à la communauté urbaine, le RN perd en moyens d'expression sur les sujets locaux : pas de tribune libre dans les journaux des collectivités, ni de citations dans la presse locale.

« Pour gagner l'élection présidentielle, il faudra aller chercher des scores dans les grandes villes, faire 35 % là où on a fait 25 % en 2022 », analyse Edwige Diaz, vice-présidente du parti chargée de l'implantation locale. *On a passé l'étape des candidatures de témoignage. »*

## Thème de l'insécurité

Au premier tour des élections législatives de 2024, le vote en faveur du RN et de ses alliés atteignait 17,7 % dans les villes de plus de 200 000 habitants, et 24 % dans l'échelon inférieur (de 50 000 à 200 000 habitants), contre 33,2 % en moyenne nationale.

Selon une étude de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach pour la fondation Terram, la montée du vote RN entre 2022 et 2024 a été la plus faible dans le cœur des métropoles. Les variables socio-économiques n'expliquent pas tout : selon cette étude, dans les grandes agglomérations, le score de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle 2022 était « nettement inférieur à ce que l'on aurait pu attendre au regard de la composition sociologique de la population locale ». ■

Hormis un discours martial sur la sécurité, qui se résume à un soutien à la vidéosurveillance et à l'armement des polices municipales, le RN n'a jamais abordé les autres préoccupations des urbains telles que le logement, les transports ou la qualité de vie. L'ébauche d'un programme « grandes villes » a été confiée à la jeune députée européenne Julie Rechagnoix qui se présentera à Bordeaux.

Le RN aimerait profiter de la surface politique et médiatique de ses députés européens. « Un député européen a une crédibilité et une légitimité, a un sens politique, une longue expérience militante, argue Julien Sanchez. Et les gens font davantage confiance à quelqu'un qui est déjà élu et a l'habitude de prendre la parole en public. »

D'ores et déjà, Thierry Mariani a été investi à Paris, mais il n'exclut pas de laisser la tête de liste à Marion Maréchal, si le parti le lui demande. L'ancien syndicaliste des commissaires Matthieu Valet, devenu député européen et bretteur sur les chaînes d'information, se présentera à Lille, sa ville natale. D'autres seront tête de liste dans leur capitale régionale, comme Anne-Sophie Frigout à Reims, Virginie Joron à Strasbourg et Julie Rechagnoix à Bordeaux. Durant un an, ils devront se débrouiller entre Bruxelles et leur ville d'atterrissement, ou sacrifier, au choix, la campagne ou le mandat européen.

## Trois députés sur les rangs

Les meilleures chances du RN de perturber les positions de la droite seront toutefois portées par trois députés : à Toulon, où Laure Lavalette partira favorite après la chute du baron Hubert Falco ; à Marseille, où se présentera Franck Allisio ; et à Nîmes, où Yoann Gillet, membre de l'opposition municipale et candidat naturel, hésite encore à se présenter. Quant à Louis Aliot, à Perpignan, sa reconduction est à la fois entre les mains des électeurs et de la justice, puisque le parquet a requis contre lui une peine d'inéligibilité avec exécution provisoire dans l'affaire des assistants parlementaires du Front national.

Dans d'autres grandes villes, le RN laissera ses partenaires de l'UDR porter le flambeau de l'extrême droite : c'est certain à Nice et Lyon, où l'UDR présentera respectivement son président Eric Ciotti et, probablement, un jeune avocat et collaborateur parlementaire, Alexandre Humbert Dupalais. « Sur les 25 plus grandes villes, nous aurons la tête de liste dans cinq à sept », dit l'entourage d'Eric Ciotti, citant Dijon, Montpellier, Aix-en-Provence et Toulouse. Dans ces trois dernières villes, le RN n'est pas, pour l'heure, décidé à laisser sa place, et les négociations entre les deux alliés se poursuivent. ■

CLÉMENT GUILLOU

## ARMEMENT

# Défense : pour l'Europe, l'urgence de devenir autonome

**L'ÉCONOMIE DE LA GUERRE 6/6** Des avions de chasse aux satellites en passant par l'artillerie, la guerre en Ukraine a renforcé la dépendance des Européens à l'égard des Etats-Unis

**L**e brutal pivot de la politique étrangère des Etats-Unis depuis le retour à la Maison Blanche de Donald Trump est un séisme qui ébranle autant les états-majors que l'ensemble des acteurs de l'industrie de défense européenne. Au-delà du trou que pourrait représenter le retrait de 20 000 soldats américains du continent – ce chiffre, avancé par certains officiels du Pentagone, signifierait un retour aux effectifs d'avant-guerre en Ukraine –, c'est l'alignement de plus en plus prononcé de Washington sur les intérêts de Moscou qui suscite beaucoup d'inquiétude et a amorcé, dans de nombreuses capitales, un examen inédit des moyens de limiter les dépendances.

A l'issue de la réunion à Paris, mercredi 12 mars, des ministres de la défense du groupe informel dit « E5 » (Pologne, Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie), créé au lendemain de l'élection du président américain, le ministre de la défense allemand, Boris Pistorius, a affirmé qu'il avait proposé, depuis la mi-février, une « feuille de route » sur le sujet au secrétaire à la défense américain, Pete Hegseth. Un document destiné à essayer d'organiser le nouveau « partage du fardeau » réclamé par Washington, tout en évitant de créer « des lacunes capacitives » et de permettre une transition « progressive pour savoir qui fait quoi et compenser les pertes ». Le plan « réarmer l'Europe », présenté le 4 mars, par la Commission européenne avec l'objectif de lever jusqu'à 150 milliards d'euros pour de nouveaux investissements sur les marchés, s'inscrit dans le même esprit.

Le réveil est d'autant plus violent pour les Européens que la guerre en Ukraine a fortement renforcé cette dépendance, à travers une multitude de contrats et de renouvellement d'accords de coopération. Alors que les importations d'armement américain représentaient déjà, entre 2014 et 2018, 35 % de celles du Vieux Continent, elles sont passées à plus de 55 %, entre 2014 et 2018, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. Un essor facilité par les puissants mécanismes d'achat et de prêt américain, appelés Foreign Military Sales et Foreign Military Financing, qui soutiennent depuis longtemps les exportations de Washington. En Europe, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la République tchèque et les pays baltes en ont été les premiers bénéficiaires.

L'un des domaines où la dépendance des Européens aux Etats-Unis est la plus flagrante est l'aviation de chasse, avec pas moins de 13 pays engagés dans l'acquisition de F-35. Si cet avion furtif fabriqué par Lockheed Martin est considéré comme le meilleur de sa génération, son pilotage repose sur la fusion de très nombreuses données tactiques hébergées aux Etats-Unis, dans des centres spécifiques. Même chose pour la maintenance, en partie liée à des logiciels automatisés. « Les Américains tiennent le robinet et peuvent plus ou moins l'ouvrir ou le fermer », estime Jean-Christophe Noël, ancien pilote de chasse et chercheur associé à l'Institut français des relations internationales.

Selon Lockheed Martin et de nombreux experts, il n'existe toutefois aucun *kill switch* (« bouton d'arrêt ») qui permettrait de cloquer au sol des avions ayant un plan de vol allant contre les intérêts américains. « Je ne crois pas que nous devrions spéculer sur ce sujet », a

ainsi considéré le ministre de la défense des Pays-Bas, Ruben Brekelmans, mercredi 12 mars, dans le cadre d'un forum sur la défense à l'Ecole militaire, à Paris. « C'est dans l'intérêt de tout le monde que le programme du F-35 reste opérationnel », a-t-il préféré souligner, dans la lignée d'autres déclarations récentes de pays détenteurs de cet avion.

Si un mouvement d'autonomisation par rapport aux Américains doit s'amorcer, c'est plutôt sur d'autres segments qu'il pourrait débuter en Europe, en particulier dans tout ce qui concerne le soutien. « C'est le premier domaine d'urgence à corriger, même si c'est moins voyant que les systèmes d'arme », précise Philippe Gros, spécialiste des Etats-Unis et chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Le sujet concerne tout autant la logistique, la maintenance, que le soutien médical ou encore les équipements de mission (capteurs, radars, etc.), que les Européens n'ont qu'au compte-gouttes.

Depuis des années, les Européens sont aussi en fort déficit d'avions de transport et de ravitaillement. Au point qu'au sein de l'OTAN, ces missions sont majoritairement assurées par les Américains. En 2023, les Européens disposaient ainsi de 150 raviteilleurs contre plus de 450 pour les Etats-Unis, et de 145 avions de transport de type A400M, contre 232 pour Washington, selon des chiffres du Center for Strategic and International Studies.

Les Européens manquent aussi toujours d'avions de renseignement : 35 appareils contre 125 pour les Américains. « La poursuite de l'indépendance [va être] un défi difficile à relever en l'absence d'investissements majeurs », prévient Douglas Barrie, dans une note publiée sur le blog du groupe de réflexion britannique International Institute for Strategic Studies, le 3 mars.

#### FAIBLESSES DANS LE SPATIAL

Les Européens sont également fortement inquiets face au risque de découplage de leurs intérêts stratégiques avec les Etats-Unis dans tout ce qui concerne le domaine ultrasensible de l'*« alerte avancée »*. C'est-à-dire l'ensemble des radars permettant de détecter des tirs de missiles qui viseraient éventuellement l'Europe. Cette vaste architecture, appelée Aegis, repose sur des bateaux américains équipés de radars qui peuvent naviguer en mer Méditerranée, dans l'océan Atlantique ou en mer Baltique, même s'ils avaient déjà tendance à désérer les eaux européennes ces dernières années, et trois bases militaires situées en Turquie, en Roumanie et en Pologne, exploitées par des militaires américains sous le contrôle de l'OTAN.

Or, pour fonctionner, les radars du système Aegis ont besoin des satellites américains. Ce sont eux qui permettent d'anticiper les trajectoires des missiles. Les enjeux de l'*« alerte avancée »* illustrent en ce sens les faiblesses majeures des Européens dans le secteur spatial. Côté français, le sujet est pris très au sérieux et devrait être intégré à une nouvelle stratégie spatiale réclamée pour le mois de juin par le chef de l'Etat. Les investissements dans ce domaine nécessitent toutefois des sommes colossales et du temps. Et ce alors que les Etats-Unis s'apprennent à bousculer les approches militaires dans l'espace, dans le cadre du projet de « dôme de fer » américain poussé depuis janvier par Donald Trump.



Le président polonais, Andrzej Duda, et l'amiral américain Stuart Munsch, à l'ouverture de la base hébergeant le système antimissile Aegis, à Redzikowo, en Pologne, le 13 novembre 2024. ADAM WARZAWA/EPA

#### LES IMPORTATIONS D'ARMEMENT AMÉRICAIN, PRÉSENTAIENT, ENTRE 2019 ET 2023, 55 % DE CELLES DU VIEUX CONTINENT

Avec le pivot des Etats-Unis, les débats, à Bruxelles, sur la souveraineté européenne risquent aussi d'être revisités. Notamment à travers des initiatives industrielles lancées avant même l'élection de M. Trump, qui visaient à combler au plus vite des trous capacitaires jugés béants par l'achat en commun d'armement, y compris américain si nécessaire. Fin 2024, les Français, fervents promoteurs de cette souveraineté, s'étaient ainsi déchirés avec les Allemands dans le cadre d'un programme toujours en jachère, appelé « EDIP ». Berlin cherchait à obtenir des financements européens pour la production, sous licence, sur son territoire, de missiles américains Patriot, ce qui avait suscité l'ire de Paris.

La défense sol-air fait partie des segments particulièrement concernés par ces enjeux. Tous les alliés sont d'accord sur le fait qu'ils vont devoir trouver les moyens de gagner rapidement de la masse face à la hausse des menaces de drones ou de missiles de toutes sortes. Or, le Patriot, ce système américain fait pour intercepter des cibles à moyenne portée, demeure un des plus populaires chez les Européens. Il est aussi au cœur du projet de « bouclier antimissile » porté par Berlin, depuis la fin de 2022. « Sur le plan technique, le Patriot reste très compétitif, y compris face à l'Aster [un missile intercepteur qui fonctionne avec le SAMP/T, un système concurrent fabriqué par la France et l'Italie]. Cela ne va pas être facile de le remplacer », estime M. Gros, de la FRS.

#### AUTONOMIES ILLUSOIRES

Les Européens n'ont pas non plus de solution souveraine sur des armements redevenus très convoités à l'aune des combats en Ukraine, comme les systèmes d'artillerie de longue portée américains HIMARS. L'autonomie complète dans le numérique, les télécommunications, le cyber ou l'intelligence artificielle apparaît, à ce stade, illusoire. Les Européens sont enfin très dépendants des Etats-Unis en matière de munitions. Il

n'y a que sur le segment des obus que le Vieux Continent a commencé à regagner des marges de manœuvre, du fait d'investissements massifs soutenus par Bruxelles. « L'Europe produit aujourd'hui plus d'obus que les Américains », assure M. Gros. « Si les Ukrainiens ont tenu, c'est en partie parce que les Etats-Unis ont vidé une partie non négligeable de leurs vastes stocks, mais, en matière de production, les arsenaux américains produisent moins aujourd'hui que les Européens », ajoute le chercheur, en soulignant l'importante contribution à l'inversion de cette courbe du géant allemand Rheinmetall.

La soutenabilité de l'effort de guerre européen s'annonce toutefois un défi pour l'industrie de défense américaine, qui peine à suivre la cadence pour ses propres forces. C'est parce que les Etats-Unis avaient des difficultés « à livrer en nombre suffisant à court terme des systèmes HIMARS ou des chars Abrams », que la Pologne a, par exemple, fait le choix de se tourner vers la Corée du Sud pour certains équipements, en 2022, rappelle Hélène Masson, chercheuse à la FRS, dans une note, publiée début mars.

Le contexte actuel pourrait aussi conduire à un paradoxe. « Les garanties de sécurité auront désormais un prix bien plus élevé pour les alliés (...) lesquels pourraient se voir imposer d'opérer prioritairement des systèmes d'armes américains », ajoute Mme Masson. Dans la stratégie globale américaine, l'endiguement de la Chine passe, en effet, selon la spécialiste, en partie par le fait « d'engager davantage les partenaires et alliés dans une chaîne internationale de production ». « Il ne faut pas briser l'alliance occidentale au nom de l'autonomie industrielle », a commencé à plaider, le 12 mars, à Paris, le ministre de la défense italien, Guido Crosetto, dont le gouvernement est l'un des plus alignés avec la politique de M. Trump. ■

ÉLISE VINCENT

## La présence militaire américaine, indispensable aux Européens

L'armée des Etats-Unis dispose d'un contingent de 100 000 hommes en Europe

**L**es propos tenus le 14 février par le secrétaire américain à la défense n'ont été qu'une confirmation, mais leur écho, amplifié par le lieu choisi pour les prononcer, continue à résonner dans des chancelleries européennes prises de court. «*Il est temps d'investir, car vous ne pouvez pas supposer que la présence américaine durera éternellement*», a lancé Pete Hegseth, à l'occasion de son premier déplacement à l'étranger, effectué à Varsovie. Ces propos ont confirmé les craintes d'un désengagement américain qui planent sur le Vieux Continent depuis le «pivot» des priorités stratégiques américaines vers la région Asie-Pacifique, annoncé en 2011 par Barack Obama et repris à son compte par Donald Trump.

Son mot d'ordre «*America first*» et les mises en demeure qu'il ne cesse d'adresser à ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour qu'ils consacrent une part plus importante de leurs budgets à leur propre sécurité ont, depuis, considérablement exacerbé ces craintes. Par ailleurs, selon le *Washington Post*, Pete Hegseth a ordonné aux membres de son administration de réfléchir à une réduction de 8 % du budget de la défense. Certains secteurs, comme la dissuasion et la protection des frontières, en seraient exemptés, mais la présence militaire en Europe ne figurerait pas sur la liste.

Le président polonais, Andrzej Duda, a eu beau assurer, le 18 février, avoir obtenu la garantie des Etats-Unis qu'ils n'envisageaient pas de réduire leur présence militaire en Europe, le risque semble réel, or les Européens ne sont pas en mesure de remplacer les Américains «d'un moment à l'autre», a résumé le ministre de la défense allemand, Boris Pistorius, le jour du passage à Varsovie de son homologue américain.

### Trente-sept bases américaines

De fait, avec 75 000 à 105 000 militaires américains, selon les rotations et les besoins liés aux exercices militaires, la présence américaine en Europe, renforcée de 20 000 hommes après l'offensive russe à grande échelle en Ukraine, dépasse à elle seule les effectifs de la plupart des armées européennes. Seules la France et la Pologne disposent de contingents plus importants. Sur ce total, 65 000 environ sont affectés en permanence sur les 37 bases américaines que comptent le Vieux Continent et les autres Etats membres de l'OTAN.

Treize de ces bases, où sont stationnés 39 000 d'entre eux, se trouvent en Allemagne, et c'est à

JEAN-PHILIPPE LEFIEF

**QUESTIONS  
POLITIQUES**  
dimanche 12h-13h  
CARINE BÉCARD

# La Bolivie fragilisée par une économie en crise

Le pays fait face à une pénurie de dollars et à une inflation en hausse

CUZCO (PÉROU) - correspondance

**D**ans les rues de La Paz, dans l'ouest de la Bolivie, ou de Santa Cruz, dans l'est, région la plus prospère, le temps du «miracle économique» et du boom des matières premières semble loin. Les longues files d'attente devant les stations-service et les devantures de magasins sont devenues monnaie courante. L'huile, le riz, le blé sont des denrées rares et chères. Les hôpitaux et les pharmacies peinent à s'approvisionner en certains médicaments. L'essence et le diesel manquent, obligeant les professionnels des transports à se mettre au chômage technique parfois plusieurs jours par semaine. La crise, qui se fait sentir depuis 2023 dans le pays entier, semble s'étendre.

Le 5 mars, lors d'une rencontre des dirigeants du Comité pro Santa Cruz, association de patrons et de notables locaux très opposée au gouvernement, Stello Cochamadis, son président, résume la situation ainsi : «*La crise économique est une bombe à retardement et la pénurie de carburant est un de ses détonateurs immédiats. Il est temps qu'ils [le gouvernement] rendent des comptes.*»

La crise a déjà déclenché des protestations dans plusieurs régions. Le 7 mars, le secteur routier an-

nonçait une nouvelle grève à partir du 10 mars et menaçait de bloquer les grands axes nationaux. Le secteur agricole s'inquiète, alors que la récolte du soja, principale production, doit débuter courant mars. Longtemps citée comme un exemple de stabilité économique en Amérique latine, la Bolivie, l'un des pays plus pauvres du continent, se trouve confrontée à des difficultés majeures. La production de gaz a drastiquement chuté. De 54 % des exportations totales du pays en 2013, il ne pesait plus que 18,8 % en 2023, selon l'Institut national de la statistique.

### Année électorale sous tension

Pour corollaire, les revenus du pays aux 11 millions d'habitants ont dévissé et ses réserves monétaires ont fondu, passant de 15 milliards de dollars (13,8 milliards d'euros) en 2014, à 1,7 milliard en 2024. La Bolivie peine à se procurer des dollars, dont dépend pourtant son économie pour ses importations. Notamment pour acheter de l'essence et du diesel, importés respectivement à 50 % et 85 %. La pénurie a provoqué une envolée des prix et le développement d'un marché noir de la devise. Pour freiner sa fuite, les banques ont imposé dès juillet 2024 des limites de retraits et de transactions, créant la panique chez les particuliers. Le chef de l'Etat,

**Les files d'attente devant les stations-service sont monnaie courante. L'huile, le riz, le blé sont rares et chers**

Luis Arce, qui fut, entre 2006 et 2017 puis, en 2019, ministre de l'économie du président de gauche Evo Morales (2006-2019, Mouvement vers le socialisme, MAS) et longtemps perçu comme l'artisan de la prospérité de ces dernières décennies, multiplie les messages rassurants. La crise ne serait que passagère. Le modèle économique, basé sur l'exploitation des matières premières et une dépense publique importante, tient bon. «*Il continue de donner des résultats*», soutenait le ministre de l'économie, Marcelo Montenegro, le 9 février sur Bolivia TV.

La Bolivie a enregistré une croissance de 1,4 % en 2024. Mais l'inflation – que les gouvernements successifs du MAS étaient parvenus à contenir en appliquant un contrôle des prix et des exportations et en maintenant une politique de subventions sur le marché alimentaire et des carburants – est

forte hausse. Son taux a atteint 12 % en janvier, un record. Le déficit public, lui, s'élève à 11 % du produit intérieur brut en 2024. Une situation «*intenable*» pour de nombreux économistes.

Juan Antonio Morales, ex-directeur de la banque centrale du pays, prévient : «*La Bolivie devra prendre des mesures impopulaires qui auront un coût social et qu'il faudra chercher à atténuer.*» La Bolivie ne pourra faire l'impasse, selon lui, sur une dévaluation monétaire et une levée des subventions aux carburants, qui coûtent 4 milliards de dollars par an à l'Etat.

Mais la crise politique empêche un débat serein dans une année électorale sous haute tension. Evo Morales a claqué la porte du MAS le 27 février, et se pose en principal adversaire de Luis Arce pour les élections générales du 17 août, malgré une mesure d'inéligibilité du tribunal constitutionnel, prononcée en 2023. Le gouvernement, lui, accuse les oppositions à l'Assemblée de «*sabotage*». Elles bloqueraient des crédits dédiés à des investissements d'un montant de 1,6 milliard de dollars. Pendant ce temps, les Boliviens qui le peuvent font des réserves de dollars, inquiets de voir les prix s'envoler. Tous ont en tête le voisin argentin, où le coût de la vie a explosé en 2024. ■

AMANDA CHAPARRO

## Gucci : un choix stylistique qui fait chuter l'action de Kering

Les marchés ont réagi à la nomination de Demna comme directeur artistique

**L**a Bourse a des avis sur tout, y compris sur les compétences d'un créateur de mode. La nomination du Géorgien Demna Gvasalia de son nom complet – pour prendre la direction artistique de Gucci au 1er juillet a fait dévisser, vendredi 14 mars, l'action de Kering, sa maison mère. Le titre a perdu plus de 10 %.

Depuis l'éviction, en février, de l'éphémère Sabato di Sarno, les noms circulaient sur la perle rare qui serait capable de relancer Gucci, locomotive du groupe de luxe français. Demna, actuel «designer» de Balenciaga, autre marque de Kering, ne figurait pas parmi les favoris. La surprise Demna n'a pas été du goût de la Bourse. «*Le marché s'attendait à un poids lourd venu de l'extérieur*, pointent les analystes de la banque RBC dans une note citée par Bloomberg. «*nous apprécions le succès de Demna chez Balenciaga mais sommes inquiets sur le*

*fait que sa nomination chez Gucci ne suffise pas à renforcer la «signalisation de la marque auprès des clients et des investisseurs».*

### Plus le droit à l'erreur

Entré chez Kering en 2015, Demna, 43 ans, est crédité du redressement de Balenciaga, grâce à son style décontracté et provocateur (énormes baskets et tailles XXL) qui séduit les jeunes. Ou moins jeunes : en 2024, Isabelle Huppert avait monté les marches du Festival de Cannes drapée dans une robe blanche Balenciaga que d'aucuns avaient comparée à un peignoir de bain. Le signe que les personnes étaient prêtes à s'associer de nouveau à la marque, deux ans après la vive controverse qui avait suivi la diffusion d'une publicité mettant en scène des enfants. «*Ce que Demna a apporté à la mode, à Balenciaga et au succès du groupe est immense. Sa force créative est exactement ce dont Gucci a besoin*», dit François-Henri Pinault,

le PDG de Kering. Le fils du fondateur François joue gros sur cette nomination, car il n'a plus le droit à l'erreur. Sur trois ans, le cours de Kering recule de plus de 60 %.

Depuis le départ, en novembre 2022, d'Alessandro Michele, le styliste providentiel, tout est allé de mal en pis. L'Italien dirigeait la création depuis 2015 et avait redonné à Gucci tout son lustre, mais la flamme n'était plus là, les ventes se révélaient décevantes. Or, le propriétaire d'Yves Saint Laurent et de Bottega Veneta ne peut se permettre un essoufflement de sa maison de mode vedette.

En 2022, la griffe italienne représentait 52 % du chiffre d'affaires de Kering, et 66 % de son résultat opérationnel courant. Deux ans plus tard, 64 % de la rentabilité du groupe reposent toujours sur Gucci mais le chiffre d'affaires de l'italien a chuté de 27 % et son résultat opérationnel courant a été réduit de plus de moitié. ■

ISABELLE CHAPERON

### MATIÈRES PREMIÈRES L'or pour la première fois à plus de 3 000 dollars

L'or a pour la première fois franchi, vendredi 14 mars, le palier des 3 000 dollars (2 760 euros) l'once, valeur refuge prisée face aux craintes géopolitiques et d'une guerre commerciale, après la menace de Donald Trump de surtaxer les importations de produits alcoolisés européens. Il inscrivait un nouveau record à 3 004,94 dollars. – (AFP)

### CONJONCTURE Etats-Unis : plongeon de la confiance des consommateurs

La confiance des consommateurs américains s'est une nouvelle fois enfoncee en mars, plus qu'attendu par les analystes, selon un indice publié vendredi 14 mars mentionnant les turbulences depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Il a reculé à 57,9 en mars, contre 64,7 un mois plus tôt, selon l'université du Michigan. Soit une baisse de 10,5 % sur un mois et de 27,1 % sur un an, pour atteindre son plus bas niveau depuis novembre 2022. – (AFP)



François Bayrou,  
Premier ministre

avec Nathalie Saint-Cricq  
et Françoise Fressoz



franceinfo:  
TV canal 27

Le Monde

photo : © Christophe Abramowicz / RF



Vue de la Porte des Alpes, à cheval entre Bron, Chassieu et Saint-Priest, et où se trouvent un aéroport, le parc des expositions, une zone commerciale et une zone industrielle. PIERRE-ANTOINE PLUQUET/HANS LUCAS

LYON - envoyée spéciale

**I**ls devaient être parmi les premiers. La date avait été fixée au 11 décembre 2024. Après trois années de négociations, 26 élus de la métropole de Lyon et de l'Est lyonnais devaient arrêter le projet du texte qui dirait l'avenir du territoire. Celui-ci, 73 communes, 1,5 million d'habitants, est l'un des plus exposés au réchauffement climatique. Les étés de 2050 seront ceux de Madrid aujourd'hui. Les lotissements qui s'étalent à l'infini, les zones industrielles et leurs entrepôts avec leurs parkings et parfois une table de pique-nique en plein soleil ne peuvent plus être la norme. Il faut rafraîchir, préserver ces sites qui, si rien n'est fait, seront invivables. Ils abritent aussi la nappe d'eau de secours de Lyon quand il ne sera plus possible de pomper dans le Rhône.

Ce matin du 11 décembre 2024, le président écologiste de la métropole, Bruno Bernard, accueille les représentants de la métropole et des communautés de communes du pays de l'Ozon et de l'Est lyonnais qui siègent au Sepal (le syndicat chargé d'élaborer le SCOT, le schéma de cohérence territoriale), plutôt confiant. Il y a bien cette petite musique anti-ZAN (zéro artificielisation nette) chantonnée par les élus Les Républicains (LR) ragaillards par les propos du premier ministre, Michel Barnier, qui, au congrès des maires, fin novembre, a dit vouloir « redonner de la souplesse » à la loi climat et résilience de 2021. Une proposition de loi – débattue depuis mercredi 12 mars au Sénat – est aussi dans les tuyaux. Mais tout le monde est unanime pour réviser le SCOT, ce document de planification, colonne vertébrale du territoire. Les voici arrivés à la dernière étape.

Sauf que rien ne s'est passé comme prévu. Le café terminé, le climat devient subitement glacial dans l'amphithéâtre du conseil métropolitain. Après l'exposé de Bruno Bernard et de sa vice-présidente à l'urbanisme, Béatrice Vessiller, silence radio. L'opposition refuse de s'exprimer. Comprenant que l'issue du vote est compro-

## PLEIN CADRE

# A Lyon, le ZAN, les élus et la préfète à la rescouasse

La métropole lyonnaise, un vaste territoire regroupant 73 communes et 1,5 million d'habitants, mène une nouvelle politique urbaine afin de s'adapter au réchauffement climatique

mise, que quatre années de travail et 3 millions d'euros d'études allaient être balayés sans débat, Bruno Bernard lève la séance. «*Déni démocratique*», dénonce l'opposition. Trois mois de crise ont suivi. Il a fallu que la préfète du Rhône s'en mêle, qu'une réunion au sommet soit organisée avec les trois présidents de collectivités pour que le texte soit représenté, vendredi 14 mars. En trente minutes, il était adopté par 19 voix favorables et 6 contre. Avec toutefois deux clauses inédites : si le calendrier ZAN devait être assoupli, il faudra en tenir compte. Et l'adoption définitive, qui suivra l'enquête publique (à l'automne), ne pourra avoir lieu qu'après les municipales de mars 2026.

Parler du ZAN en Auvergne-Rhône-Alpes, cette obligation d'artificialiser moitié moins qu'entre 2010 et 2019, avant le zéro net exigé d'ici à 2050, a une teneur particulière. A l'automne 2023, Laurent Wauquiez, le président (LR) de la région – devenu, depuis, conseiller spécial de son successeur Fabrice Pannekoucke – annonçait crânement devant 400 maires ruraux sortir la région du dispositif. Cela n'a pas empêché Chambéry, Annecy, en Savoie, le Beaujolais, le sud du département de la Loire, l'ouest lyonnais d'en-gager leur révision localement.

### LA ZONE LA PLUS ARIDE

«Le sujet dépasse les considérations politiques», explique Thibaut Guigue, le président du syndicat mixte Métropole Savoie (107 communes autour de Chambéry) et administrateur de la Fédération nationale des SCOT. Mais le climat lyonnais est particulier. Les travaux du tram, les bouchons, les voies cyclables, et à présent le SCOT : tout est bon pour contrer la politique de la majorité et lancer la campagne municipale et métropolitaine.

Suivre les urbanistes de la métropole aide à mieux cerner les grands principes du texte de 300 pages (hors annexes) qui vient d'être approuvé et à com-

prendre comment ont été choisis les terrains qui ne seraient plus urbanisables. L'enveloppe maximale a été réduite à 750 hectares d'ici à 2040, alors que 1200 ont été consommés entre 2010 et 2020. Cap à l'est, là où Lyon s'est toujours déployée. La ville franchit la Saône, le Rhône, les voies ferrées, le boulevard périphérique, avant de s'étaler dans la plaine ouvrière et industrielle.

La rocade mène à Peyssieu, sur la commune de Meyzieu, secteur de l'urbaniste Géraldine Mainquin, à vingt minutes du centre. Une entrée de ville comme tant d'autres : un hôtel Kyriad qui fait face à un B & B, des maisons aux toits de tuiles et volets roulants, et un Leclerc ouvert en 1983, avec son Picard, un GIF, La Halle, Gamm vert, et une enfilade de parkings. Son propriétaire rêve de plus grand. Des années que l'affaire dure. Le premier projet, imaginé sur une friche à Décines-Charpieu, a été évincé par l'OL vallée, empire immobilier de Jean-Michel Aulas avec son stade, la Tsonga Academy, des boutiques et des restaurants. La métropole a mis son veto sur le projet alternatif qui consistait à s'étendre sur le pré de 9 hectares au sud de l'hyper. La solution est venue d'un voyage d'études à Genève : le Leclerc s'installera à l'étage, les moyennes surfaces et le stationnement au rez-de-chaussée. Pour que le pré, bordé de logements, accueille une ferme pédagogique ou de jeunes maraîchers, imagine Jérémie Camus, vice-président à l'agriculture.

La zone la plus aride de la métropole, la grande Porte des Alpes, est assurément celle dont Corentin Gallard a la charge et pour laquelle s'est passionné l'urbaniste Sylvain Grisot qui, dans *La Porte des Alpes qui voulait devenir grande* (Editions Dixit, 2024) raconte la consultation menée auprès de trois agences d'urbanisme. La collectivité avait besoin d'aide pour imaginer le devenir de ce territoire à cheval sur trois communes, Bron, Chassieu, Saint-Priest. Tous les totems du XX<sup>e</sup> siècle, qui pourraient

devenir les dinosaures du XXI<sup>e</sup> siècle n'est fait, sont là. Un premier aéroport, aujourd'hui réservé à l'aviation d'affaires et de loisirs, posé avant la première guerre mondiale, puis Saint-Exupéry, inauguré en 1975. Entre les deux, des «zones» : industrielle (Mi-Plaine), commerciale (Champ du Pont), événementielle (Eurexpo), dont les parkings sont progressivement recouverts de panneaux solaires. Un golf, aussi, très prisé de la France huppée et des retraités. Dans les lotissements autour, les familles viennent trouver un jardin et une pièce en plus.

### CLIMATISEUR NATUREL

Pour leur détourn dans le futur, les urbanistes ont embarqué les trois maires LR du territoire, les directeurs du golf et de l'hypermarché Auchan, la chambre de commerce. L'obsolescence des modes de vie a été questionnée. «Un hypermarché de 20 000 mètres carrés, quelle est sa place en 2050? L'usage d'un hyper est générationnel. Les boomers l'utilisent, et après?», développe Corentin Gallard. Pourquoi ne pas rétrécir l'aéroport de Bron? Introduire des logements sur les fonciers commerciaux? Toutes ces plaques, comme les champs de céréales voisins, sont de gigantesques îlots de chaleur urbains. Il y

**Tous les totems du XX<sup>e</sup> siècle, qui pourraient devenir les dinosaures du XXI<sup>e</sup> siècle n'est fait, sont là, Porte des Alpes**

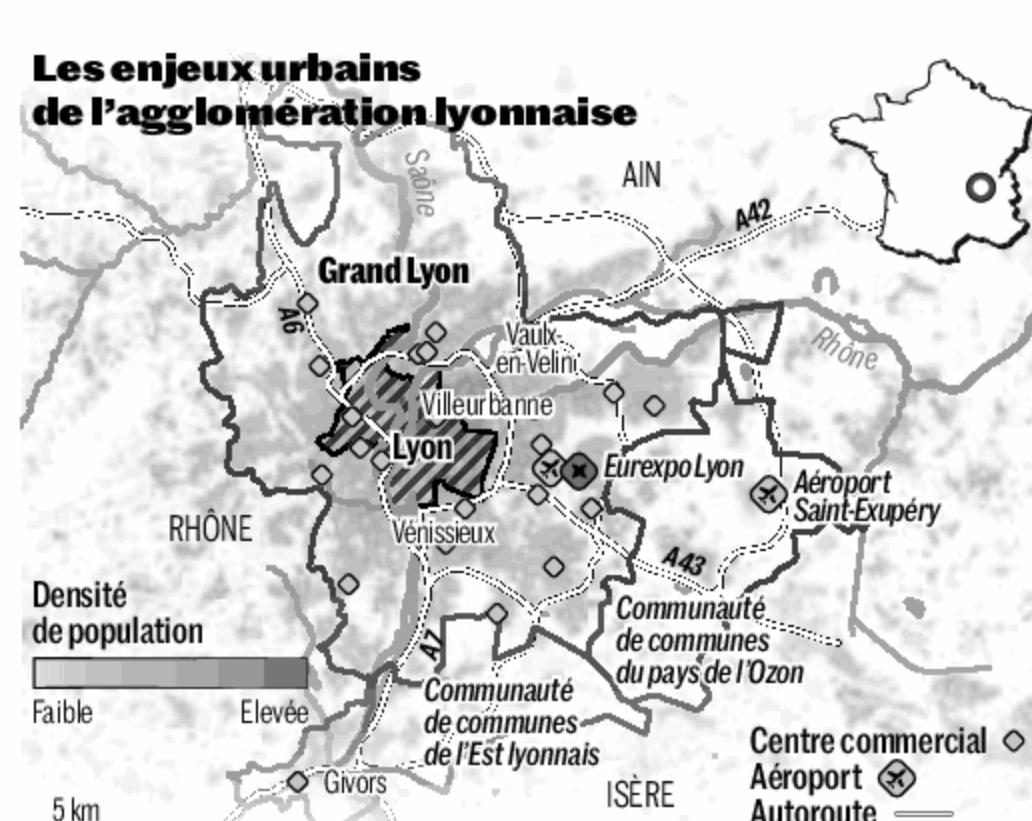
fait aussi chaud que place Bellecour. Face aux crises, les villes se sont adaptées, répond Devillers et associés, l'une des équipes d'urbanistes. Pour l'eau, il y a eu les fontaines et l'assainissement. Pour l'énergie, le réseau d'électricité; pour les transports, le rail et les routes. Ne faut-il pas inventer l'infrastructure du XXI<sup>e</sup> siècle?

Construire cette «trame boisée agro-bocagère», l'armature paysagère qui servirait de climatiseur naturel, est l'une des obsessions du SCOT. Il faut toutefois loger les nouveaux arrivants, même si les écologistes ont rompu avec cette course effrénée à attirer toujours plus d'emplois et d'habitants pour rester dans le top 15 des métropoles européennes. Et des terrains pour l'activité économique, insiste Gilles Gascon, le maire (LR)

de Saint-Priest, ancien vendeur d'électroménager, dont la ville, bordée par l'A43 et l'A46, héberge 4500 entreprises sur un tiers du territoire. «L'ancien SCOT prévoyait 314 hectares de développement économique. Là, on tombe à 200. Ici, on a dû rendre presque 20 hectares», détaille celui qui représente «la vision de la droite, favorable au développement économique et à la réindustrialisation de la France». Opposé à la «surdensification des zones pavillonnaires», le maire, qui est aussi chef de file en vue des prochaines élections métropolitaines de Lyon, rappelle qu'«on a encore le droit d'acheter une maison. C'est un choix de vie qui appartient à celui qui le décide».

La sélection des parcelles qui seraient laissées à la nature, et celles sur lesquelles il serait encore possible de construire ne s'est pas faite derrière un tableau Excel. Les équipes du Sepal se sont appuyées sur deux études, celles des paysagistes de l'agence Base et celles de CRBA, spécialistes de l'histoire des cultures locales, qui ont qualifié la qualité de chaque sol. L'idée était de tenir compte de leur «fonctionnalité agrologique et écologique», explique Fanny Michel, responsable du service urbanisme de la métropole. Cette connaissance doit être désormais un préalable avant l'ouverture de nouveaux droits à urbaniser, abonde l'Institut de la transition foncière. «Dix centimètres de sol fertile mettent deux mille ans à se reconstruire», rappelle Esther Guillemard, une des coauteurs de l'étude de l'agence Base.

Il n'est pas dit que les 12 hectares sur lequel intervient la cheffe de projet Isabelle Charbonnier, à Saint-Priest, coquent tous les critères de fertilité. Jusqu'en 1997, cette plaine caillouteuse, collée à la route de Lyon, servait de pistes d'essai aux camions de Renault Trucks. Il est resté en friche pendant vingt-cinq ans. La mairie a pensé y installer un terrain de foot, des panneaux solaires, avant de le céder à la métropole, qui proposait d'y aménager un parc. «Un espace d'oxygénéation pour les habitants des 1 000 logements voisins, un lieu de sensibilisation pour les écoles», détaille Mme Charbonnier. Apprécier la poésie des lieux, avec ses lignes de haute tension, se projeter sous le verger de 60 arbres tout juste plantés nécessitent un peu d'imagination. Mais après tout, c'est parce que leurs prédecesseurs, il y a trente ans, ont planté généreusement les 140 hectares du parc technologique (200 entreprises), toujours à Saint-Priest, tout en développant, à côté, la forêt de Feuilly, qu'il est devenu l'un des poumons verts de la métropole. ■



**«Un hypermarché de 20 000 mètres carrés, quelle est sa place en 2050? (...) Les boomeurs l'utilisent, et après?»**

**CORENTIN GALLARD**  
chef de projet urbanisme  
du Grand Lyon

# Méningocoque B : vaccination massive à Rennes

Près de 100 000 jeunes de 15 à 24 ans sont appelés à se faire vacciner après deux cas d'infections groupées

RENNES - envoyée spéciale

**Z**élie est un peu anxieuse en attendant son injection de vaccin contre le méningocoque B. L'adolescente de 16 ans a entendu parler sur les réseaux sociaux de la mort d'une femme de 18 ans des suites d'une méningite provoquée par la bactérie, le 3 février, dans la métropole rennaise. Elle n'a donc pas longtemps hésité quand un centre de vaccination a ouvert dans son établissement, le lycée Bréquigny, dans le sud de Rennes, jeudi 13 mars. « Ça me rassure, comme ça j'aurai moins de risque d'être touchée », confie-t-elle.

A quelques pas d'elle, devant les cinq box d'injection drapés de rideaux noirs, Léopold, 17 ans, raconte avoir été convaincu par un de ses professeurs. « Je suis plutôt motivé, mourir en l'espace de quelques jours, ça fait peur », souffle-t-il. Un peu plus loin, dans la salle de surveillance post-injection, Paul, sourire aux lèvres, attend les quinze minutes réglementaires avant de partir. Comme lui, tous ses amis veulent se faire vacciner, pour ne pas risquer d'attraper cette « maladie dangereuse qui attaque le cerveau ». « Et puis, la vaccination, c'est important, on l'a vu en cours de SVT il y a quelques années », rappelle-t-il.

Ce centre de vaccination, improvisé en une semaine par les pompiers du SDIS 35, ravive des souvenirs du Covid-19. « Là, c'est beaucoup plus cool, nuance Alain Cornillon, médecin-chef du SDIS 35, mais ça rappelle cette organisation. » Au lycée Bréquigny, le centre est conçu pour vacciner jusqu'à 800 personnes par jour contre la bactérie responsable de neuf cas d'infections invasives à méningocoques dans la métropole rennaise depuis le début de l'année 2025.

En janvier et février, six cas en particulier ont alerté les autorités sanitaires : trois membres de la même famille et trois jeunes adultes en lien avec la Rennes School of Business ont été contaminés par une nouvelle souche de méningocoque B jamais vue en France. Si aucun cas autre cas n'a été déclaré depuis la mi-février, l'absence de lien entre ces deux

**En 2024, 615 cas d'infections dues aux méningocoques ont été déclarés en France; déjà 184 pour 2025**

foyers suggère l'existence d'hôtes intermédiaires, asymptomatiques mais transmettant la bactérie. Autant de signaux qui ont poussé les autorités à déclencher une campagne de vaccination visant 100 000 adolescents et jeunes adultes de 15 à 24 ans vivant, travaillant ou étudiant à Rennes.

Après une opération spéciale à la Rennes School of Business, deux centres de vaccination ont ouvert dans les campus de Beaulieu et de Villejean, suivis de celui du lycée Bréquigny. En une semaine, 16 000 personnes ont déjà reçu une première dose de vaccin, dont 7 000 en ville, auprès des médecins, infirmières et pharmacies.

Les infections à méningocoques sont rares mais très graves, et peuvent entraîner la mort dans 10 % à 12 % des cas, et des séquelles telles des complications neurologiques ou des troubles moteurs chez un quart des malades. « Le nombre de cas reste faible mais il n'est pas acceptable de perdre des jeunes gens quand on dispose d'un vaccin qui fonctionne », avertit Bertrand Gagnière, médecin épidémiologiste à Santé publique France basé à Rennes, qui explique que, dans la métropole, le taux d'incidence des 15-24 ans est dix fois supérieur à celui du reste du territoire.

Depuis deux ans, les infections dues aux méningocoques (il en existe plusieurs sérogroupes, principalement A, B, C, W et Y) sont en recrudescence en France, passant de 560 cas en 2023 à 615 cas en 2024. En 2025, 184 cas ont d'ores et déjà été enregistrés, a annoncé Santé publique France jeudi 13 mars. « Ce qui est particulier cette année, c'est que le rebond a continué en février, alors qu'il était surtout centré sur le mois de janvier les deux précédentes années », souligne Muhamed-Kheir.

Taha, responsable du centre national de référence des méningocoques, à l'Institut Pasteur de Paris.

C'est d'ailleurs pour cette raison que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la vaccination contre tous les sérogroupes est devenue obligatoire pour les nourrissons – seule celle contre le méningocoque C l'était jusqu'à ce que ce qui a d'ailleurs permis de faire presque disparaître ce sérogroupe ces dernières années. Une dose est également désormais recommandée de 11 à 14 ans, avec un rattrapage jusqu'à 24 ans.

A ce contexte s'ajoute une particularité de l'hiver 2024-2025, marqué par une forte épidémie de grippe. « Les surinfections bactériennes sont très fréquentes après une infection grippale, lorsque les muqueuses sont fragilisées, et dans des organismes où le système immunitaire est éprouvé ou imma-

ture », relève Stéphane Paul, professeur d'immunologie et membre de la commission des vaccinations de la Haute Autorité de santé.

## Risque de septicémie

Tout comme les nourrissons, les adolescents et jeunes adultes sont particulièrement vulnérables à ces bactéries. Les nouveau-nés, en raison de leur système immunitaire immature ; les 15-24 ans, en raison de leur sociabilité scolaire mais aussi festive, la bactérie se transmettant lors de contacts prolongés, c'est-à-dire au moins une heure à moins d'un mètre d'une personne porteuse de la bactérie. Des études montrent qu'environ 30 % de cette population porte la bactérie dans sa gorge sans être pour autant infectée. Un individu en bonne santé peut la neutraliser en deux semaines au maximum,

mais continue de pouvoir la transmettre pendant quelques mois.

Il faut cinq à dix jours avant que les premiers symptômes n'apparaissent. Quand la bactérie passe dans le sang, elle entraîne une septicémie. Si elle touche les méninges, ces membranes qui enveloppent le système nerveux central, elle provoque une méningite ; la mort peut intervenir en vingt-quatre heures. Mais les formes atypiques sont de plus en plus fréquentes ces dernières années, avec l'émergence des sérogroupes W et Y, entraînant des atteintes abdominales ou articulaires.

Dans la phase précoce, les signes peuvent être peu spécifiques et les patients sont souvent renvoyés chez eux après un passage aux urgences. Muhamed-Kheir Taha recommande de chercher les premiers signes de la septicémie, comme le purpura, une léSION hémorragique de la peau ou des muqueuses, de couleur rouge à pourpre. En cas de méningite, les symptômes sont plus clairs et connus : maux de tête, raideur de la nuque, vomissement en jet.

Dans le cas de la jeune femme morte à Rennes, il s'agissait d'une méningite avec une présentation clinique atypique. « Elle s'est présentée à l'hôpital pour des maux de tête, tous les tests étaient négatifs, elle est rentrée chez elle mais son état s'est dégradé très rapidement », explique Pierre Tattevin, chef du service des maladies infectieuses au CHU de Rennes, qui n'a pas pris en charge la malade.

Dans la métropole, la vaccination devrait s'étendre jusqu'à juin, le temps que les patients reçoivent leur deuxième dose. ■

DELPHINE ROUCAUTE



Campagne de vaccination contre la méningite à l'école de commerce Rennes School of Business, le 3 mars. THOMAS BRÉGARDIS/MAXPPP

# Les grandes manœuvres pour la reprise du chantier de l'A69

Quatre parlementaires du Tarn ont annoncé, vendredi, le dépôt d'une proposition de loi visant à autoriser la construction de l'autoroute

VERFEIL (HAUTE-GARONNE) - envoyée spéciale

**L**es bottes dans la boue, Dominique Rougeau a le regard rivé vers ses champs de pivoines coupés en deux par le tracé de l'A69. « Si l'autoroute ne se fait pas, il faudrait une dizaine d'années avant de pouvoir planter à nouveau des fleurs car la terre a été mélangée à la chaux », estime cet agriculteur horticulteur de 69 ans, qui avait cédé 9 hectares de son exploitation pour la liaison autoroutière de 53 kilomètres entre Castres et Toulouse. Un chantier aujourd'hui à l'arrêt.

Depuis le 3 mars, quatre jours après l'annulation de l'autorisation environnementale du projet par le tribunal administratif de Toulouse, une cinquantaine d'ouvriers et une trentaine d'engins se sont retirés du domaine de Bazialgues, à Verfeil (Haute-Garonne), laissant derrière eux une large bande de terre retournée et des tas de pouzzolane – une roche volcanique – de part et d'autre d'un ouvrage d'art inachevé.

Si le silence s'est installé sur ce lieu, comme sur l'ensemble du

tracé devenu le symbole des luttes environnementales, l'affrontement entre les opposants et les partisans est encore très vif.

Vendredi 14 mars, lors d'une conférence de presse à Castres, quatre parlementaires du Tarn, les sénateurs Philippe Folliot et Marie-Lise Housseau (Union centriste) et les députés Philippe Bonnecarrère (non inscrit) et Jean Terrier (Ensemble pour la République) ont répété leur volonté de déposer une proposition de loi dite de « validation ». Ce texte a pour objectif d'autoriser la construction, malgré la décision du tribunal administratif. « Les parlementaires sont les représentants de ces territoires à Paris et on doit prendre la main, le moment est grave », affirme au *Monde* M. Terrier qui avance en concertation avec le gouvernement. La proposition de loi devrait être examinée au mois de mai pour qu'on en termine définitivement avec la validité de cette autorisation environnementale. »

Si l'Etat a déjà demandé un sursis à exécution pour que les travaux puissent reprendre et a annoncé qu'il ferait appel de la décision du tribunal administratif, il veut aller

plus loin en soutenant cette proposition de loi. Jeudi 13 mars, Patrick Mignola, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, a affirmé que « le gouvernement prendrait ses responsabilités ». « On considère que cette autoroute est d'intérêt général (...), c'est pour ça que l'Etat avait autorisé les travaux », a-t-il souligné, tout en indiquant que le gouvernement pourrait inscrire cette proposition de loi sur son temps réservé à l'Assemblée. Le ministère de la transition écologique ne s'est pas opposé à cette solution, Agnès Pannier-Runacher ayant répété à plusieurs reprises qu'elle était pour l'achèvement de l'A69.

**Un millier d'emplois supprimés**  
L'idée du gouvernement et des parlementaires est d'aller vite. Car, selon plusieurs juristes, cette loi de « validation » ne serait pas légale si elle revient sur une décision de justice devenue définitive. L'examen de la proposition de loi devrait donc se faire avant la décision en appel du tribunal administratif attendue dans un an. Mais cette loi doit aussi justifier que la « validation » relève d'im-

## L'initiative des parlementaires et du gouvernement irrite des juristes qui s'alarment que l'Etat soit piétiné

périeux motifs d'intérêt général. Exactement ce qu'avait contesté le tribunal administratif de Toulouse qui, le 27 février, avait jugé illégale l'autorisation environnementale car le projet ne réunit pas tous les critères, notamment celui d'une « raison impérative d'intérêt public majeur ». « Ce type de procédure de validation est extrêmement encadré, elle est théoriquement possible mais les conditions sont draconiennes et très encadrées par le Conseil constitutionnel », résume Julien Béaille, maître de conférences en droit de l'environnement à l'université Toulouse Capitole. L'initiative des parlementaires et du gou-

vernement irrite aussi de nombreux juristes qui s'alarment que l'Etat soit piétiné et d'un manque de respect de la séparation des pouvoirs. « C'est extrêmement grave », affirme Arnaud Gossement, avocat spécialisé dans le droit de l'environnement. Si cette démarche aboutit, cela veut dire que l'Etat aurait à l'avenir le droit d'annuler ou de valider des autorisations environnementales. Dans ce cas-là, il n'y a plus de recours possible, ce serait une négation du pouvoir judiciaire. »

Sur le terrain, les différents camps continuent à se mobiliser. Samedi 8 mars, aux abords de Castres, sur une portion du chantier, 6 000 pro-A69, selon les organisateurs, se sont rassemblés pour plaider la reprise des travaux. « La question n'est plus de savoir si on est pour ou contre. Le bon sens est d'en finir car 70 % de l'ouvrage a été réalisé », tranche Alain Menant, cogérant d'une agence immobilière et président du club d'entreprises Sor et Agout, qui rassemble des TPE et PME représentant près de 600 emplois. Guy Bousquet, le président de Via81, le collectif pour l'autoroute à l'origine de ce rassem-

blement, met, lui, en garde sur la suppression d'un millier d'emplois directs et indirects. Le concessionnaire Atosca, qui procède « au nettoyage des sites et à la fermeture des accès de chantier », avait en effet signé 110 millions d'euros de commandes auprès des entreprises de la région Occitanie.

Les anti-A69, eux, ont saisie la Cour des comptes « sur certaines incohérences et doutes » concernant le financement et le coût du chantier. Le collectif La voie est libre pointe « un avancement du chantier à 70 % irréaliste au vu des travaux observés sur le terrain et les importants aménagements restant à réaliser » et parle d'un retard « de plus d'un an » dans le calendrier et d'un coût supérieur aux 450 millions d'euros estimés initialement. Selon les opposants, la poursuite du chantier nécessiterait encore entre 200 et 350 millions d'euros. Que ce soit sur le terrain politique avec la proposition de loi ou sur le terrain juridique avec l'appel devant le tribunal administratif, le dossier de l'A69 est loin d'être achevé. ■

MATTHIEU GOAR (À PARIS)  
ET AUDREY SOMMAZI

## REPORTAGE

BANIYAS, DAMAS, RANKOUS,  
AL-SABBOURA (SYRIE) - envoyé spécial

**P**ressentiment ou menace? Un mois avant les tueries de masse perpétrées par des milices hors de contrôle, ciblant la minorité alaouite dont est issu le président déchu, Bachar Al-Assad, les tensions communautaires étaient déjà palpables dans cette région du littoral syrien, considérée de longue date comme le bastion de l'ancien régime. « Si rien ne change, cela va se terminer en guerre civile, les gens de la région vont prendre les armes! », avertissait avec colère un quadragénaire de confession alaouite, rencontré, début février, à Baniyas. Dans cette ville portuaire, située à 280 kilomètres au nord-ouest de Damas, cohabitent deux communautés qui ne se mélangent jamais. Les sunnites vivent dans les quartiers sud, les alaouites dans ceux du nord : environ 50 000 habitants que sépare un rond-point, entre une centrale électrique et une raffinerie de pétrole marquant les extrémités de la ville.

L'homme, « employé dans le secteur de l'énergie », dénonçait alors les purges menées au sein de l'administration par les nouvelles autorités et qui, selon lui, visent exclusivement les membres de sa communauté. Il pestait contre la dissolution de l'armée d'Al-Assad, « qui plonge dans la misère des dizaines de milliers de familles », les anciens militaires se trouvant privés de leur solde. Il redoutait l'instauration de la charia par les nouveaux maîtres islamistes du pays et des « représailles massives » contre des Syriens de confession alaouite, une branche dissidente de l'islam chiite. Lui-même, jurait-il, n'a jamais collaboré avec les services de sécurité du président déchu, responsables de milliers de morts – principalement des sunnites – dans la région, lors de la répression du soulèvement de 2011 et dans les années de guerre civile qui ont suivi. « La seule chose que l'on peut me reprocher, estimait-il, c'est de m'être tu. Mais qui n'a pas gardé le silence durant cette période? »

Un mois plus tard, le 6 mars, des partisans de l'ancien régime lourdement armés lançaient des attaques coordonnées contre plusieurs positions des nouvelles autorités syriennes, faisant une centaine de morts parmi les forces du gouvernement d'Ahmed Al-Charaa. A Baniyas, les assaillants ont tenté de s'emparer de la raffinerie, avant d'être repoussés. En représailles, les 7 et 8 mars, des centaines d'hommes accourus du village voisin de Baïda et de miliciens islamistes radicaux ont déferlé sur les quartiers alaouites de la ville. Une centaine de civils y ont été exécutés, dans les rues ou dans leurs maisons, selon une liste de victimes établie localement. En trois jours, dans la région côtière, des combats ont fait plus de 1 300 morts, dont au moins 800 civils, selon un bilan provisoire.

La communauté alaouite a été la cible d'un massacre sans précédent, aux allures de vengeance. Il y a douze ans, les 2 et 3 mai 2013, le village de Baïda et le quartier Ras Al-Nabaa de Baniyas, de population sunnite, avaient été pris d'assaut par l'armée de Bachar Al-Assad et les milices alaouites. Jusqu'à 400 civils y avaient été froidement assassinés, leurs corps jetés au feu, lors d'un épisode resté gravé dans les mémoires syriennes comme l'un des massacres confessionnels les plus atroces de la guerre civile.

**« ILS NE ME PARDONNERONT JAMAIS »**

Autre habitant alaouite, Hassan Hadoumi (le nom a été changé), lui, ne s'est jamais tu. « Ces massacres avaient mis fin au mouvement de protestation pacifique contre le régime, se rappelle cet homme de 65 ans. Des personnes du quartier alaouite ont participé à la tuerie, mais d'autres ont aussi tenté de sauver des sunnites. » Dans son appartement de Baniyas, il raconte au *Monde* sa vie d'opposant au régime d'Al-Assad. Ses convictions lui ont valu plus de dix ans d'emprisonnement et une mort sociale : des décennies d'errance en marge de sa communauté, qui l'a exclu. Un ostracisme qui s'est prolongé après la chute du président, le 8 décembre 2012.

Deux mois plus tard, il continuait d'éviter de sortir après la nuit tombée. Hassan Hadoumi ne craignait alors pas les nouveaux maîtres du pays ni leurs hommes envoyés



Une rue de Ras Al-Nabaa, quartier sunnite de Baniyas (Syrie), le 4 février.  
LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

# Syrie Le cycle infernal de la vengeance

Après les tueries visant la communauté alaouite, et alors que Damas a fait de la concorde sa priorité, la société syrienne peine à s'extraire des crimes du passé

dans la région, mais des « anciens du régime ». « Je me méfie des hommes issus de ma propre communauté, confiait-il au *Monde*. Je sais qu'ils ne pardonneront jamais ma trahison, pas plus hier qu'aujourd'hui. » A cette époque, au début de février, les portraits de Bachar Al-Assad ornant chaque étage de la cage d'escalier de son immeuble avaient été décrochés par ses voisins. La plupart d'entre eux ont été tués lors de l'assaut du 7 mars.

Au début des années 1980, alors étudiant en géographie à Damas, et à l'instar de nombreux jeunes issus des minorités du pays, Hassan Hadoumi avait été influencé par les idées de gauche, tandis que beaucoup de ses camarades de classe sunnites se rapprochaient de la confrérie des Frères musulmans, qui menait alors une opposition armée contre le pouvoir. L'étudiant avait rejoint un mouvement communiste dissident. « Les alaouites, comme les chrétiens et les autres minorités, étaient surreprésentés dans les mouvements de gauche, rappelle-t-il. Notre génération a rejoint ce courant politique parce qu'il rompait avec les clivages confessionnels et se concentrerait sur les inégalités sociales. Et mon père n'était qu'un simple paysan. »

En 1981, il est arrêté à Tartous, à 40 kilomètres au sud de Baniyas, par la sûreté générale.

**« C'EST LA MAJORITÉ DE LA POPULATION, PAUVRE ET SUNNITE, QUI A ÉTÉ VICTIME DES PLUS DE CINQUANTE ANS DE DICTATURE», DÉCLARE UNE MILITANTE SYRIENNE**

Il a alors 21 ans. Il est torturé, ses deux frères et sa sœur sont détenus à leur tour, le temps qu'il « avoue » ses activités politiques : « j'ai ensuite été envoyé dans l'aile des prisonniers politiques à la prison centrale de Tartous – une chance. Les militaires [accusés de dissidence] et les islamistes étaient expédiés à Saydnaya, ou [dans le complexe de Tadmor] à Palmyre – des mouroirs ! » Hassan Hadoumi va y passer dix ans, sans jugement, emprisonné sur le seul fondement de la loi sur l'état d'urgence. Il échappe de justesse à la mort, en juillet 1983, lors de la répression sanglante d'un mouvement des prisonniers de la prison de Tartous protestant contre leurs conditions de détention. « Ils m'ont torturé sans interruption pendant douze heures », dit-il.

Puis, en 1991, « un officier de la sûreté politique [lui] explique qu'[il] avait fait des bêtises, mais qu'[il] était pardonné ». Hassan Hadoumi est libre de rentrer chez lui, mais avec l'interdiction de travailler dans l'administration ou dans les entreprises étatiques. Il enchaîne alors les petits boulots, tout en étant convoqué, chaque mois, par les services de sécurité. « Je pouvais compter sur une main le nombre de gens qui m'adressaient la parole, se remémore-t-il. Contrairement aux prisonniers d'autres communautés, nous [les alaoui-

tes] ne pouvions espérer aucune solidarité de la part de la nôtre. Condamné à être enfermé dans la peur, j'étais un pestiféré. »

Baniyas est l'une des premières villes à rejoindre le mouvement de contestation syrien, né le 15 mars 2011, à l'autre bout du pays. Hassan Hadoumi rejoint naturellement les rangs des manifestants qui se concentrent alors dans les quartiers sunnites du sud de la ville, qualifiés de « centre du terrorisme salafiste » par le régime. Bientôt, les chars encerclent Baniyas, mais ce sont ses propres voisins qui font irruption, chez lui, en avril, le brutalisent et vandalisent son appartement.

Arrêté en mai 2012, lors de l'assaut des forces de sécurité et des milices du régime contre les quartiers rebelles, il est relâché, puis interpellé de nouveau au mois de décembre de la même année. Torturé dans les locaux des services de sécurité de Tartous, il passe un mois dans la prison de la ville – celle-là même où il avait déjà passé dix ans. « Qu'un alaouite soit opposant, ça me dégoûte ! », lui crache au visage un officier. « Mon grand-oncle avait rejoint l'armée française en 1946, l'année de l'indépendance de la Syrie et pendant que les Français occupaient le pays, dit avec un sourire amer Hassan Hadoumi, en évoquant l'histoire de la région. Déjà, à l'épo-



**Wissam Ammar,  
alaouite  
et ex-capitaine  
déserteur  
de l'armée  
de Bachar  
Al-Assad.  
A Baniyas (Syrie),  
le 4 février.**

LAURENT VAN DER STOCKT  
POUR « LE MONDE »

que, les alaouites faisaient les mauvais choix, pressés par la misère. »

#### « IL FALLAIT BIEN NOURRIR MA FAMILLE »

Wissam Amar, 40 ans, pense avoir fait le mauvais choix quand il s'est engagé volontairement dans l'armée, en 2003, où il a fait carrière jusqu'au grade de capitaine. « Il n'y a pas de travail dans les régions alaouites, et il fallait bien nourrir ma famille, c'est avant tout la pauvreté qui m'a poussé à signer », explique-t-il, avant d'admettre qu'il a aussi cédé au « prestige de l'uniforme, avec le sentiment d'être utile à la défense de [son] pays ». Il est l'un des rares officiers alaouites à avoir déserter à deux reprises, pendant la guerre civile, ce qui lui a valu un an d'emprisonnement à Saydnaya, l'*« abattoir humain »* du régime d'Al-Assad.

Lors du soulèvement de 2011, son unité, la 17<sup>e</sup> division, avait été déployée près de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie. « Coincés entre les manifestants et les services de sécurité qui ouvraient le feu sur les rassemblements, nous étions dans une situation intenable », se rappelle-t-il. Et on nous a rapidement demandé de protéger les services de sécurité. » Au sein de la troupe, les refus d'obéir se multiplient. La répression des mutineries est féroce. Alors que les manifestations virent à la lutte armée contre le régime et que les groupes islamistes gagnent en puissance, les officiers, assure Wissam Amar, sont encouragés par leurs supérieurs à « tenir de fausses embuscades », tuant leurs propres hommes pour terroriser les appels du contingent.

Le régime a aussi besoin de « martyrs » pour mobiliser la communauté alaouite. « On m'a demandé de prendre cinq soldats et de les tuer, j'ai refusé », raconte-t-il. Début 2013, il passe quatre-vingt-dix jours dans une prison militaire pour refus d'obéissance et atteinte au moral de l'armée. « Au cours de cette période, les réservistes alaouites étaient rappelés à grande échelle, alors que les sunnites désertaient en masse », explique-t-il. Les rappelés étaient payés 10 dollars [9,20 euros] par mois. Il n'y avait rien à manger. Il fallait donc se servir sur la bête en pillant les régions que nous occupions ou libérions – des régions sunnites... C'était une politique organisée par le régime. »

L'attaque chimique au gaz sarin, perpétrée par le régime contre les populations civiles de la Ghouta, dans les faubourgs de Damas, le 21 août 2013, le convainc de déserter. L'officier se cache dans un village de la montagne alaouite surplombant la côte méditerranéenne. Arrêté, il est « pardonné car alaouite », à condition qu'il réintègre l'armée.

*« Je me suis retrouvé au sein de la même unité, au même endroit »,* poursuit Wissam Amar. L'Est syrien tombe peu à peu sous la coupe de l'organisation Etat islamique (EI), qui s'empare des quartiers orientaux de Deir ez-Zor, dès 2014. « Nous avons aidé l'EI dans sa guerre contre l'Armée syrienne libre [antirégime], par exemple en laissant passer les convois djihadistes qui attaquaient les factions rebelles », souligne-t-il. La collaboration ne s'arrête pas là : l'armée d'Al-Assad et l'EI tiennent ensemble un barrage, grâce auquel tous deux se livrent au trafic d'essence et rançonnent les habitants. *« Une centaine de soldats et d'officiers ont été fusillés pour avoir refusé de servir sur ce barrage »,* affirme-t-il, c'est-à-dire l'effectif d'une compagnie. »

Début 2015, il déserte de nouveau et prend le maquis, une fois encore dans sa région d'origine, près du littoral méditerranéen. « En tant qu'alaouite, je ne pouvais pas prendre le risque de rejoindre la Turquie, comme mes camarades déserteurs sunnites, explique-t-il. Les réseaux de passeurs étaient contrôlés par des islamistes radicaux, ils m'auraient égorgé. » Repris au bout de deux ans, il est cette fois envoyé dans l'aile militaire de Saydnaya, où il est « atrocement torturé ». Circonstance aggravante, il est considéré comme un traître.

Un juge du tribunal de Midane, à Damas, où Wissam Amar a été déféré, réclame 15 000 dollars, en échange de sa clémence, à l'épouse de ce dernier. Wissam Amar sort en 2018, après avoir passé un an derrière les barreaux. « Il y avait des centaines de soldats alaouites emprisonnés à Saydnaya, témoigne-t-il, mais c'est une histoire qui a été enfouie... » En février, un mois avant les massacres commis contre la communauté alaouite par les factions islamistes à Baniyas et dans la région cointière, Wissam Amar ne cachait pas son malaise. « J'ai sauté de joie lors de la chute de Bachar Al-Assad, mais, aujourd'hui, je suis inquiet, disait-il. Mon rêve est de reprendre mon poste militaire, mais il est hors de question de rejoindre une nouvelle armée qui est un conglomerat de factions islamistes. »

**« DISCOURS VICTIMAIRE DES ALAOUITES »**  
Les monts enneigés de Rankous forment un rempart naturel entre la plaine damascène et la Bekaa libanaise, ce bastion historique du Hezbollah dont les combattants ont longtemps permis la survie politique de Bachar Al-Assad. La surveillance de cette frontière est aujourd'hui assurée par une ancienne brigade rebelle de la Ghouta. La question de la communauté alaouite, en particulier la question de la réintégration de certains

membres de celle-ci au sein de la nouvelle armée, crise aussitôt les hommes en uniforme. Eux n'ont jamais entendu parler du capitaine Amar, emprisonné et torturé pour avoir osé déserter.

En revanche, tous ont en mémoire les années de siège, les bombardements, dont les attaques chimiques. Tous se souviennent de leurs frères d'armes morts au combat et des centaines de milliers de civils condamnés à la mort, à la famine ou à l'exil. Or, c'est un fait, les alaouites ont outrageusement dominé au sein des appareils militaires et sécuritaires, dont la mission ne consistait plus qu'à défendre le clan Al-Assad.

*« Je n'ai rien contre les petits paysans, rien contre les habitants ordinaires des quartiers de Damas, mais, après toutes ces années de massacres commis par [Al-Assad], je n'en peux plus du discours victimaire des alaouites, quand la plupart d'entre eux ont soutenu ce régime ! »,* s'exclamait un officier, lui aussi rencontré, en février, dans la région de Rankous. Y a-t-il une figure alaouite qui a présenté des excuses ? Non. Nous ne leur demandons pas grand-chose : mais même des excuses, ils en sont pour l'instant incapables. » Un autre officier temporait alors les mots de son camarade : « Il faut bien sûr construire une nouvelle armée nationale, sous l'autorité de l'Etat et sous le contrôle du ministère de la défense, en y incluant tous les enfants de la Syrie. C'est la condition sine qua non pour le retour de la sécurité dans le pays, et pour bâtir un Etat de droit. La nouvelle armée ne peut pas être un ensemble d'anciennes factions rebelles. »

C'est précisément l'une de ces factions qui inquiète les habitants du centre de la Syrie, à l'est de la ville de Hama. Dans cette région, mosaïque confessionnelle composée de sunnites, d'alaouites et d'ismaéliens, ce n'est pas Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), le groupe dont est issu le président de transition, Ahmed Al-Charaa, qui contrôle militairement la région. Pour consolider son pouvoir à Damas, le nouvel homme fort syrien a dû élargir ses troupes à d'autres factions de l'ancienne rébellion, coupables, elles aussi, de crimes pendant la guerre.

Parmi elles figure, par exemple, la brigade Sultan Souleiman Chah, accusée de nombreuses exactions dans les régions kurdes du nord du pays. Le chef de celle-ci, Mohammed Al-Jassem, dit « Abou Amcha », a été placé sous sanctions américaines. Originaire d'un village de la campagne de Hama, c'est lui qui a été désigné commandant militaire régional par le nouveau pouvoir. Alors que HTC a fait une priorité de l'interdiction de la détention et de la circulation des armes, pour rétablir un semblant de paix civile, la brigade d'Abou Amcha est accusée d'en distribuer à des tribus bédouines des environs de Hama, pour intimider les populations alaouites et ismaéliennes de la région.

Dans le village d'Al-Sabboura, situé dans l'est de la province de Hama, en bordure du désert, Tawfiq Omran et Karim Akkari, anciens détenus politiques cumulant à eux deux trente ans de prison, du temps de la présidence d'Hafez Al-Assad (1971-2000), officient comme conseillers municipaux. Militants de gauche de la première heure, les deux sexagénaires ont vite retrouvé leurs anciens réflexes. Sitôt le régime tombé, en décembre 2014, ils ont organisé une élection municipale – une exception dans le secteur, selon eux.

Le nouveau conseil élu reflète bien la diversité locale. Les onze membres de celui-ci (dont deux femmes) comprennent des alaouites, des Bédouins sunnites et un imam. Malgré leur initiative couronnée de succès, Tawfiq Omran et Karim Akkari sont anxieux. Les deux hommes, qui reçoivent dans une maison sombre et rongée d'humidité, disent entretenir d'excellentes relations avec HTC, qui leur délègue de fait la gestion des affaires du village. Mais ils s'inquiètent de l'instrumentalisation des Bédouins de la région. Ces derniers, aujourd'hui sédentarisés, ont été les principales victimes de la guerre civile dans la région.

*« Un jour, quatorze Bédouins ont été tués lors d'une exécution publique avant d'être jetés dans un puits, racontent les deux anciens militants. Les oliviers et les champs de 2 000 Bédouins ont été incendiés, leurs biens saisis et leur cheptel tué. Ils ont été expulsés de force vers les zones rebelles du nord du pays, par les services de sécurité et des miliciens d'Al-Sabboura qui, depuis, ont pris la fuite. »*

« Récemment, des représentants bédouins sont venus nous demander la liste des habitants du village qui avaient collaboré avec le régime, ajoutent-ils. Mais ce n'est pas comme ça qu'il faut procéder : il faut bâtir un Etat de droit et des institutions judiciaires indépendantes pour poursuivre les criminels. On ne peut pas aller de l'avant en s'échangeant des listes de supposés tueurs. »

La faim, qui tenaille les ventres de la plupart des habitants de la région ravagée par la misère, exacerbé les tensions et le ressentiment. *« Ici, la guerre est allée au-delà d'un conflit entre le régime et l'opposition, déplore un habitant. Dans les campagnes des provinces de Hama et de Homs, les gens se sont parfois entretués entre villages, pour des raisons confessionnelles. »*

#### « JUSTICE DE TRANSITION »

Le raidissement d'une partie des Syriens sur la question des responsabilités des massacres pendant la guerre inquiète aussi les défenseurs des droits humains. « La protection et l'inclusion des minorités confessionnelles dans la construction d'un nouvel Etat ne doivent pas, médiatiquement, occulter le fait que c'est la majorité de la population, pauvre et sunnite, qui a été victime des plus de cinquante ans de dictature, alerte une militante, à Damas. C'est elle qui, pendant la guerre, compte des centaines de milliers de morts, de disparus et des millions d'exilés. » Pour cette Syrienne, qui souhaite conserver l'anonymat sur ce sujet sensible, « la seule façon d'éviter l'écueil d'un affrontement des traumatismes et d'une confessionnalisation de la mémoire est la mise en place rapide d'une justice de transition, chargée de poursuivre les auteurs des crimes, de manière publique et transparente. »

Les nouvelles autorités ont déjà établi des centres destinés aux militaires, policiers et fonctionnaires ayant servi sous Bachar Al-Assad, afin qu'ils remettent leurs armes et entament des procédures de régularisation, pour que ceux qui n'ont pas de « sang sur les mains » évitent des poursuites judiciaires. Il n'existe pas de chiffres officiels sur le nombre de personnes régularisées, le ministère de l'intérieur se bornant à déclarer que les individus non coupables de crimes ont reçu une carte d'identité temporaire, valable trois mois, garantissant leur protection. Mais l'opacité de la procédure crée des tensions.

Le retour de miliciens de l'ancien régime, d'abord adoubés par le nouveau gouvernement, a provoqué la fureur des habitants sunnites de Tadamone, un quartier du sud de la capitale, où vivent aussi une forte minorité alaouite, des Turkmenes et des Druzes du Golfe expulsés par Israël, lors de la guerre des Six-Jours. En avril 2013, au moins 288 civils y avaient été sommairement exécutés, au bord d'une fosse, en plein jour, par des hommes en uniforme qui riaient tout en filmant leur crime. La réapparition de l'un d'entre eux, Fadi Saqr, ancien patron des forces de défense nationale du secteur, escorté par des responsables de la sécurité de HTC, a fait souffler un vent de vengeance. Pris à partie par des centaines d'habitants, le 7 février, l'ex-milicien s'est retrouvé encerclé dans une maison où il s'était réfugié. Fadi Saqr a dû être exfiltré par les forces du nouveau régime.

« Comment quelqu'un impliqué dans de tels crimes peut-il se promener en toute impunité dans le quartier et avec l'assentiment de responsables sécuritaires de HTC ? », s'insurgeait un militant de Tadamone, qualifiant la situation d'*« invraisemblable et incompréhensible »*. La piste d'un arrangement entre criminels du régime déchu et nouveau gouvernement, lequel voudrait endiguer la vague de violence communautaire actuelle, voire utiliser d'anciens officiers de sécurité de Bachar Al-Assad pour traquer de « gros poissons », lui paraît plausible.

En revanche, le recours à d'anciens militaires pour maintenir l'ordre dans les quartiers lui paraît « contre-productif ». « Cela rend fous les proches des victimes, pour qui c'est une véritable humiliation, dit-il, indigné. Ils pourraient alors être tentés de se faire justice eux-mêmes, en ciblant les familles des bourreaux présumés. » Cette démarche ne rend pas non plus service aux alaouites, qui voient revenir des hommes ayant régi leurs vies et les ont associés à leurs crimes, les exposant toujours plus à de sanglantes représailles. ■

MADJID ZERROUKY

# Ahmed Al-Charaa, le stratège aux mille visages

L'itinéraire du tombeur de Bachar Al-Assad, de djihadiste en Irak à président du nouvel Etat syrien

**1982-2003  
UNE JEUNESSE À L'OMBRE DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE**

Originaire du plateau du Golan, la famille Al-Charaa a fui vers l'intérieur de la Syrie, lors de la guerre de 1967 et de l'occupation israélienne.

**2003-2011  
L'APPRENTI DJIHADISTE EN IRAK**

Ahmed Hussein Al-Charaa naît en 1982, à Riyad, en Arabie saoudite, où son père, nationaliste panarabe, travaille dans l'industrie pétrolière. De retour à Damas, en 1989, cette famille de la classe moyenne pousse ses fils vers des études de médecine qu'Ahmed abandonne au bout d'un an. La seconde Intifada, en 2000, sonne l'éveil de son engagement politique. Le nom de guerre qu'il adopte, **Abou Mohammed Al-Joulani**, fait référence à ses origines du Golan occupé.

**2011-2013  
L'ASCENSION SPECTACULAIRE EN SYRIE**

En 2011, le soulèvement syrien est réprimé dans le sang. **Abou Bakr Al-Baghdadi**, chef de l'EI, missionne Al-Joulani en Syrie, avec six hommes, des vestes explosives et des dizaines de milliers de dollars, pour fonder **Jabhat Al-Nusra**. Ses victoires militaires et la fortune amassée auprès de sympathisants du Golfe et par le biais du racket et des kidnappings les propulsent sur la scène syrienne. Mais ce succès fait de l'ombre à Al-Baghdadi, qui annonce la création de l'organisation **Etat islamique en Irak et au Levant**, en 2013. Al-Joulani refuse et prête allégeance au leader d'Al-Qaida, **Ayman Al-Zawahiri**. Cette rivalité vire à une lutte fratricide entre l'EI et Al-Qaida, partout où ils se trouvent et jusqu'à ce jour.

**2013-2017  
LE DJIHADISTE REPENTI**

Jabhat Al-Nusra impose sa férule sur la province d'Idlib. En 2016, dans une volonté de ne pas s'allier à l'Occident, Al-Joulani opère un autre revirement stratégique : il se débarrasse du label d'Al-Qaida et renonce au djihad mondial. Désormais, sa seule cible est le régime d'Al-Assad. En 2017, il rejoint une coalition, **Hayat Tahrir Al-Cham (HTC)**, et affirme entamer une « profonde transformation ». Il multiplie les combats contre Al-Qaida et l'EI, qu'il accuse de « trahir la révolution syrienne ». Malgré cette rupture, HTC est inscrite sur la liste terroriste de Washington, qui offre 10 millions de dollars (9,2 millions d'euros) pour la capture d'Al-Joulani.

**2017-2024  
L'ADMINISTRATEUR D'IDLIB**

A Idlib, Al-Joulani impose son règne sur 3 000 kilomètres carrés, près de 3 millions d'habitants dont une moitié de déplacés. Son « **gouvernement de salut syrien** », conservateur et autoritaire, gère avec efficacité les services publics. Sans rival, il adopte une stratégie d'ouverture en entamant un dialogue avec les minorités locales. Il purge ses rangs des éléments les plus radicaux, au risque de se mettre à dos sa base fondamentaliste. Dans la région, les **Etats-Unis** multiplient les assassinats ciblés – qui n'auraient pu avoir lieu sans des renseignements fournis par HTC par l'intermédiaire de la Turquie –, mais épargnent le chef d'Idlib.

**2024  
LE TOMBEUR D'AL-ASSAD**

D'Idlib, et alors que le pouvoir de Damas a sombré dans la corruption, Al-Joulani se prépare à incarner une figure d'envergure nationale. Il lance l'assaut à une date stratégique, le 27 novembre 2024, au lendemain de la trêve conclue entre Israël et le **Hezbollah libanais**, dont les combattants ont assuré la survie du régime d'Al-Assad. Grâce à ses troupes expérimentées et à des accords politiques et communautaires, secrètement conclus en amont, il s'empare de Damas, le 8 décembre 2024, sans effusion de sang.

**2025...  
LE CHEF DE L'ÉTAT, FACE À D'INNOMBRABLES DÉFIS**

Président de transition pour une durée qu'il estime de « quatre à cinq ans », entouré de fidèles de la première heure, **Al-Charaa** polit son image. Vis-à-vis de l'extérieur, il se veut rassurant, y compris à l'égard d'ennemis historiques tels qu'Israël ou la Russie, présents sur le territoire. A l'intérieur, ses messages d'apaisement se heurtent à des tensions exacerbées par plus de dix ans de guerre civile. Début mars, la communauté alaouite est victime de massacres, tandis que des combats opposent les loyalistes de Bachar Al-Assad aux hommes de HTC qui résistent au pluralisme pragmatique professé par leur chef. Le 10 mars, Al-Charaa signe un accord pour intégrer au sein de l'Etat **les institutions autonomes kurdes**, éloignant le spectre d'une autre intervention de la Turquie. Avec plus de 6 millions de réfugiés à l'étranger et 7,2 millions de déplacés internes, la Syrie est un champ de ruines à reconstruire.

# François-Michel Le Tourneau

## « Les actions de Lula en faveur de l'Amazonie ne doivent pas masquer le fait qu'il a cédé sur d'autres dossiers environnementaux »

La lutte contre le déboisement et les activités illicites, les crises migratoires sont autant de défis qui exigent une grande coopération entre les neuf pays de la région, souligne le géographe

### ENTRETIEN

SAO PAULO - correspondant

**F**rançois-Michel Le Tourneau est géographe, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de l'Amazonie brésilienne et de la Guyane française. Il dirige l'unité de recherche Mondes en transition, partenariat entre le CNRS et l'université de São Paulo. Il est l'auteur de *L'Amazonie. Histoire, géographie et environnement et de Chercheurs d'or. L'orpailage clandestin en Guyane française* (CNRS Editions, 2019 et 2024). Alors que la 30<sup>e</sup> Conférence des parties sur le climat (COP30) se tiendra au Brésil, dans la ville amazonienne de Belém, en novembre, il dresse un état des lieux de la situation de la plus grande forêt tropicale de la planète.

**La déforestation en Amazonie brésilienne a chuté de moitié, avec 6 288 kilomètres carrés de forêt détruits entre les mois d'août 2023 et de juillet 2024, contre 13 000 kilomètres carrés en 2021, aux pires heures du mandat de Jair Bolsonaro [2019-2023]. La « méthode Lula » porte-t-elle ses fruits ?**

Jair Bolsonaro avait instauré une politique de laisser-faire en Amazonie, mais il n'a pas ou peu touché à l'édifice juridique de la protection de l'environnement. Lula avait donc tous les outils pour reprendre en main la situation. Il a fait passer le message que le « shérif était revenu en ville », et rétabli le financement des organismes chargés de faire respecter la loi, comme la police fédérale ou l'agence Ibama [Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables], ce qui a produit des effets immédiats. C'est une bonne nouvelle !

Mais l'Amazonie n'est pas sauvée pour autant, puisque de gros morceaux sont perdus chaque année : 6 200 kilomètres carrés, c'est l'équivalent du département de la Savoie... Par ailleurs, si la déforestation ralentit, 2024 a été marquée par un grand nombre d'incendies de forêt résultant d'une sécheresse historique liée au réchauffement climatique. Moins de déforestation durant un an ne change pas immédiatement l'évolution du cycle des pluies. D'autant qu'il s'agit d'un phénomène global : l'Amazonie peut se retrouver affectée par les effets sur le climat de pollutions émises à l'autre bout de la planète.

**Quelles sont les zones d'ombre de la politique de Lula sur l'Amazonie ?**

Le « logiciel » de Lula a toujours été ce que l'on appelle le « développementisme », avec l'idée de développer l'économie du pays et d'améliorer la situation des travailleurs en redistribuant des richesses. Pour Lula et son Parti des travailleurs [PT], l'écologie est longtemps restée secondaire. Redevenu prési-



dent [en 2023], il ménage l'agrobusiness, appuie l'exploitation du pétrole dans le delta de l'Amazone ou la construction d'infrastructures décriées par les défenseurs de l'environnement. Lula ne gouverne pas seul, il doit composer avec un Congrès conservateur et hostile à l'écologie et doit se montrer conciliant sur certains dossiers pour gagner d'autres, sociaux.

La question des Amérindiens demeure préoccupante. Lula n'a homologué que 13 territoires autochtones depuis son retour au pouvoir. Certains peuples, comme les Yanomami, dans le nord de l'Amazonie, subissent une crise humanitaire terrible, même si des progrès sont en cours, tandis que les actes de violence explosent, avec 208 Amérindiens assassinés en 2023. Là encore, Lula est contraint de brider ses ambitions. La création d'un ministère des peuples indigènes, dirigé par la militante Sonia Guajajara, est un symbole fort qu'il ne faut pas sous-estimer, de même que la COP de Belém : un « coup de com » magistral, qui place au premier plan le sort de la forêt tropicale.

**Comment le Brésil se sert-il de l'Amazonie comme outil d'influence géopolitique ?**

Comme il l'avait fait en 2003, Lula se présente en champion de la protection de cette région, ce qui lui permet de bénéficier de la puissance symbolique de la forêt amazonienne dans le monde occidental. L'Amazonie est un thème positif – à la différence d'autres, comme l'Ukraine, au sujet desquels Lula a adopté des positions beaucoup moins consensuelles. Mais il ne faut pas être dupé : les actions de Lula en faveur de l'Amazonie ne doivent pas masquer le fait qu'il a cédé sur d'autres dossiers environnementaux, tel le déboisement intense par l'agrobusiness de l'écosystème des vastes savanes du Cerrado.

Concernant l'orpailage illégal en Amazonie, Lula est parvenu à réduire certains abcès de concentration, par exemple sur la terre yanomami, mais cela a entraîné une « dissémination » de l'activité : les orpailleurs se sont déplacés vers des régions plus reculées, éloignées de l'attention de la police. Et le renforcement du contrôle des comptoirs d'achat d'or a entraîné une augmentation de la contrebande plus qu'une réduction de l'activité.

**Au-delà de la déforestation, quels sont les défis géopolitiques posés par l'Amazonie ?**

Un jeune Indien Yanomami, Wakatha u théri, victime de la rougeole, dans l'Etat de Roraima, au Brésil, en 1976 (Claudia Andujar, pellicule infrarouge, 68 x 102 cm). CLAUDIA ANDUJAR

Née en 1931 à Neuchâtel, en Suisse, Claudia Andujar s'installe au Brésil en 1955, où elle entame une carrière de photojournaliste. Depuis les années 1970, elle consacre sa vie à la défense des Yanomami, peuple amérindien parmi les plus importants de l'Amazonie. En appliquant de la vaseline sur l'objectif de son appareil, en utilisant une pellicule infrarouge ou en jouant avec la lumière, elle crée des distorsions visuelles qui imprègnent ses images d'une certaine réalité. Claudia Andujar privilégie les plans rassurants de visages ou de fragments de corps et crée des effets de clair-obscur. Ses œuvres sont conservées dans plusieurs musées à travers le monde. La Fondation Cartier, à Paris, lui a consacré une vaste exposition en 2020.



François-Michel Le Tourneau, en 2016. YOUTUBE

L'Amazonie est une région de connexion entre neuf pays et, par son étendue et la densité de sa végétation, le contrôle des activités illicites et des frontières y est très compliqué. De ce fait, elle est en proie à des activités d'exploitation illégales, en particulier l'orpailage, qui sont la cause de pollutions importantes, par exemple au mercure. Elle est en outre une région de transit pour le trafic de cocaïne, qui vient de Colombie, du Pérou ou de Bolivie, et se dirige vers les centres de consommation, au Brésil ou en Europe, via le Suriname et la Guyane française. L'Amazonie est par ailleurs le théâtre de crises migratoires, parfois de grande ampleur, avec l'exode des Vénézuéliens vers le Brésil, depuis 2017, ou, de manière plus ponctuelle, avec des réfugiés d'Haïti ou du Moyen-Orient, transitant par l'Amazonie pour essayer de rejoindre l'Europe via les Guyanes.

Ces défis exigent une grande coopération régionale. Tous [les pays concernés] s'entendent sur le principe de l'importance de la protection de la région et surtout sur celui de leur souveraineté sur leur Amazonie respective. Mais, dans le détail, les positions ne sont pas si alignées. Le Pérou souhaite exploiter davantage ses ressources, la Bolivie veut étendre son agriculture, alors que le Brésil et la Colombie sont sur une position de plus grande protection. Même entre ces deux pays, des fractures existent, puisque Lula souhaite exploiter le pétrole au large de l'Amazone, tandis que le président colombien, Gustavo Petro, est opposé à l'exploitation des hydrocarbures dans la région. Enfin, il y a une lutte de leadership, les pays de la région n'étant pas nécessairement d'accord pour offrir au Brésil – qui occupe 60 % de la forêt amazonienne – la place de champion environnemental parlant en leur nom.

**Le modèle de protection de l'Amazonie, fondé sur la démarcation de terres indigènes et de réserves naturelles, n'est-il pas à bout de souffle ?**

Ces territoires ont un rôle essentiel, mais ils deviennent souvent des forteresses assiégées par les fermiers, les éleveurs et les forestiers. La logique de destruction des ressources naturelles est malheureusement objective et rentable. Aujourd'hui, 1 hectare de forêt ne vaut rien, car il ne produit aucune valeur financière, alors que 1 hectare déforesté génère du capital. Tant qu'il en sera ainsi, il sera très difficile de limiter les dégâts.

Par ailleurs, l'Amazonie a un caractère « anticapitaliste ». Elle produit des ressources – comme les noix, des fibres, des huiles... – hétérogènes et de manière dispersée, alors que le capitalisme exige une production massifiée et standardisée. Les systèmes économiques adaptés à la forêt, fondés sur des cueillettes irrégulières et aléatoires, seront donc toujours défavorisés par rapport à de la production intensive. Tant que la compétition se posera sur ces bases, il sera difficile de disposer d'une économie de la forêt à la fois respectueuse de l'environnement et rentable pour les populations locales.

**Près de 20 % de l'Amazonie a déjà été déforestée. Approche-t-on du « point de non-retour » et que se cache-t-il derrière cette expression ?**

Le point de non-retour, ou point de basculement, est l'idée qu'au bout d'un certain degré de transformation, un écosystème peut passer dans un état qui ne permet plus de revenir en arrière. L'Amazonie fonctionne comme une machine à produire du vivant, et la forêt sert en quelque sorte de gigantesque « brumisateur », produisant une atmosphère humide dont dépend l'écosystème. Or, ce « brumisateur » est en train d'être cassé par le déboisement. Et des pans entiers de la forêt pourraient bientôt disparaître au profit de végétations plus adaptées à la sécheresse, comme la savane.

La question est de savoir à partir de quel seuil ce processus commencera à grande échelle. Dans les régions déjà très déforestées du sud de l'Amazonie, il est déjà à l'œuvre. Mais, dans le centre de la région, hors événements exceptionnels, le « brumisateur » continue de fonctionner. Cependant, les changements en cours, provoqués par le réchauffement climatique, sont plus rapides qu'anticipé.

**Qu'espérer pour l'Amazonie de la COP30 de Belem ? Et que pourrait être la position de la France dans ces négociations ?**

On aurait pu espérer un consensus à l'échelle mondiale pour réduire drastiquement les émissions de CO<sub>2</sub>. Mais, dans le contexte actuel, avec le retour au pouvoir de Donald Trump, il est clair que cela ne se produira pas, et c'est une catastrophe. Concernant l'Amazonie, on peut espérer des mesures concertées entre les différents pays de la région. Ils pourraient, par exemple, soutenir les différentes initiatives offrant des revenus aux habitants d'Amazonie qui utilisent les ressources forestières sans les détruire. Sans cela, je crains qu'on en reste à des mesures symboliques, qui ne changeront pas vraiment l'équation économique, sans effet sur le terrain. Mais cela pose la question du financement.

Concernant la France, celle-ci a parfois donné l'impression de se poser en donneuse de leçons sur la gestion de l'Amazonie, voire de remettre en question la souveraineté des pays amazoniens, tout en ne se montrant pas particulièrement généreuse, en comparaison de pays plus discrets, comme la Norvège ou l'Allemagne, qui financent largement le Fonds Amazonie. Certes, la France peut revendiquer certains succès en Guyane, où la déforestation reste très faible, mais la situation n'y est pas idyllique pour autant, puisque l'orpailage illégal y perdure.

Plutôt qu'une ingérence internationale, ou des solutions punitives, comme le règlement de l'Union européenne sur la déforestation importée, il serait plus productif de promouvoir un dialogue horizontal pour la construction en commun de solutions concrètes, qui reposeraient nécessairement sur des transformations de modèles économiques en Amazonie, mais aussi chez nous [en Europe]... Bien sûr, ce n'est pas facile, mais là est la clé d'un changement de paradigme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BRUNO MEYERFELD

# A Nice, tensions à la Villa Arson

Deux rapports réalisés en 2024 témoignent de frictions dans une école d'art déjà secouée par la vague #MeToo

## ENQUÊTE

**C**ombien de temps faut-il avant que la poussière ne retombe après une affaire #MeToo ? Comment reconstruire la confiance, retrouver une sérénité ? Ces questions hantent depuis bientôt cinq ans la Villa Arson, école d'art parmi les plus prestigieuses de France doublée d'un centre d'art, située sur les hauteurs de Nice. Deux audits de l'établissement, réalisés en 2024, l'un par l'inspection générale des affaires culturelles (IGAC), l'autre par la médecine du travail, témoignent des fractures qui la traversent encore.

Il fut un temps où la Villa Arson était surnommée la « Villa des garçons » en référence à l'esprit macho qui y régnait, ainsi qu'à une certaine « consanguinité ». Les diplômés y devenaient enseignants à leur tour, cultivant envers l'école un instinct de propriétaire. Professeurs et étudiants logent parfois sur place. Une situation propice à tous les débordements. Imperceptiblement, le fossé se creuse entre les vieux routiers de l'école et une génération d'étudiants attentifs aux problématiques féministes et décoloniales. Jusqu'au tremblement de terre de 2019, dévoilé trois ans plus tard par *Liberation*.

Une étudiante sud-coréenne signale à la direction de l'école des faits de harcèlement sexuel qu'elle dit avoir subis de la part de P.P., une figure de l'école qui y enseigne depuis 1997. Le directeur, Sylvain Lizon, commande aussitôt un rapport au cabinet de conseil Egé : dans le cadre d'un sondage anonyme, 61 % des répondantes indiquent avoir déjà fait l'objet de propos ou de comportements sexistes dans l'enceinte de l'école. Huit enseignants sont mentionnés. A la suite, une enquête administrative, ouverte à l'automne 2019, que *Le Monde* a pu consulter, fait écho de comportements misogynes ou racistes.

### Accusations d'agression

Un nom revient dans les témoignages, celui de P. P., accusé de s'être montré blessant vis-à-vis d'étudiants étrangers et d'avoir fait preuve de propos et de gestes inappropriés envers des étudiantes, sans présence de témoins. En janvier 2020, la direction de l'école effectue un signalement auprès du procureur de la République de Nice, sur la base des témoignages de trois diplômées.

Une enquête judiciaire est ouverte. Interrogé par la police, P. P. reconnaît un parler « cash », mais rejette en bloc les accusations d'agression. L'affaire dé-



La Villa Arson, à Nice, novembre 2015. REBECCA MARSHALL/LAIF-REA

## La médecine du travail relève un «taux anormalement élevé de salariés en difficulté et d'arrêts de travail»

Et depuis ? « La situation s'est apaisée, chacun a trouvé sa place », veut croire Sylvain Lizon. L'atelier de P. P., qui a décliné les sollicitations du *Monde*, accueille à nouveau des étudiants. En mai 2022, le Conseil d'Etat lui a donné gain de cause dans le recours qu'il avait déposé contre sa sanction disciplinaire d'exclusion temporaire de fonctions de deux ans, assortie d'un sursis d'un an. A deux reprises, toutefois, l'école a dû effacer des tags qui l'insultaient. « Chaque fois que des éléments sont apparus

à son encontre, l'établissement a porté plainte et il y a eu des enquêtes des services de police, précise Sylvain Lizon. Quand la justice est passée, que l'agent revient dans l'établissement, il a les mêmes droits que les autres. »

### « La Villa est en vrac »

Les clivages comme l'amertume n'ont pourtant pas faibli. « Il y a toujours des oui-dire et des non-dits », dit en soupirant un enseignant, sous le sceau de l'anonymat. « Il aurait fallu mettre en place des mesures de médiation, mais ça n'a pas été le cas », souligne un autre. Un troisième, qui ne veut pas plus être nommé, le dit sans détour : « La Villa est en vrac. »

Tout en saluant une meilleure insertion de la Villa Arson dans la ville et le milieu universitaire sous le double mandat de Sylvain Lizon, ainsi qu'une augmentation du nombre des élèves, l'IGAC a mis en évidence la persistance de clans et des problèmes de com-

munication jusqu'au sommet de l'organigramme. Entre le directeur et le secrétaire général, qui a soutenu P. P., les relations sont notamment polaires. Une situation qui a fini par affecter les équipes, prises entre deux feux.

L'été 2024, la médecine du travail, saisie selon ses mots par « un taux anormalement élevé de salariés en difficulté et d'arrêts de travail », livre des conclusions inquiétantes : plus de 70 % des répondants contestent les méthodes de la direction. Près de 90 % se disent contrariés par l'ambiance et le contexte organisationnel. « Le rapport RPS [risques psychosociaux] est à considérer comme une première base, on est sur du ressenti qu'il faut objectiver », tente de nuancer Sylvain Lizon. Ce dernier, qui n'a pas été reconduit pour un troisième mandat, quittera ses fonctions cet été. En janvier, quatre groupes de travail ont été lancés en lien avec l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, autour des

questions d'équité, de valeurs communes, du management et de la communication interne. « L'école doit être un lieu de dissensus mais respectueux, toutes les positions doivent pouvoir exister dans les meilleures conditions possibles », insiste Sylvain Lizon.

Un professeur le reconnaît, « les choses sont en train de s'améliorer, ça va dans le bon sens ». Recrutée en septembre 2024 pour diriger le centre d'art de la Villa resté vacant pendant plus d'un an, Marie-Ann Yensi – la deuxième femme à occuper ce poste en quarante ans – s'efforce aussi de résister les liens dans cette communauté blessée. « Reconstruire, ça ne se fait pas en deux secondes, il faut laisser du temps au temps, estime-t-elle. Chacun connaît mes positions, elles sont claires, mais je ne suis pas fermée ou figée. » Avant de préciser : « On ne reviendra pas en arrière sur des questions capitales que toutes les écoles doivent affronter. » ■

ROXANA AZIMI

# L'architecte chargé de la rénovation du Mamac remercié

La ville de Nice s'est séparée du Portugais Joao Luis Carrilho da Graça, choisi pour le réaménagement du musée municipal d'art contemporain

**O**n ne peut pas candidater avec un chariot à bœufs ! Il nous faut une Rolls. » C'est avec ce langage de matamore que Christian Estrosi, maire (Horizons) de Nice, annonçait, en février 2022, le réaménagement du Musée d'art moderne et d'art contemporain (Mamac), clé de voûte de son dossier de candidature au label Capitale européenne de la culture 2028. Le projet de reconfiguration de la promenade du Paillon, l'espace vert de 12 hectares où a été érigé le musée en 1990, est alors confié à l'architecte portugais Joao Luis Carrilho da Graça, associé au paysagiste Alexandre Chemetoff.

Trois ans plus tard, rien ne va plus. Nice a échoué à décrocher le

label, remporté par la ville de Bourges. Et la municipalité vient de se séparer de Joao Luis Carrilho da Graça. « Le projet rendu par l'architecte s'est révélé trop éloigné du programme fixé », peut-on lire dans un communiqué publié le 26 février. Une nouvelle consultation d'architecte doit être lancée.

Contacté par *Le Monde*, Joao Luis Carrilho da Graça se dit surpris du motif invoqué pour résilier son contrat. Contestant cette « décision unilatérale », l'architecte portugais a déposé, le 28 février, un recours et une demande d'indemnisation auprès du tribunal administratif de Nice.

Sur l'échiquier des musées français d'art contemporain, le Mamac, fermé depuis janvier 2024,

occupe une place à part, avec une collection riche d'œuvres des nouveaux réalistes ainsi que de Niki de Saint Phalle (1930-2002). « Il n'est pas le fruit d'une politique de décentralisation, mais né d'une histoire artistique locale forte, d'un moment d'émulation extraordinaire entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1970 comme il y en a peu en dehors des capitales de l'art », résume Hélène Guenin, qui quittera prochainement la direction du musée pour piloter dans la même ville la Fondation Yves Klein.

Trapu et minéral, le bâtiment construit par Yves Bayard et Henri Vidal en impose. « Sa configuration avec quatre tours lui donnait l'aspect intimidant d'une forteresse

imprenable », admet Hélène Guenin. D'où l'idée de l'inscrire au cœur d'un parc urbain imaginé pour végétaliser la cité azuréenne.

### Fondations fragiles

Dans le projet retenu en 2022, le musée devait gagner 400 mètres carrés d'espaces grâce à une salle aménagée sur une double hauteur. D'après les informations du *Monde*, la refonte de l'établissement devait alors coûter 20 millions d'euros, pour une ardoise totale de 75 millions comprenant l'aménagement de la forêt urbaine, de la bibliothèque Louis-Nucéra, d'un parking ainsi que la destruction, polémique, en 2022, du Théâtre national de Nice. Des difficultés techniques auraient

toutefois surgi. Les fondations du bâtiment, construit sur les voûtes d'une rivière couverte, le Paillon, sont fragiles. « Il fallait renforcer la structure pour construire une plateforme dans le vide, ce qui triplaient le devis initial », rapporte François Fauchon, président de l'association Les Amis du Mamac. Le chantier a beau prendre du retard – la réouverture est prévue pour 2029 –, l'oncologue et collectionneur se veut rassurant : « On ne repart pas de zéro, le projet de base est bien ficelé, on sait ce que l'on ne peut pas changer. »

Le paysagiste Alexandre Chemetoff, qui affirme s'être tenu à l'écart du projet mené par son confrère – « on s'était séparé les rôles » –, relativise aussi le contre-

temps. « L'essentiel du projet, la transformation majeure, c'est le parc qui ouvrira en octobre », affirme-t-il. Au sein de l'opposition municipale, l'arrêt du projet architectural n'a pas fait de vagues. « Un tel chantier va forcément faire exploser le budget », évalue Juliette Chesnel-Le Roux, cheffe de file du groupe écologiste au conseil municipal. Et, pour Christian Estrosi, l'échéance des élections de 2026 lui met la pression. « Une pression d'autant plus forte que Nice vit au-dessus de ses moyens. En 2023, un rapport de l'Institut Montaigne estimait que « le contexte budgétaire dégradé [empêchait] la mairie de Nice de tenir toutes ses promesses de campagne ». ■

R. A.

# Mathieu Boogaerts ou l'art de l'artisanat et du minimalisme

Le chanteur part en tournée avec son nouvel album, « Grand piano »

## MUSIQUE

**S**ous ses airs décontractés en jean et baskets blanches, Mathieu Boogaerts est un angoissé. Parce que le Théâtre de la Ville, à Paris, où il jouait à guichets fermés vendredi 7 mars, lui a dit que le couvre-feu de la salle était à 22 heures, il précipite la fin de son concert, abrégeant ses discours au public : « Je m'arrête de parler, je n'ai pas le temps, il faut que j'enchaîne. » Plus tard, il nous dira regretter d'avoir cédé à la pression : « Après on m'a dit : "Ah non mais d'habitude les gens, ils dépassent". »

Le chanteur qui fêtait là ses trente ans de carrière et la sortie de son neuvième album, *Grand piano*, avant de partir en tournée, aime se mettre en danger. Depuis deux ans, l'auteur d'*Ondulé* (1995) ou du récent *Ma jeunesse* n'a plus d'ordre établi pour jouer ses chansons. Il pioche au hasard des titres de son répertoire ou de son nouveau disque. Ses musiciens, la basseuse Elise Blanchard, le batteur Jean Thévenin et le guitariste Vincent Mougel doivent suivre les caprices du hasard.

### Laisser faire le hasard

Quelques jours plus tard, Mathieu Boogaerts explique : « Ce spectacle a été inventé à L'Archipel, un ancien cinéma parisien transformé en salle de spectacle. On a fait huit concerts en novembre 2024 avant que le disque sorte. Avec ce nouveau groupe que j'adore, j'assume d'arriver sur scène avec un ordre aléatoire. Cela fait des concerts uniques. Et si ça paraît un peu artisanal, tant mieux. Mais pour avoir cette spontanéité, cela passe par un cadre. » Le chanteur a choisi de borner son tour de chant de deux chansons, la première de son album, *Faut pas que j'oublie*, écrite au crépuscule, désespérée, et *C'est beau la vie*, rédigée quand le jour se lève, enthousiaste sur les belles choses à venir. Au milieu, il y a sa « chanson joker », qu'il place un peu où il veut, le tube de son dernier disque, *Ma jeunesse*, sur le temps qui passe.

Pour le reste, il laisse faire le hasard, et égrène les petits papiers sur scène avec des « OK » de satisfaction ou des airs étonnés : « Ah tiens, ces deux-là, je ne les aurais



Mathieu Boogaerts, à Paris, le 16 septembre 2024. NICOLAS DESPISE

**« J'assume d'arriver sur scène avec un ordre aléatoire. Cela fait des concerts uniques »**

MATHIEU BOOGAERTS

lippe Katerine, mais ils n'étaient pas disponibles. Pas grave, il a invité son fils, André, 16 ans, à entonner *I Got You (I Feel Good)*, de James Brown, « dans le top 3 de ses chanteurs préférés ». Le décalage entre le rugissement du piston et le ton tout en confidences du père est charmant, surtout quand Boogaerts avoue que pour rétribuer son ado, il lui a « offert deux mois d'abonnement à un jeu vidéo ».

Autre contrainte que le chanteur exploite, adapter ses concerts à sa nouvelle source de pré-

occupation, le changement climatique : « Mais je ne veux pas donner de leçon, tempère-t-il. Je ne sais pas si c'est l'âge, j'ai envie d'un certain confort. Je n'ai pas envie de voyager en van parce que je déteste la voiture, les autoroutes et les machins. Donc je veux voyager en train, ça veut dire ne pas prendre de matériel. Le batteur, par exemple, n'emporte pas sa batterie et sa grosse caisse. Il n'a que le micro sur lequel il joue. Ça fait un son terrible. On n'a pas d'ampli/guitare, on joue sur des simulateurs d'ampli et ça marche très bien. »

Les concerts de Boogaerts, avec ses chansons intimes mâtinées de reggae et de congas, font oublier un instant la fureur du monde. Après son tour de l'Hexagone, il reviendra à L'Archipel, à Paris, faire le chansonnier pendant plusieurs semaines. ■

STÉPHANIE BINET

*Grand piano*, de Mathieu Boogaerts. Tôt ou tard. En tournée à travers la France.

## La folie d'un couple et d'un système politique

Interdit en Tchécoslovaquie à sa sortie, en 1970, « Ucho », de Karel Kachyna, revient en salle

## CINÉMA

**R**eprésentant tardif du vent de liberté qui accompagna le « printemps de Prague », *Ucho* fut interdit dès sa sortie, en 1970, au moment de la « normalisation soviétique, pour resurgir vingt ans plus tard en compétition au Festival de Cannes, en 1990. On comprend pourquoi : la satire de la terreur politique, diffuse mais omniprésente dans un Etat-parti, et du climat de surveillance généralisée était trop violente pour passer.

On ne le doit pas, pour une fois, aux jeunes gens de la nouvelle vague tchèque (Milos Forman, Vera Chytilova...) éclos au début des années 1960, mais à un aîné de la génération d'avant, Karel Kachyna (1924-2004), tenant d'un art moins échevelé, plus lié à un artisanat de studio. Preuve en est avec *Ucho*, huis clos politique dont la portée ne s'arrête pas au contexte soviétique, mais vaudrait tout aussi bien – et c'est sa force – dans

nos démocraties de la transparence intégrale et du simulacre permanent.

Le récit s'enroule au creux d'une nuit d'angoisse jusqu'au petit matin blême. Ludvik (Radoslav Brzobohaty) et Anna (Jirina Bohdalova), couple de la noménklatura pragoise, rentrent éméchés à leur domicile, après une soirée officielle du Parti. A leur arrivée, ils trouvent la maison ouverte, les traces encore chaudes d'une intrusion, une voiture arrêtée dans la rue et d'étranges présences en imperméable qui transitent par le jardin.

### Scénario paranoïaque

Vice-ministre, Ludvik se remémore des bribes de la réception où planait en sourdine un climat de purge et se murmuraient que son supérieur avait été arrêté. Alors c'est la panique, Ludvik brûle des documents compromettants, tandis que s'engage une vive altercation avec sa femme, alcoolique, où tout passe des reproches et

amertumes accumulés durant dix ans de mariage. Tout en essayant de se maintenir hors de portée des micros dont ils savent leur foyer truffé – ce qu'ils nomment « l'oreille » (« ucho »).

La beauté d'*Ucho* est ainsi de confondre deux logiques dans un même espace-temps : d'un côté, le scénario paranoïaque faisant de ses personnages des assiégés dans leur propre maison ; de l'autre, la déréliction d'un couple qui se sent mis à nu par tout un régime politique. L'intérieur se rend poreux à l'extérieur, vie privée et vie publique débouchent l'une sur l'autre. La maison devient une chambre d'échos où résonnent la folie du couple et celle du régime, comme si l'une nourrissait l'autre.

Karel Kachyna filme la parfaite habitude qu'à la couple d'être surveillé, l'angoisse métabolisée dans le quotidien, la crainte structurelle d'une menace qui n'existe peut-être pas – le Parti à la fois partout et nulle part. La domesticité se teinte d'horreur, dont le summum serait

peut-être cette pauvre couverture que le couple installe dans la cuisine pour faire l'amour à l'abri des micros. Et dans un renversement typique des pays de l'Est, tout ce qui ici est horrible est en même temps très drôle.

*Ucho* oscille entre la clarté aveuglante de la réception, retracée par flash-back en des vues subjectives qui ont un peu vieilli, et les sublimes clairs-obscurcs des intérieurs profanés. Le cinéaste n'a pas besoin de jouer sur la gamme du bizarre pour faire naître un ferment d'angoisse. Dans le silence complice de la nuit, par le passage d'une ombre ou un simple objet déplacé, il peut laisser s'embellir l'imagination de ses personnages, dignitaires apeurés. Dans un espace politique hypercentralisé, même le vide fait signe vers le pouvoir. ■

MATHIEU MACHERET

*Film tchèque de Karel Kachyna (1970). Avec Radoslav Brzobohaty, Jirina Bohdalova, Jiri Cisler (1h 36).*

## SÉLECTION ALBUMS



### OLGA PASHCHENKO *Guess Who?*

Sélection d'œuvres de Fanny Hensel et de Felix Mendelssohn.

Instrument de salon au XIX<sup>e</sup> siècle, le piano devient ici aire de jeu pour enfants prompts à endosser des costumes de héros. Pas n'importe quels enfants : Felix Mendelssohn (1809-1847) et sa sœur Fanny (1805-1847). Et pas n'importe quel instrument : un Conrad Graf de 1836, qui ne demande pas à être caressé dans le sens des cordes et qui ne sonne bien que dans les défis extrêmes. Olga Pashchenko nous offre une sorte d'*« album de la jeunesse »* avec des pièces du frère et de la sœur sous l'égide des *Romances sans paroles* qui ont contribué à la notoriété du cadet des Mendelssohn. Felix aime Venise et les chants de gondolières. Fanny préfère Rome et les danses sans fin. Si la question *Guess Who?* (« devine de qui il s'agit ») concerne les protagonistes non déclarés de ces histoires à base de notes, elle ne saurait se poser sur l'interprète. Il n'y a qu'Olga Pashchenko pour jouer de la sourdine et du clavier d'un instrument aussi avec une telle maestria. ■ PIERRE GERVASONI



### FATMA SAID *Lieder*

Schubert, Mendelssohn, Brahms, Schumann. Avec Malcolm Martineau, Yonatan Cohen et Joseph Middleton (piano), Sabine Meyer (clarinette), Anneleen Lenaerts (harpe), Huw Montague Rendall (baryton), Walhalla

*zum Seidlwirt (chœur d'hommes), Quatuor Arod.*

Impossible de ne pas succomber au charme de cet album d'autant plus remarquable que Fatma Said s'attelle à un répertoire grevé par le surtourisme discographique. Mais la soprano égyptienne y déploie un art prosodique fourbi à l'école allemande du Caire où elle a étudié la langue de Goethe. Les musiciens qui accompagnent ce récital (pas moins de trois pianistes, un clarinettiste, une harpiste, un quatuor à cordes, l'un des meilleurs barytons actuels, un chœur d'hommes) sont à la hauteur de l'énjeu. Car le chant de Fatma Said, qui s'attache avant tout aux *« inflexions du discours parlé »*, se révèle touchant et délicat mais aussi puissant et virtuose au sens premier. Loin de toute extraversion ou débauche d'effets, cette authentique *liedersängerin* cultive une gravité et une attention au texte où prévalent introspection et profondeur. ■ MARIE-AUDE ROUX



### ELLA FITZGERALD *The Moment of Truth. Ella at The Coliseum*

Enregistré le 30 juin 1967 à l'Oakland Coliseum, ce concert, inédit en disque, réunissait la chanteuse Ella Fitzgerald (1917-1996) et l'orchestre du pianiste et compositeur Duke Ellington (1899-1974).

L'une des étapes d'une collaboration en tournée entre 1965 et 1968 – en studio il y avait déjà eu *Ella Fitzgerald Sings the Duke Ellington Song Book* (1957) et *Ella at Duke's Place* (1965). Lors de ce concert, Ellington n'est pas au piano et c'est l'accompagnateur régulier de la chanteuse, Jimmy Jones, qui occupe avec talent ce poste. A la basse Bob Cranshaw, à la batterie Sam Woodyard, dans la section de vents ellingtonienne notamment les trompettistes Cat Anderson, Cootie Williams, le tromboniste Lawrence Brown, les saxophonistes Paul Gonsalves, Johnny Hodges... Tous emmènent le chant radieux d'Ella Fitzgerald durant un peu plus de quarante minutes de swing parfait. ■ SYLVAIN SICLIER



### STEVEN WILSON *The Overview*

A l'heure où l'auditeur est conditionné au zapping des playlists, le huitième album solo du stakanoviste britannique Steven Wilson nage à contre-courant. Le plus éminent modernisateur du rock progressif, meneur du groupe Porcupine Tree,

meneur du groupe Porcupine Tree, dans la section de vents ellingtonienne notamment les trompettistes Cat Anderson, Cootie Williams, le tromboniste Lawrence Brown, les saxophonistes Paul Gonsalves, Johnny Hodges... Tous emmènent le chant radieux d'Ella Fitzgerald durant un peu plus de quarante minutes de swing parfait. ■ SYLVAIN SICLIER

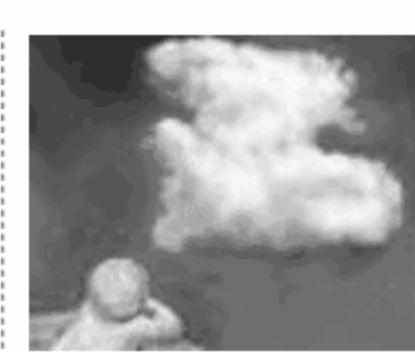
Verve Records/Universal Music.

propose un album constitué de deux pistes d'envergure, *Objects Outlive Us* et *The Overview*, d'une durée de 23 et 18 minutes. Le foisonnant voyage pourrait rebouter, mais séduit par sa créativité débridée, à la croisée de Radiohead, Peter Gabriel et King Crimson. Doté d'une mise en son spatiale pointilleuse, *The Overview* se double d'un concept exigeant, inspiré par le ressenti des astronautes lorsqu'ils observent la Terre – Andy Partridge d'XTC a contribué aux paroles. A l'instar du film *The Brutalist*, de Brady Corbet, autre tour de force à la longueur hors-norme (215 minutes), *The Overview* donne ce sentiment trop rare de vivre une véritable expérience immersive. ■ FRANCK COLOMBANI

Fiction Records-Virgin/Universal Music.

■ Lire sur [LeMonde.fr](#) la critique d'*« Harmony »*, de J9ueve.

## GALERIE



### ODA JAUNE *Galerie Daniel Templon*

Les anges ne sont plus à la mode. De Giotto à Tiepolo, ils ont volé dans les ciels des peintures, puis se sont éclipssés. Les toiles d'Oda Jaune sont inattendues. L'artiste, née en 1979, y ressuscite ces êtres ailés au sexe incertain. Elle attache à leurs corps nus de

vastes plumages déployés. Quelques-uns sont posés sur des nuages, d'autres sur un rocher ou un lit. Leurs visages sont souvent invisibles et plusiers semblent acéphales. Dans une très grande et surprenante toile, l'un d'eux, dont le corps se love sur lui-même autour d'un œil, tient un nouveau-né. Si la maternité est ainsi évoquée, elle n'explique pas qu'un monstre féminin à quatre jambes soit allongé sur une nappe qui devient un drap. Ce ne sont là que quelques-unes des étrangetés de l'œuvre. Des anges sont venus visiter l'artiste en rêve et, comme dans tous les songes, leur substance était mobile et changeante. Oda Jaune peint ces métamorphoses avec une acuité qui accentue leur étrangeté. ■ PHILIPPE DAGEN

« Oil of Angels ». Galerie Daniel Templon, Paris 3<sup>e</sup>. Jusqu'au 10 mai.

# Un «Misanthrope» roué et blanchi sous le harnais

Eric Elmosnino excelle en Alceste dans la pièce de Molière mise en scène au scalpel par Georges Lavaudant

## THÉÂTRE

**P**as de limite au bonheur qui gagne le spectateur dès qu'Eric Elmosnino fait son entrée à l'Athénée Théâtre Louis-Jouvet à Paris. Quels que soient ses états, ses humeurs ou ses tons, ce que l'acteur amène de densité, d'humour et de gravité ne faiblira pas. Tel qu'en lui-même, barbe de trois jours, cheveux gris en bataille, l'interprète de *Gainsbourg (vie héroïque)*, le film de Joann Sfar, en 2010, est ici sous le contrôle de l'art, son corps élastique contenu par le costume strict et noir d'Alceste, héros du *Misanthrope*, de Molière, dont Georges Lavaudant livre une mise en scène au scalpel.

En deux heures d'une représentation chirurgicale que n'enrobe aucun flou d'aucune sorte, cette tragi-comédie, ciselée par l'exigence des alexandrins, prend dans l'étau de ses mâchoires une certaine idée de la liberté. Elle porte un nom : Célimène, la femme que convoite un Alceste qui rêve des épousailles plus que de l'épousée (il sera prêt à la troquer, par vengeance et dépit, avec Arsinoé). On n'aura jamais aussi bien entendu que, dans le phrasé d'Elmosnino, la polysémie du prénom : Célimène/C'est l'hymen.

L'héroïne a 20 ans sous la plume de Molière, l'actrice au plateau en a le double. Un choix opportun de Georges Lavaudant, qui, en confiant le rôle à la subtile Mélodie Richard, évacue d'emblée les clichés qui collent au person-



Célimène (Mélodie Richard) et Alceste (Eric Elmosnino), au Domaine d'O, à Montpellier, en janvier. EPHREM KOERING

nage : si Célimène n'est pas une ingénue écervelée, sa maturité n'en fait pas non plus la veuve précoce d'une défunte légèreté. D'ailleurs, la frivilité n'est pas une tare, mais un mode ironique et joyeux d'être au monde, à en juger par l'interprétation de la comédienne.

Mélodie Richard a un talent précieux : elle sait mimer la passivité. Quitte à singer l'idiotie et à donner l'impression de se dissoudre dans

les mots de ses compagnons, elle tient de main de maître une posture délicate : tout glisse sur elle. Sauf qu'à la fin elle se lève et – ajouterait Virginie Despentes – elle «se casse», Alceste échouant à l'entrainer dans sa retraite d'ermite. Les courtisans, qui l'ont flattée avant de la conspuer, en restent bouche bée. Même sidération chez sa rivale Arsinoé. Sourire en coin, Célimène quitte la place. Nul

doute, se dit-on face à cette altière sortie, qu'elle a dû rire en douce plus d'une fois de la situation au cours des cinq actes écoulés.

C'est un fameux *Misanthrope*, roué et blanchi sous le harnais, qui se reprend à l'Athénée après avoir été créé au Printemps des comédiens à Montpellier. Des acteurs capés pour incarner des personnages d'un âge certain. François Marthouret en Philinte paisible, mais ardent, Aurélien Recoing en Oronte ridicule et sublime, Astrid Bas en Arsinoé délaissée, ou encore Luc-Antoine Diquéro en Clitandre surexcité : tous sont formidables et tous passeurs d'un temps révolu dont ils semblent contempler le souvenir dans le trouble miroir qui scinde le plateau en deux. Au centre de l'espace recouvert de flocons de neige, une longue paroi pivotante sur elle-même. Au recto, un portant

où dorment les robes colorées de Célimène. Au verso, un assemblage de blocs de verre, façon galerie des Glaces versaillaise ou écran cathodique géant. Ce mur est une saignée, une butée, une fin de non-recevoir. Il n'y a pas de conciliation possible entre les deux rives, pas de résolution aux conflits qui structurent la pièce.

### Echiquier épuré

Laissant de côté la psychologie ou le sentimentalisme, expédiant par-dessus bord les approches moralisatrices, Georges Lavaudant explore, sur l'échiquier épuré de la scène, l'essence du *Misanthrope* : une dialectique (entre des êtres, leurs éthiques et leurs actes) poussée à un tel point qu'elle frôle l'aporie. Chaque séquence génère de l'électricité. D'un duo à un autre, une guerre se répète qui oppose Alceste et

Dans le rôle de Célimène, Mélodie Richard a un talent précieux : elle sait mimer la passivité

Philinte, Alceste et Célimène, Alceste et Oronte, Célimène et Oronte, Célimène et Arsinoé, Clitandre et Acaste. Le couple n'est pas à la fête. A l'exception de celui formé par Philinte et Eliante (superbe Anysia Mabe) qui unissent l'automne au printemps, c'est-à-dire la sagesse du premier à l'innocence de la seconde.

Mais, eux mis à part, quel parti prendre ? A qui offrir sa sympathie ? Faut-il condamner la radicalité d'Alceste ou admirer son intégrité ? Doit-on blâmer la mondanité de Célimène ou louer son indépendance d'esprit ? Le metteur en scène ne tranche pas entre victimes et coupables, femmes opprimées et hommes prédateurs. Pas davantage il ne fige la pièce dans un registre comique ou dramatique. Cette échappée hors des binarités restrictives est le luxe qu'offre sa représentation. Ce qu'il reste du *Misanthrope* écrit par Molière ? Le théâtre, ses nerfs, ses os, ses muscles. C'est ce qu'en font les acteurs et les actrices en présence. Un corps à corps d'énergies, de talents et de complicités emmené par une formidable troupe avec, à sa tête, un peu chat et un peu jaguar, le phénomène Eric Elmosnino. ■

JOËLLE GAYOT

*Le Misanthrope*, de Molière. Mise en scène : Georges Lavaudant. Avec Eric Elmosnino, Astrid Bas, Luc-Antoine Diquéro, Anysia Mabe, François Marthouret, Mélodie Richard. Athénée Théâtre Louis-Jouvet, Paris 9<sup>e</sup>. Jusqu'au 30 mars.

## La voix d'un réfugié kurde redonne des couleurs au théâtre documentaire

Usant d'un dispositif sonore original, doublé d'images filmées, Simon Roth fait passer avec justesse sur scène la vie d'un exilé

### SPECTACLE

**L**a vitalité du théâtre documentaire passerait-elle par des esthétiques minimales dont la force de frappe tient précisément à leur absence d'esbroufe ? A la Maison de la culture de Bobigny (MC93), Simon Roth, issu de la promotion 2021 du Conservatoire national supérieur d'art dramatique à Paris, deux mises en scène seulement à son actif, signe un spectacle aussi inspiré qu'inspirant qui renouvelle, par un travail créatif sur le son, les codes du genre.

*Erdal est parti* est le récit d'un exil : celui d'un réfugié kurde, Erdal Karagoz, séparé dès l'enfance de sa mère pour être expédié en compagnie de ses frères vers une Europe plus protectrice que ne l'était sa terre natale. Le petit garçon, dont le père, membre du PKK, a été tué par l'armée turque, intègre une école privée, à Lausanne, en Suisse. Battu par son frère, persécuté par ses camarades de classe (il est le seul racisé de l'établissement), il est placé en foyer.

A partir de là démarre une errance émaillée de larcins et de boulots au noir. Sa dérive mène le jeune homme droit vers la prison. Il décide de repartir en Turquie,

avant de comprendre qu'il n'y a plus sa place. De retour en Europe, il fait la connaissance de Simon Roth dans un appartement de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Il lui raconte son histoire.

Comment restituer cet échange sur scène en conservant aux mots leur acuité et leur faculté de sensibiliser le public ? Si le cinéma sait s'emparer des vécus en introduisant l'œil de la caméra au plus près des subjectivités, le théâtre, pour sa part, est condamné à l'infidélité pour peu qu'il délieguer le témoignage original à des tiers. Un autre corps s'immisce dans le corps du locuteur. D'autres voix se substituent à la sienne.

### Vérité émotionnelle

C'est dans ce hiatus que se faufile le travail de Simon Roth, qui oscille entre images filmées d'Erdal (que l'on ne voit pas en chair et en os sur le plateau) et théâtralisation de sa parole par quatre comédiens. Le metteur en scène joue son propre rôle. Il pose les questions et filme les actions en direct. Dans un espace aménagé par quelques écrans de fortune, quatre comédiens gagnent le bal de la narration.

Bénicia Makengele, Ramo Jalil, Richard Dumy et Saïd Ghanem se soumettent à un principe d'une efficacité troublante :

le lip sync («synchronisation des lèvres»). Ce mode de doublage fait concorder les paroles de la version doublée avec les mouvements de lèvres de la version originale. Une sorte de playback parlé et non chanté.

Consequence ? Quel que soit l'interprète qui s'exprime, la voix démultipliée du réfugié se fait entendre, lestée d'une vérité émotionnelle contagieuse. La réception du récit en ressort décuplée. Cette vie d'un exilé, anonyme parmi les anonymes, concerne le plus grand nombre. Le procédé fonctionne d'autant mieux que les comédiens sont d'une rigueur extrême dans son exécution. Cerise sur le gâteau : aucun d'eux ne perd de sa substance et de sa présence dans ce qui pourrait passer pour une marionnettisation. Exception faite d'une séquence finale dispensable, ce spectacle enthousiasmant de Simon Roth est la preuve qu'une forme réfléchie, ajustée et astucieuse peut, à elle seule, revitaliser un art et dynamiser un propos. ■

*Erdal est parti*. Conception et mise en scène : Simon Roth. MC93, Bobigny. Jusqu'au 16 mars. Les 28 et 29 mars à La Scène de recherche, ENS Paris-Saclay.

**festival nos futurs**

**PAR LES JEUNES, POUR TOUT LE MONDE**

**RENNES 21-23 MARS 2025 GRATUIT**

**lesChampsLibres**

**PROGRAMME & ACCESSIBILITÉ**

Rennes Métropole | Sciences Po Rennes | Université de Rennes | Le Monde



# Des brouillons d'auteurs qui ont du style

Par le biais de manuscrits raturés, un documentaire filme l'écriture en train de se trouver

**FRANCE.TV**  
À LA DEMANDE  
DOCUMENTAIRE

**L**a littérature, c'est la rature...» C'est avec cette phrase de Roland Barthes que démarre ce documentaire. Ses réalisateurs, Lucie Lahoute et Stéphane Miquel, ont pris au mot le célèbre sémiologue. Le duo nous emmène dans l'abbaye d'Ardenne, aux portes de Caen. Fondée au XII<sup>e</sup> siècle, elle abrite depuis 2004 l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC). Une véritable crypte littéraire : quelque 18 kilomètres de rayonnages y conservent précieusement les fonds d'archives de centaines d'auteurs contemporains, soigneusement débarrassées et dépoussiérées de tout ce qui pourrait altérer le papier (agrafes, trombones, ruban adhésif...). Une gigantesque bibliothèque où la rature a acquis ses lettres de noblesse.

La mise en scène démarre en mode drôle – qui manquera un peu par la suite, l'esprit de sérieux reprenant le volant. Le générique est écrit sur un cahier d'écolier plein de... ratures. Avec un mot-clé : « leucoséphobie ». Le terme savant de l'angoisse de la page blanche. Celle qui étreint tous les écrivains (et les journalistes...) au moment de passer à l'acte. « C'est le mal dont je souffre », dit Lucie Lahoute, évoquant en rimes sa difficulté de mettre noir sur blanc le synopsis d'un film : « *Rature, brisure, fermeture... Je bute sur les premières phrases.* »

**Le carnet, un « garde-manger »**  
Le documentaire fait sa rentrée dans une école primaire, où l'on voit des enfants, stylo à la main, buter eux aussi sur leurs premières phrases. « *Faire des ratures, ça aide à mieux apprendre* », assure l'un ; « *ça sert à trouver un meilleur mot, un synonyme* », renchérit l'autre.

Nous voilà à la recherche du temps perdu... pour la bonne cause. Qui sait que Proust avait démarré son œuvre maîtresse par une phrase interminable, avant de la remplacer par l'incipit le plus célèbre de la littérature française : « *Longtemps, je me suis couché de bonne heure* » ? Nous



L'écrivain Arno Bertina, dans le documentaire « *Eloge de la rature* ». KEREN PRODUCTION

rencontrons ces archéologues de la littérature, Pierre-Marc de Biasi, spécialiste de Flaubert et père fondateur de la « génétique du texte », ou Sophie Bogaert, qui déroule sous nos yeux les neuf versions, rédigées en vingt ans, d'un roman peu connu de Marguerite Duras, *L'Homme assis dans le couloir* (Editions de Mi-

nuit, 1980), qui disent « *sa quête obsessionnelle du style* ».

Alors, les ratures font-elles partie du grand œuvre ? « *Créer, d'abord et avant tout, c'est rater* », tranche Lucie Lahoute. Au musée de la Maison de Balzac, à Paris, on n'hésite pas à exposer les manuscrits abondamment raturés, qui racontent le long cheminement de l'écrivain de *La Comédie humaine*. Lui-même désignait comme son « *garde-manger* ».

Arno Bertina est plus dubitatif. En résidence de création à l'IMEC en 2024, l'auteur de *Ma solitude s'appelle Brando* (Verticales, 2008) passe cinq ans en moyenne sur le terrain pour chacun de ses livres. « *Le premier jet ne m'intéresse pas du tout*, affirme-t-il. J'y retrouve ma façon de voir, mes tics d'écriture, et c'est justement pour

me débarrasser de tout ça que j'écris. » Son voyage d'écrivain est plein d'*« itinéraires bis »*, de « *chemins de campagne qui quittent la nationale* ».

#### « Repentirs » et « tâtonnements »

Pascale Butel-Skrzyszowski est sur une autre ligne. En 2013, la directrice des collections de l'IMEC s'est attaquée à l'inventaire des dizaines de cartons déposés là par Edgar Morin. Elle a vécu un « *hapax* » – un événement sans précédent, qui ne se produit qu'une seule fois.

Elle sortit de la crypte son tout premier roman, écrit en 1946, à 25 ans, et jamais publié, « *qu'il pensait perdu à jamais* ». Des feuillets manuscrits, en vrac, avec ce titre en lettres majuscules : *L'année a perdu son printemps* – ce sera celui du livre finalement publié en 2024 chez Denoël. « *Ça*

n'était pas un récit continu, balisé, c'était très en mouvement », décrit la chercheuse. Les brouillons raturés racontent les hésitations, les recherches, les va-et-vient du jeune homme d'alors, « *ses repentirs d'écriture* », ses « *tâtonnements* », comme les fondations de l'œuvre monumentale du penseur aujourd'hui centenaire.

Un hapax qui illustre les propos d'Arno Bertina sur ses propres tâtonnements d'écrivain : « *On explore, peut-être que c'est une impasse, peut-être que ça débouche sur un paysage magnifique*. » Sous les pavés de ratures, la plage de la littérature... ■

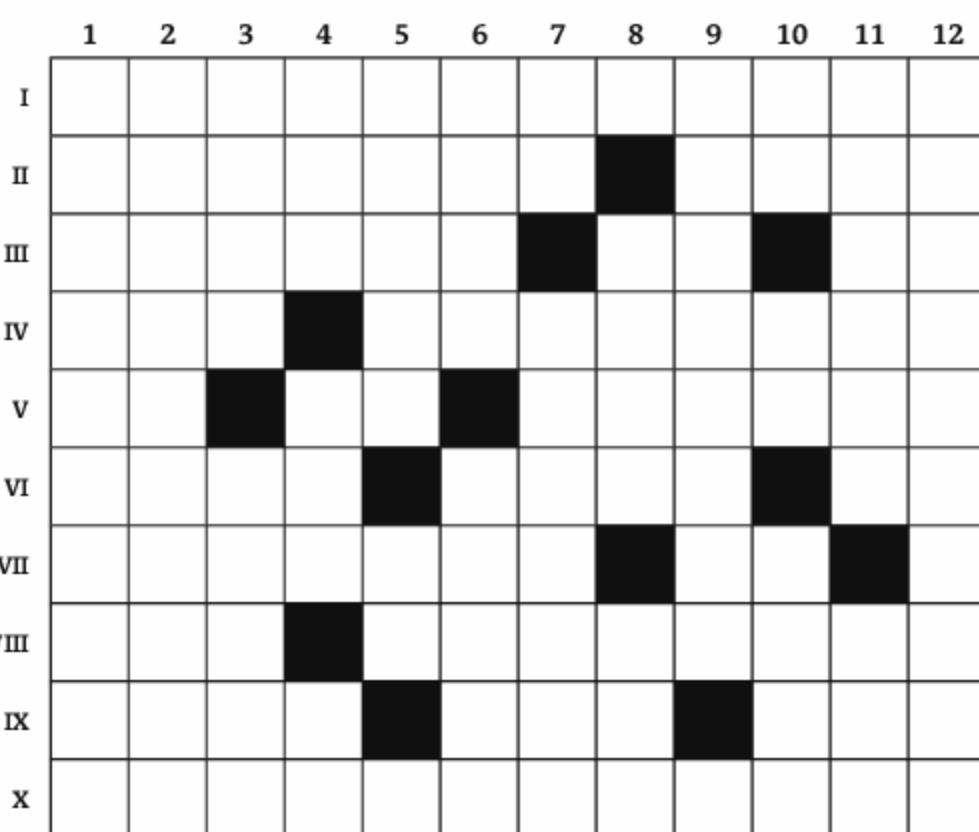
PASCAL GALINIER

*Eloge de la rature*, documentaire de Stéphane Miquel et Lucie Lahoute (Fr., 2025, 52 min). Sur France.tv jusqu'au 15 avril.

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 064  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)



### SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 063

**HORizontalement** **I.** Tripatouille. **II.** Raviner. Deux. **III.** Aber. Pet. **IV.** VI. Apnéiste. **V.** Ebéniste. Rot. **VI.** Roche. Idéale. **VII.** Sciages. En. **VIII.** IHS. Enième. **IX.** Ne. Duveteuse. **X.** Sécurisantes.

**VERTicalement** **1.** Traversins. **2.** Rabibochée. **3.** Ive. Ecis (scie). **4.** Piranha. Dû. **5.** An. Piégeur. **6.** Teins. Envi. **7.** Or. Etisies. **8.** Pied. Eta. **9.** Ides. Men. **10.** Lettra. Eut. **11.** Lu. Eole. Se. **12.** Existences.

### HORIZONTALEMENT

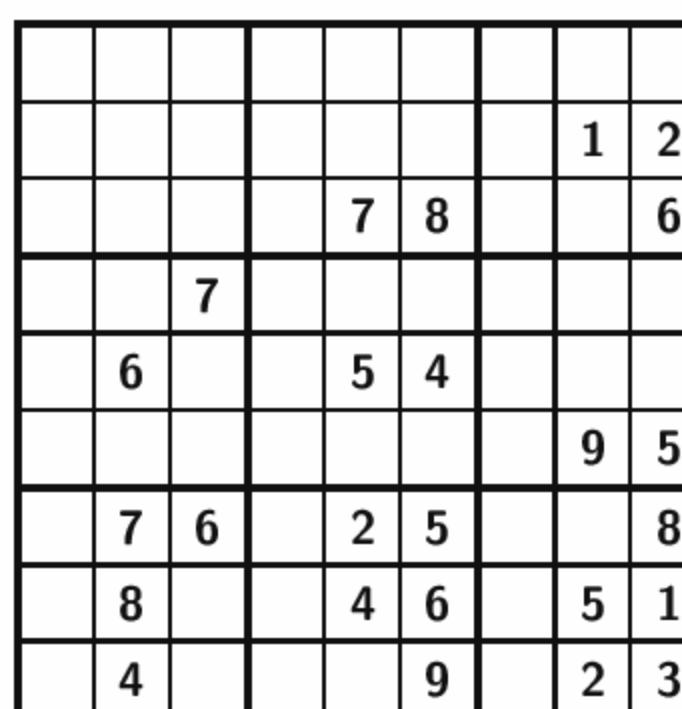
**I.** Un coup à se retrouver la tête dans les godasses. **II.** N'a rien de bien solide. L'Africain était géographe. **III.** Religieuses qui ne manquent pas d'appétit. Pris en considération. Sur le lit. **IV.** Point dans l'eau. Marié sans grand équilibre. **V.** Personnel. Cale sur l'établi. Suivre la perdrix d'un bon œil. **VI.** Enfant de Rébecca. Traîner l'ancre dans les fonds. Négation. **VII.** Peintre de la Renaissance italienne. Coule dans le Nord. **VIII.** Partie dans la partie. Recouverte de bauxite. **IX.** Héros légendaire de Troie. Coule de source. Quart de tour. **X.** Bruyantes comme des cigales.

### VERTICAMENT

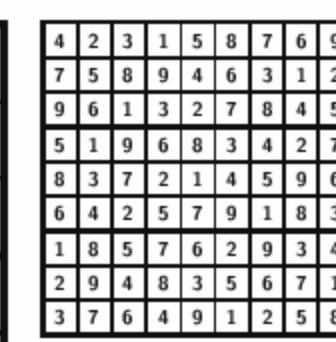
**1.** Vibrent et secouent à votre place. **2.** Prend et diffuse des reflets irisés. **3.** Récupère les restes du feu. Enregistré chez le maître. **4.** Explosé. La première prend des mesures. En peine. **5.** Ce qui est pensé. Donné par le hautbois. **6.** Anneau de cordages. Sans redevance dans l'héritage. **7.** Assure le doublage. Bouffe entre les jambes. **8.** En fusion quand elle s'échappe. Passa sur un nouveau timbre. **9.** Crierai comme un duc. **10.** Article. Morceau de lune. Henri Y retrouvait Diane. **11.** Qui est mu par zéphyre. D'un auxiliaire. **12.** Approuvées et enregistrées.

## SUDOKU

N°25-064



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



### Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

## NOUVEAU HORS-SÉRIE

Des hauts et pas mal de bas : pour la presse internationale, la société française semble bien souvent au bord de la crise de nerfs. Mais elle est aussi capable de partager des moments de joie et de construire son avenir.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du **Monde** SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 8 heures à 12 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpaper@lemonde.fr](mailto:abojournalpaper@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs : Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60  
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE  
ACPM

67-69, avenue  
Pierre-Mendès-France  
75013 PARIS  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26



Directrice générale  
Elisabeth Cialdella

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,  
93290 Tremblay-en-France  
Mid-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.  
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : PILO = 0,0083 kg/tonne de papier

# Edith Heard « Il a fallu que je vienne en France pour planter des racines »

ENTRETIEN

**E**dith Heard cumule les honneurs et les postes prestigieux. Professeure au Collège de France, médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique en 2024, elle dirige depuis sept ans le Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL), à Heidelberg, en Allemagne, qui compte 1800 employés. A 60 ans, elle s'apprête à prendre les rênes de l'Institut Francis-Crick, à Londres, la ville où elle a grandi, balottée entre deux mondes et deux cultures.

## Je ne serais pas arrivée là si...

... Si, en première année de fac, à côté de mes matières principales, les maths, la physique et la chimie, je n'avais pas choisi la biologie. Je n'en avais jamais fait au lycée, j'étais totalement ignorante. Ça ne me manquait pas puisque je voulais devenir physicienne. Mais, alors que partout ailleurs en Angleterre, on retenait une matière, à Cambridge on nous en demandait quatre. J'aurais pu choisir l'histoire et la philosophie des sciences. J'aimais l'histoire, mais la philosophie, je n'y connaissais rien. Et cette option était un peu méprise. Donc j'ai opté pour la biologie.

## Le coup de foudre a-t-il été immédiat ?

Je me souviens du premier cours. On nous a passé un livre, *Biology of the Cell* [« la biologie de la cellule »], je l'ai ouvert à différents endroits et j'ai découvert des choses que je n'avais jamais vues : l'intérieur de la cellule, l'organisation du cytoplasme, le noyau. J'étais émerveillée, vraiment émerveillée. Un vrai moment « eureka ». Je suis tombée dans un incroyable bouillon de culture. C'était presque infectieux. On était en pleine révolution de la biologie moléculaire, le début du séquençage du génome, les premiers travaux sur les cellules souches... J'avais des professeurs formidablement inspirants. Une énergie intense émanait de tous ces gens. L'année suivante, j'ai décidé de faire de la biologie mon sujet principal. Ma vie a changé de direction.

## Cette bifurcation a-t-elle été facile ?

Autour de moi, ça a été mal compris. Mes camarades physiciens considéraient que je m'égarais. L'enseignement de la physique, à Cambridge, était alors extrêmement rigide, masculin aussi, vraiment pas très ouvert. Je ne m'en rendais pas tout à fait compte, mais, avec le recul, je pense que pour la jeune étudiante sortie d'une école de filles, c'était une épreuve. Et les physiciens méprisaient les biologistes. Mon père, ingénieur, ne comprenait pas non plus. Pour lui, les sciences, c'était la physique ou la chimie. La biologie était un art. Quitte à choisir un art, mieux valait la musique.

## A-t-il quand même accepté votre choix ?

Pendant cette première année, j'ai beaucoup fait la fête. Si bien que j'ai failli échouer aux examens. Or, à l'époque, on ne pouvait pas redoubler. J'ai été sauvée par mes notes de biologie. Mon père a été tellement soulagé qu'il m'a laissée faire. Et puis, de toute façon, à la fin de la troisième année, il y a une nouvelle orientation. Un changement était encore possible.

Du reste, j'ai envisagé de bifurquer vers la médecine, sans doute sous l'influence de ma mère, infirmière. Mais j'avais un esprit très analytique, plus propice à résoudre des problèmes qu'à soigner des gens. Et puis, l'idée de repartir pour huit ans d'études m'en a dissuadée. J'ai opté pour la recherche en biologie, en choisissant la génétique car mon bon niveau de maths me permettait de ne pas être trop nulle. J'ai toujours gardé l'objectif de faire une recherche utile pour la santé des gens. Pour moi qui avais grandi dans une maison remplie de malades, c'était essentiel.

## Une maison de malades, c'est-à-dire ?

Ma mère était infirmière et elle était grecque. Elle avait quitté la Grèce à 25 ans pour échapper à sa famille qui voulait la marier. Elle est arrivée à Londres avec son diplôme et une expérience à la Croix-Rouge pour se spécialiser en anesthésie. Mais elle a rencontré mon père, ils se sont mariés, je suis née, et elle est devenue femme au foyer. Nous n'étions pas riches, mon père était ingénieur de signalisation dans les chemins de fer, mais nous avions une grande maison grâce à un héritage.

On habitait en bas et on louait des chambres dans les étages à des étudiants, des personnes âgées seules. Surtout, on accueillait des Grecs qui venaient à Londres pour se faire soigner. Ma mère les logeait, les accompagnait chez le médecin, à l'hôpital, s'en occupait. Ils avaient des maladies graves : cancers, sclérose en pla-



A Groix  
(Morbihan),  
le 5 octobre 2024.  
FRED TANNEAU/AFP

## JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI...

Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. La chercheuse revient sur la genèse de son rapport à la science

ques. Ça pouvait durer plusieurs mois, je leur laissais souvent ma chambre. Plus tard, j'ai vécu une période réellement hypocondriaque, je pense que ça venait de là.

## Comment qualifiez-vous cette ambiance ?

Alors fois joyeuse et anxiogène, parfois même tragique. Certains repartaient guéris, d'autres rentraient mourir en Grèce. C'était aussi une époque passionnée. On accueillait des exilés politiques qui fuyaient la dictature des colonels [de 1967 à 1974 en Grèce]. Avec toutes les tendances de l'opposition : royalistes, communistes proches de l'URSS, communistes prochinois. Quand ils se disputaient à table, ça me faisait peur. Je me mettais sous le canapé avec un livre. Ou alors j'allais rejoindre mon père au garage, c'était son refuge. Il y construisait des tas de choses : des petits trains mais aussi un orgue électronique qu'il a ensuite installé au milieu du salon... Je suis convaincue qu'il aurait voulu que je sois un garçon, donc il a essayé de me former comme un futur ingénieur. Mais moi, assembler des bouts de fer pour faire des trains, ça m'ennuyait.

Mon premier souvenir de cadeau, c'est un circuit électrique à assembler pour qu'une lumière s'allume. Je devais avoir 5 ou 6 ans. Il l'a déposé devant moi sur une table vide et m'a dit : « Vas-y, allume la lumière ! » Je l'ai fait, mais ce n'est pas un bon souvenir du tout, même si tout ça a sans doute forgé mon esprit scientifique. Et, ensuite, il y a eu l'école, où les sciences, les mathématiques surtout, sont devenues mon terrain de prédilection, l'endroit où mes lacunes en langue ne constituaient pas un handicap.

## Quelles lacunes ?

Je ne parlais pas anglais, du tout, jusqu'à mes 6 ans. A la maison, on parlait exclusive-

ment grec. A l'époque, allez savoir pourquoi, les médecins disaient qu'il ne fallait parler qu'une langue aux enfants, et comme j'allais acquérir l'anglais de toute façon, eh bien c'était le grec. Mon pauvre père a dû l'apprendre aussi pour communiquer avec moi. Quand je suis arrivée à l'école, j'étais complètement perdue. J'ai d'ailleurs conservé un accent très fort jusqu'à mes 10 ans. On m'a donné des cours privés, notamment en maths. Et là, ça m'a passionnée.

Je me suis mise à interroger mon père sur des questions assez fondamentales. Ça devait être quelques années plus tard, vers mes 10 ou 11 ans. Il n'en pouvait plus de ces questions auxquelles lui-même n'avait jamais réfléchi. Je suis passée de l'enfant résistante à l'enfant passionnée. Ma voie semblait tracée : ingénierie ou chercheuse. Quand je suis entrée à l'université, c'était pour faire de l'astronomie.

## Et vous basculez vers la biologie, puis vers la recherche. Etiez-vous sûre de vous ?

Non, j'ai toujours douté. J'ai toujours été convaincu que d'autres étaient plus capables, plus doués, et pourraient mieux faire. Mais, en même temps, je savais qu'en travaillant dur, je pouvais apprendre beaucoup de choses. Je l'avais fait petite, quand je ne comprenais vraiment rien, j'avais fait mes preuves. Peut-être que, finalement, c'est la condition nécessaire pour être chercheur : avoir des doutes et ensuite avoir le courage de choisir et de foncer.

## Par exemple tout quitter à 25 ans pour venir en France ?

Alors que j'avais toujours été nulle en français à l'école... Mais ça, c'était simple, j'étais tombée amoureuse d'un Français qui faisait sa thèse à Cambridge. Il a voulu rentrer faire un postdoc en France. Moi, je souhaitais faire de l'épigénétique, j'avais deux possibilités : les Etats-Unis ou la France. J'ai choisi l'Institut Pasteur, qui jouissait d'un très grand prestige en Angleterre. Quelque part, ce choix m'a sauvée. J'étais écartelée entre mon âme grecque et mon âme anglaise. Il a fallu que je vienne en France pour planter des racines et m'épanouir. Je ne suis pas sûre qu'en Angleterre, j'aurais poursuivi dans la recherche.

Vous allez vous consacrer à un sujet alors balbutiant, l'épigénétique. Pourquoi ?

J'avais fait une thèse de génétique très compliquée sur les tumeurs cancéreuses. A l'époque, on n'avait pas les outils. En quatre ans, j'ai fait ce que l'on réalise aujourd'hui en deux semaines. Surtout, travailler sur le génome de ces cellules était très frustrant car, dans chaque tumeur, ce génome est remanié, c'est un véritable chaos. Je voulais quelque chose de plus stable.

Un de mes voisins au labo, Peter Goodfellow, qui a découvert le gène responsable de la détermination des sexes, m'a dit : « Tu devrais regarder l'inactivation du chromosome X, c'est génial et très peu étudié. » Comme vous le savez, les femmes ont deux chromosomes X, quand les hommes ont un X et un Y. Or, avoir deux copies du X qui fonctionnent en même temps serait fatal pour l'embryon. Donc, dans chaque cellule, l'une des deux copies – celle du père ou celle de la mère – est inactivée très tôt dans le développement. C'est ce processus qui m'a passionnée, auquel j'ai consacré presque toute ma carrière.

Un processus épigénétique par excellence, puisque le même génome, les mêmes gènes vont s'exprimer différemment et produire des conséquences majeures, avec, pour le X, en cas de dérèglement, des effets pathologiques graves, notamment des maladies auto-immunes. Je suis donc devenue une spécialiste de l'épigénétique.

L'Institut Pasteur, puis l'Institut Curie et enfin la chaire Epigénétique et mémoire cellulaire au Collège de France : vous avez travaillé dans les plus prestigieuses institutions françaises. Vous dirigez désormais l'EMBL, à Heidelberg, en Allemagne. On est loin de la recherche, non ?

J'ai conservé un petit laboratoire, avec huit personnes. Cela me permet de nourrir ma curiosité et de garder un lien direct avec la recherche. Je pense que c'est important quand on dirige une institution, sinon on perd le contact avec la réalité. Mais avec six instituts dans cinq pays différents, des dizaines d'équipes, 29 pays qui nous financent et à qui vous devez rendre des comptes, des grands équipements, un des plus grands centres de conférence en Europe, mon travail est surtout politique. C'est parfois très satisfaisant, mais aussi éprouvant. Ça fera sept ans cette année, j'ai beaucoup appris, beaucoup œuvré, mais j'ai fait mon temps.

Avec la direction de l'Institut Francis-Crick, que vous prendrez cet été, c'est un peu un retour aux sources...

C'est à Londres, où j'ai grandi. J'ai beaucoup d'amis là-bas. Mais je resterai une étrangère, Grecque en Angleterre, Anglaise en Grèce et, même si la France m'a formidablement accueillie et que j'ai pris la nationalité au moment du Brexit, je ne suis pas complètement française non plus. Mon mari est français, mes enfants aussi, mais moi, pas tout à fait.

Vous avez pourtant déclaré que ni votre nationalité, ni votre âge, ni votre genre ne vous avaient jamais handicapée...

Pour la nationalité et l'âge, c'est vrai. Pour le genre, je le pensais, jusqu'à récemment. Mais, à la direction de l'EMBL, pour la première fois, je me suis dit que ça aurait été plus facile si j'avais été un homme. Je pensais avoir échappé à ça dans ma carrière. Eh bien non : dans certains pays, face à certains hommes politiques que je rencontre, être une femme reste un handicap. Ça m'a ouvert les yeux. J'ai eu énormément de chance dans ma vie et j'ai profité des changements positifs de notre société. Mais tout ça est réversible, comme la démocratie, et comme l'épigénétique ! Poursuivre cette évolution, c'est un travail de tous les jours.

Et l'amour des sciences, est-ce génétique, épigénétique ou culturel ?

Epigénétique, sûrement pas, même si, aujourd'hui, on a tendance à mettre de l'épigénétique partout. Génétique, peut-être un petit peu. On regarde les Curie, Joliot, Darwin, Huxley... Mais je pense que tout ça est avant tout culturel. Et encore : mon mari et moi sommes scientifiques, aucun de nos deux enfants ne l'est. Ma fille conçoit des outils d'enseignement pour ceux qui n'ont pas eu accès à la scolarité, comme les réfugiés. Mon fils est charcutier. Cela dit, il passe beaucoup de temps dans son labo. Tous les deux sont surtout des passionnés, comme nous. Si nous avons transmis ça, c'est parfait. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHANIEL HERZBERG

## S'AFFRANCHIR DES ÉTATS-UNIS

L'Europe dépend de l'économie américaine: équipements militaires, services numériques, produits financiers... Alors que Washington lui tourne le dos, saura-t-elle retrouver une autonomie stratégique et industrielle?

# Développer une industrie de défense vraiment européenne

Militairement, l'Europe ne peut pas encore se passer des Etats-Unis pour certaines capacités essentielles : satellites, renseignement, missiles... Des lacunes qu'il est pourtant possible de combler, estiment les spécialistes **Alexandr Burilkov** et **Guntram Wolff**

### Le contexte

La tension croissante entre l'Europe et les Etats-Unis, exacerbée par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2025, l'abandon des garanties de sécurité américaines et l'imposition de droits de douane punitifs contraignent l'Europe à repenser sa politique d'autonomie stratégique. Le défi, immense, passera par l'augmentation des dépenses militaires et le développement d'une industrie de défense européenne, un plan d'action technologique et le renforcement de la base industrielle du continent. Cette quête d'autonomie se matérialisera peut-être aussi par la remise en cause du statut du dollar, principale monnaie d'échange et de réserve de la planète.

**F**ace à la menace que représente la Russie pour le continent européen, le réarmement de l'Europe est une priorité urgente et vitale. Cette prise de conscience se traduit déjà par des annonces audacieuses de l'Union européenne (UE) et, en Allemagne, par la décision historique de l'Union chrétienne-démocrate, de ses alliés bavarois et du Parti social-démocrate d'exclure la défense et les infrastructures (routes, voies ferrées, etc.) des règles de discipline budgétaire inscrites dans la Constitution (le « frein à l'endettement »). La volonté politique est plus forte que jamais en Europe, où l'on commence même à estimer les forces terrestres qui seront nécessaires pour dissuader Vladimir Poutine d'une agression.

La guerre a déjà coûté cher à la Russie. Son armée est aujourd'hui plus nombreuse, plus expérimentée et mieux équipée que la force qui a envahi l'Ukraine en 2022. Fin 2024, environ 700 000 soldats russes étaient déployés sur le front. L'industrie de défense russe a fortement augmenté sa production. Elle produit ou remet à neuf environ 1 550 chars, 5 700 véhicules blindés et 450 pièces d'artillerie par an. Ainsi que des milliers de drones et de missiles à longue portée. La production a augmenté d'au moins 150 % pour toutes les catégories de systèmes d'armes.

A ce rythme, le Kremlin serait en mesure de lancer une attaque sur l'Europe si l'il le souhaite. Selon les évaluations des services de renseignement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la Russie sera prête d'ici trois ans. Dans ces

### L'ESTIMATION RÉALISTE DES BESOINS EUROPÉENS POUR REMPLACER LA PUISSANCE DE COMBAT AMÉRICAINNE SERAIT DE 300 000 SOLDATS

conditions, la priorité absolue de l'Europe est de soutenir l'Ukraine. L'armée ukrainienne est l'une des plus expérimentées au monde et constitue le moyen de dissuasion le plus efficace contre l'agression russe. L'Europe peut soutenir efficacement le pays, même s'il est difficile encore de se passer des Etats-Unis pour certaines capacités essentielles (satellites, renseignement militaire, défense aérienne à longue portée, missiles).

Sur le plan financier, l'Europe peut remplacer les Etats-Unis : elle a fourni collectivement autant d'aide militaire. L'UE ne devrait dépenser que 0,12 % de plus de son produit intérieur brut (PIB) pour se substituer au grand frère américain, ce qui n'est pas hors de portée. En cas de conflit sur le flanc est, la planification de l'OTAN prévoit que les 90 000 soldats américains présents en Europe bénéficient d'un renfort pouvant aller jusqu'à 200 000 soldats, notamment pour les forces terrestres américaines.

Donc l'estimation réaliste des besoins européens pour remplacer la puissance de combat américaine serait de 300 000 soldats et devrait se concentrer sur 50 brigades mécanisées et blindées. Celles-ci s'ajouteraient au 147 million de soldats européens en service. Equiper ces 50 nouvelles brigades serait, certes, un défi majeur pour l'Europe. Mais, pendant le mandat du chancelier Helmut Schmidt (1974-1982), l'Allemagne de l'Ouest a su rapidement moderniser la Bundeswehr face à la menace des forces soviétiques.

Ces brigades ont besoin de 1 400 chars, 2 000 véhicules de combat d'infanterie et 700 pièces d'artillerie (obusiers, lance-roquettes multiples), 1 million (au moins) d'obus d'artillerie de 155 millimètres et des milliers de drones. L'Europe devrait également se doter de capacités d'aviation, de transport, de communication et de renseignement pour la guerre des missiles et des drones. Comme les dépenses en équipements militaires ne représentent qu'environ 0,7 % du PIB européen, elles doivent fortement augmenter pour atteindre ces objectifs.

### Il faut plus de concurrence

La passation de marchés à l'échelle européenne sera cruciale, les coûts pourraient être réduits si les commandes sont groupées et la concurrence joue. Le projet de bouclier aérien European Sky Shield, essentiellement lui aussi, doit se tourner vers les produits européens, drones ou missiles. Il faut plus de concurrence entre les entreprises européennes pour les grands contrats et moins d'intervention des gouvernements dans les entreprises

elles-mêmes. Les capacités industrielles inutilisées, par exemple dans l'industrie automobile, laissent penser que la demande supplémentaire pourrait être satisfaite rapidement.

Les dépenses européennes en matière de défense, environ 2 % du PIB, devront augmenter considérablement par rapport au niveau actuel. Selon une première évaluation, une hausse de 250 milliards d'euros par an serait nécessaire pour atteindre environ 3,5 % du PIB. Cet effort pourrait être réparti à parts égales entre l'UE et les Etats, ce qui faciliterait à la fois des achats conjoints importants et des dépenses militaires nationales substantielles. D'un point de vue politique, ce dispositif devrait convenir aux pays les plus exposés à la menace russe et à ceux qui présentent des lacunes militaires importantes.

A court terme, ces augmentations de dépenses devraient être financées par la dette pour des raisons politiques et économiques. Ce financement devrait stimuler l'activité économique européenne, à un moment où la demande extérieure pourrait être minée par la guerre commerciale lancée par Donald Trump. Ces dépenses pourront aussi contribuer à la croissance à long terme par le biais de l'innovation.

Mais les budgets annuels doivent aussi augmenter de manière régulière. L'Allemagne, à elle seule, a déjà annoncé un grand programme de dépenses militaires, financé par la dette grâce à un assouplissement de la règle de discipline budgétaire. Mais il manque un véritable mécanisme européen pour promouvoir des achats communs et des programmes d'investissement européens comme dans les satellites militaires. Enfin, pour assurer une direction commune nécessaire à la sécurité de l'Europe, la coordination entre la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Pologne sera essentielle. ■

# Hugues Bersini L'IA en entreprise : les atouts de l'Europe

Le chercheur explique comment une intelligence artificielle plus sobre peut stimuler la compétitivité d'industries européennes comme l'automobile, le luxe ou les secteurs pharmaceutique et médical

Tout spectaculaires que puissent être les performances des ChatGPT et consorts, et malgré les indéniables compétitions budgétaires, à coups de centaines de milliards de dollars, auxquelles se livrent nos dirigeants, dont Emmanuel Macron, l'Europe a définitivement perdu la bataille de cette famille de logiciels, et ce, pour plusieurs raisons.

D'abord, l'essentiel des processeurs graphiques nécessaires à l'exécution efficace de ces LLM [large language model, «grand modèle de langage», un modèle d'apprentissage automatique capable de comprendre et de générer

des textes] se trouve concentré dans les mains d'un seul acteur américain, Nvidia, qui n'a de cesse d'afficher ses histoires d'amour avec les maîtres des Gafam [Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft]. Les Chinois, pour aboutir à DeepSeek, ont dû déployer des trésors de créativité cognitive afin de pallier cette pénurie matérielle.

Deux autres raisons majeures doivent être évoquées ici, liées à deux avantages compétitifs difficiles à combler face aux géants américains: d'abord, la compilation, possession et exploitation de cette base de données unique et gigantesque, provenant notam-

ment de notre utilisation intensive et obsessionnelle de leurs logiciels et plateformes, manne exclusive, domaine secrètement gardé aussi immense que précieux, et qui reste inaccessible aux potentiels champions européens.

### Logiciels plus classiques

Mais, surtout, la dernière raison tient à l'infiltration ubiquitaire de ces modèles de langage dans toutes les autres applications logicielles américaines qui font notre quotidien et nous sont devenues indispensables, tels les moteurs de recherche, les plateformes d'e-commerce, les réseaux sociaux ou les applications bureautiques, et pour lesquelles les Européens n'ont jamais réussi à proposer d'alternatives convaincantes.

Ainsi, grâce à Copilot, l'offre LLM de Microsoft, votre traitement de texte continuera tout seul un début d'écriture ou, à partir de ce même texte, produira automatiquement une présentation sur PowerPoint reprenant les messages essentiels. C'est presque à votre insu que vous vous trouverez à utiliser massivement les LLM américains sans même vous être posé la question du pourquoi et du comment.

La compétition que se livrent entre eux ces géants de la tech fait monter les enchères. Il est plus que probable que seul l'un ou l'autre survivant emportera

toute la mise. L'Europe a-t-elle donc perdu la bataille de l'intelligence artificielle (IA) d'entreprise? Non, mais elle doit considérablement repenser son utilisation en concentrant son exploitation vers les secteurs industriels et publics pour lesquels elle conserve un véritable avantage concurrentiel, comme l'automobile, le bâtiment, les secteurs pharmaceutique et médical, le luxe ou l'agriculture.

Il ne s'agit pas ici de se jeter à corps perdu sur les dernières productions en date de cette technologie, les LLM, mais bien de se contenter de logiciels plus classiques, par exemple des modèles logiques à base de règles ou des techniques plus conventionnelles d'analyse de données, plus sobres et plus simples à mettre en œuvre, mais qui peuvent déjà considérablement accroître la qualité de processus industriels complexes.



### LES INDUSTRIES EUROPÉENNES N'ONT PAS SUFFISAMMENT ENCORE RÉUSSI LEUR MUE 4.0

L'idée est d'augmenter l'intelligence de fonctionnement de ces processus par l'utilisation réfléchie et précise de solutions d'IA et d'automatisation déjà largement éprouvées. Le prix modique des capteurs et des actionneurs ainsi que des cartes électroniques Arduino ou Raspberry peut contribuer à mieux «lire», «cartographier», «comprendre», et donc améliorer le bon déroulement de ces processus complexes.

### Délire énergivore

Les industries européennes n'ont pas suffisamment encore réussi leur mue 4.0 – seules 15 % des entreprises manufacturières européennes recourent à l'IA, selon le cabinet McKinsey – quand bien même tout un écosystème IA de France est passé maître dans la mise en œuvre de ces logiciels.

Ainsi, de petites exploitations agricoles versées dans le bio peuvent largement gagner en productivité et en économie par le placement judicieux de capteurs [dispositif optoelectronique de repérage dans l'espace] et d'actionneurs (par exemple, pour l'irrigation ou le soin des végétaux) et la mise en œuvre de simples modèles logiciels (pouvant équiper des drones) qui adaptent et contrôlent les seconds en fonction de la lecture précise du terrain qui est faite par les premiers. La détection des défauts de fabrication dans des chaînes de mon-

tage automobiles ou d'autres produits, leur optimisation, ainsi que des processus automatisés de réalisation agiles et d'adaptation de l'offre à la demande, feront gagner en productivité et en économie les industries concernées. Le monde médical et pharmaceutique aura tout à gagner d'une meilleure personnalisation des traitements ou de la découverte de molécules ou de principes actifs prometteurs.

A noter que les impératifs écologiques finiront bien un jour par freiner ce délitement énergivore qui caractérise les développements les plus récents de l'IA, et redonner toutes ses lettres de noblesse aux premiers résultats de cette technologie qui prenait soin de compenser la dépense énergétique et matérielle par le pouvoir de notre imagination et de notre créativité. A l'époque, que les moins de 20 ans n'ont pas connue, la mission des informaticiens n'était pas tant de valoriser les milliards de dollars, mais bien nos milliards de neurones, a fortiori quand les LLM font tout ce qui est en leur pouvoir pour en accélérer la nécrose. ■

Hugues Bersini est directeur du laboratoire d'intelligence artificielle de l'Université libre de Bruxelles

# Natacha Valla Riposter en évitant l'escalade autodestructrice

Pour contrer les menaces de barrières douanières de Washington, l'économiste conseille à l'Europe de cesser de consacrer son épargne au financement de la dette américaine

**L**a dernière menace commerciale brandie par le président américain, Donald Trump – une salve de tarifs douaniers de 25 % sur une large gamme de produits européens et même de 200 % sur les vins –, n'est pas une pérpective diplomatique. Elle révèle une dynamique plus profonde et inquiétante : l'utilisation, par Washington, de la politique commerciale comme arme géoéconomique.

Un exercice d'apothicaire pourrait grossièrement quantifier les effets de ces 25 %. En 2023, la France a exporté pour 45 milliards d'euros de biens vers les Etats-Unis, principalement dans l'aéronautique, la pharmacie, le vin et les cosmétiques. Autant de secteurs pour lesquels la compétitivité des entreprises exportatrices serait grevée.

Une simulation macroéconomique simple (basée sur une élasticité prix aux droits de douane estimée entre -0,5 et -1,5, avec un facteur atténuant lié à la qualité des produits français, la fidélité des clients américains ou la capacité des entreprises françaises à absorber une partie des coûts supplémentaires) suggère une contraction autour de 10 %, soit une perte potentielle d'exportations de 3,5 milliards à 5 milliards d'euros par an. Le

choc serait particulièrement sévère pour l'aéronautique et pour les vins et spiritueux, qui représentent une bonne part de l'excédent bilatéral de la France.

En outre, l'instabilité économique liée à l'introduction des droits de douane est soumise à des canaux amplificateurs, car elle est enchaînée dans un paradigme hégémonique, à la fois monétaire – le dollar domine le monde – et budgétaire – les déficits publics sont massifs et chroniques.

Face à cela, comment l'Europe peut-elle riposter sans se perdre dans une escalade autodestructrice ?

La première option, étroite, est symétrique et consiste à imposer

des tarifs équivalents sur les importations américaines. Économiquement coûteux, diplomatiquement risqué, impact probablement éphémère. La seconde option est réglementaire : il est facile de durcir les normes européennes contre les entreprises américaines dans un esprit d'« œil pour œil, dent pour dent », notamment dans le numérique ou la finance.

Troisième option, industrielle. On appuie sur le champignon pour mettre en œuvre le rapport Draghi : concentration sur l'autonomie stratégique, subventions massives aux secteurs-clés, émission de dette européenne pour financer. Utile, mais long et coûteux. Quatrième option : un embargo sur la matière grise. L'Europe rapatrie ses ressortissants expatriés outre-Atlantique créateurs d'une valeur ajoutée créée au produit intérieur brut américain. Brutal.

**Couper le robinet du dollar**  
Cinquième option, monétaire : on commence par couper le robinet du dollar. L'épargne européenne finance la dette américaine. Selon la Banque centrale européenne, environ 30 % de la dette souveraine américaine est détenue par des investisseurs non américains, dont une large part européenne. Nous avons mieux à faire de notre épargne !

Fermer ce canal serait redoutablement efficace, en limitant par exemple la capacité des intermédiaires financiers européens à financer la dette souveraine américaine, à l'image de ce que font certains pays émergents. Cela provoquerait une hausse des rendements obligataires américains, ce qui augmenterait le coût du financement de l'Etat fédéral.

Le commerce mondial est extrêmement dépendant du dollar : environ 85 % des transactions mondiales impliquent le dollar, alors même que les Etats-Unis ne représentent que 10 % du commerce. Cette dépendance excessive expose l'Europe aux

décisions unilatérales de Washington, comme les sanctions extraterritoriales imposées par l'intermédiaire du système de paiements internationaux interbancaires Swift. L'Europe pourrait donc accélérer le développement d'autres systèmes de paiement, comme le projet mBridge. L'Union européenne pourrait s'en inspirer, s'y joindre ou accélérer ses propres solutions alternatives, comme l'euro numérique et le système de paiements SEPA internationalisé.

Mais, au rythme où vont les choses, les capacités mutuelles de nuisance économique pourraient spontanément se rééquilibrer. La force du dollar repose sur un équilibre fragile qui dépend du sérieux budgétaire de Washington, où le déficit fédéral explode et le plafond de la dette est sans cesse repoussé. Elle dépend également de la stabilité institutionnelle des Etats-Unis, elle aussi ébranlée ces derniers mois.

L'histoire prouve que la domination monétaire n'est jamais éternelle : l'économiste Barry Eichengreen nous rappelait que le passage de la livre sterling au dollar au XX<sup>e</sup> siècle n'était pas écrit d'avance, mais fut accéléré par des décisions stratégiques, notamment l'accumulation d'or par les Etats-Unis et des accords monétaires favorables au dollar.

Aujourd'hui, l'Europe peut accélérer une transition similaire par des initiatives très simples : augmenter les émissions d'euro-obligations pour offrir aux investisseurs une alternative aux Treasuries (les titres du Trésor américain) ou encore renforcer le rôle de l'euro dans les échanges énergétiques et commerciaux, notamment avec les pays émergents. ■

**Natacha Valla** est économiste et présidente du Conseil national de productivité

**L'ÉPARGNE EUROPÉENNE FINANCE LA DETTE AMÉRICAINE. NOUS AVONS MIEUX À FAIRE !**

# Jean-François Ponsot L'euro est une monnaie internationale incomplète

L'Europe peut-elle remettre en cause l'hégémonie du dollar ? Pas si simple, déplore l'économiste

**L**a contestation du dollar n'est pas nouvelle. Valéry Giscard d'Estaing dénonçait déjà le « privilège exorbitant » de la monnaie en 1964. Les Etats-Unis n'ont jamais caché que le système dollar reposait sur une hiérarchie internationale : « *Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème* », affirmait John Connally, secrétaire américain au Trésor, en 1971. Aujourd'hui, cette conflictualité prend une ampleur inédite. Nous sommes en guerre des monnaies pour trois raisons principales.

Tout d'abord parce que les décisions de la Réserve fédérale (Fed), la banque centrale américaine, génèrent de plus en plus un « cycle financier global » qui s'impose au reste du monde : lorsqu'elle modifie ses taux directeurs, sa politique monétaire a des effets collatéraux sur la liquidité internationale et réduit l'autonomie des autres banques centrales. Ce qui accroît les frustrations.

Ensuite parce que la multiplication des sanctions financières contre les pays qui ne respectent pas l'agenda de Washington a exacerbé la volonté de s'émanciper de l'hégémonie du dollar. Depuis la guerre en Ukraine, les dix pays du groupe des BRICS+ ont multiplié les initiatives de dédollarisation.

Enfin parce que la guerre commerciale engagée par l'administration de Donald Trump est étroitement associée à l'instrumentalisation croissante du dollar comme arme monétaire. La stratégie en apparence ambiguë du président américain, visant à la fois un dollar « fort » et hégémonique dans les relations internationales, et « faible » au niveau du taux

de change pour favoriser les exportations, n'est pas contradictoire. La puissance hégémonique du dollar et la compétitivité de son taux de change relèvent de deux registres différents. Historiquement, la dépréciation du dollar n'implique pas nécessairement l'érosion de son statut de monnaie de réserve.

En combinant guerre commerciale et guerre monétaire, Donald Trump fait le pari que les Etats-Unis sortiront gagnants au détriment du reste du monde. L'Europe ne peut s'en satisfaire. Peut-elle utiliser l'euro pour contrer cette stratégie ? Et remettre en cause l'hégémonie du dollar ? Certes, l'euro est une monnaie convertible, mais ses faiblesses structurelles pour dévenir une devise de premier rang sont nombreuses. La zone euro manque d'attractivité car sa croissance est faible ; la volonté politique d'internationaliser davantage l'euro ne fait pas consensus ; surtout, l'euro est une monnaie incomplète : il y a unification monétaire, mais les budgets restent nationaux.

## L'unité des bons du Trésor américain

L'hétérogénéité des bons du Trésor (allemands, français, grecs...) est un handicap face à la taille et à l'unité des bons du Trésor américain, qui jouent le rôle d'instrument de liquidité ultime du système international. D'autant que la Fed peut garantir la dette publique américaine, ce qui contraste avec la Banque centrale européenne (BCE) vis-à-vis des dettes publiques en Europe. Les timidités avancées vers un fédéralisme budgétaire pendant la crise due au Covid-19 et les difficultés de l'Eurogroupe pour mettre en place un emprunt commun et des financements de la défense illustrent le casse-tête européen.

La finance internationale préfère le dollar et les Etats-Unis, car les marchés de capitaux y sont plus larges et plus profonds : chacun peut y trouver le produit financier qu'il préfère. Le fossé avec l'Europe risque de s'accroître avec la vague américaine de dérégulation financière

(banques, finance, cryptos), qui pourrait drainer davantage l'épargne mondiale.

L'Europe entend se démarquer avec le lancement prochain de l'euro numérique. Ce portefeuille électronique gratuit et garanti par la BCE peut constituer une réponse stratégique à l'inertie du dollar international et offrir une alternative aux stablecoins, ces cryptoactifs privés généralement adossés au dollar et de plus en plus utilisés comme instrument de paiement, promus par Donald Trump. Mais l'industrie bancaire freine l'euro numérique, et les citoyens s'inquiètent d'une perte de confidentialité. En outre, la BCE se heurte à la réalité technique. La panne du système de paiement Target 2 survenue fin février a suscité l'inquiétude des législateurs européens. La BCE sera-t-elle en mesure, à l'avenir, d'écartier tout risque de défaillance interne ou de cyberattaque malveillante contre l'euro numérique ?

La guerre des monnaies comprend ainsi deux volets. Le premier est d'ordre géopolitique et oppose des monnaies souveraines : l'abus de position dominante du dollar ne fait qu'accentuer la fragmentation monétaire du système international, menaçant la prospérité et la paix globale. Le second volet oppose les monnaies souveraines et les monnaies numériques privées (cryptoactifs, stablecoins). Dans les deux cas, une solution globale s'impose. Sans coordination entre les blocs monétaires et une régulation au minimum, la loi du plus fort ou l'isolationnisme s'imposera, à l'instar du chaos monétaire et financier qui a prévalu lors de la Grande Dépression des années 1930 et qui a conduit à la guerre. ■

**Jean-François Ponsot** est professeur à l'université Grenoble-Alpes, spécialiste des questions monétaires internationales



## LA CHRONIQUE DE THOMAS PIKETTY

# Reprendre confiance en l'Europe

**F**ace à la déferlante trumpiste, il est urgent que l'Europe reprenne confiance en elle-même et propose à ses citoyens et au monde un autre modèle de développement. Pour y parvenir, il faut commencer par sortir de l'autodéni permanent qui tient trop souvent lieu de débat public sur notre continent. D'après la doxa en vigueur dans de nombreux cercles dirigeants, l'Europe vivrait au-dessus de ses moyens et devrait se serrer la ceinture.

La dernière version de ce discours est qu'il faudrait couper dans les dépenses sociales afin de se concentrer sur la seule priorité qui vaille : la course-poursuite avec Donald Trump et Vladimir Poutine sur les dépenses militaires.

Le problème est que tout est faux dans ce diagnostic. Sur le plan économique, la réalité est que l'Europe a parfaitement les moyens – si cela s'avère utile – de poursuivre plusieurs objectifs en même temps. En particulier, l'euro dégagé depuis des années de solides excédents de sa balance des paiements, alors que les Etats-Unis ont un énorme déficit. Autrement dit, ce sont les Etats-Unis qui dépendent de leur territoire plus qu'ils ne produisent, alors que l'Europe fait exactement l'inverse et accumule son épargne dans le reste du monde (notamment aux Etats-Unis).

Au cours des quinze dernières années, l'excédent annuel moyen atteint les 2 % du produit intérieur brut (PIB) en Europe, du jamais-vu depuis plus d'un siècle. Il s'observe en Europe du Sud aussi bien qu'en Allemagne et en Europe du Nord, avec des niveaux dépassant parfois les 5 % du PIB dans certains pays. A l'inverse, les Etats-Unis ont accumulé depuis 2010 des déficits moyens de l'ordre de 4 % de leur PIB. La France se situe à mi-chemin et affiche une balance des paiements en quasi-équilibre (avec un déficit inférieur à 1 % du PIB). La vérité est que l'Europe a des fondamentaux économiques et financiers plus sains que les Etats-Unis – tellement sains que le vrai risque est depuis longtemps de ne pas dépenser suffisamment. Plutôt que d'une cure d'austérité, l'Europe a surtout besoin d'une cure d'investissement si elle veut éviter une lente agonie, comme l'a bien diagnostiqué le rapport Draghi.

### Aucun cadre démocratique

Mais elle doit le faire à sa façon, à l'eurocentrique, en privilégiant le bien-être humain et le développement durable, et en se concentrant sur les infrastructures collectives (formation, santé, transports, énergie, climat). L'Europe a déjà dépassé les Etats-Unis sur le plan de la santé, avec un écart d'espérance de vie qui ne cesse de se creuser au bénéfice des Européens [80,6 ans en moyenne dans l'UE et 77,4 ans aux Etats-Unis, en 2022]. Tout cela en dépensant à peine plus de 10 % du PIB pour la santé du continent, alors que les Etats-Unis avoisinent les 18 %, preuve s'il en est de l'inefficacité du secteur privé et des surcoûts qu'il génère, n'en déplaise à Elon Musk et à ses brigades.

L'Europe doit continuer de soutenir ses soignants pour qu'ils poursuivent sur cette lignée. Elle a aussi les moyens de dépasser définitivement les Etats-Unis sur le plan des transports, du climat, de la formation et de la productivité, pour peu qu'elle réalise les investissements publics nécessaires.

Si cela s'avère indispensable, l'Europe pourrait aussi augmenter ses dépenses militaires. Encore faut-il apporter la preuve de cette nécessité. Consacrer des milliards d'euros à l'armée est une façon facile de montrer que l'on fait quelque chose face à la menace russe, mais rien n'indique que ce soit la plus efficace. Les budgets européens cumulés dépassent déjà largement les budgets russes. Le vrai enjeu est de dépenser ces sommes ensemble, et surtout de mettre en place des structures permettant de prendre des décisions collectives pour protéger efficacement le territoire ukrainien.

Pour financer la reconstruction du pays, il est également temps que l'Europe saisisse non seulement les actifs publics russes (300 milliards d'euros, dont 210 milliards en Europe), mais également les actifs privés, estimés à environ 1 000 milliards, l'essentiel en Europe, et dont seules quelques miettes ont été saisies à ce jour. Cela exigerait la mise en place d'un véritable cadastre financier européen permettant d'enregistrer enfin qui possède quoi sur notre continent, outil également indispensable pour lutter contre la grande délinquance et mener une politique de justice sociale et fiscale.

Il reste la question essentielle. Pourquoi l'Europe, qui regorge d'épargne et constitue de facto la première puissance économique et financière de la planète, n'investit-elle pas davantage ? Une explication classique est démographique : face au vieillissement, les pays européens préparent leurs vieux jours en accumulant des tonnes d'épargne dans le reste du monde. Il serait pourtant plus utile de dépenser ces sommes en Europe pour permettre aux jeunes générations de se projeter dans l'avenir.

Une autre explication est le nationalisme : chaque pays européen suspecte son voisin de vouloir dilapider le produit de son travail et préfère le mettre sous clé. La mondialisation commerciale et financière a nourri une profonde inquiétude – en Suède après la crise bancaire de 1992 ou en Allemagne lors de la crise postunification de 1998-1999 – et a engendré en Europe un repli vers l'épargne et le « chacun pour soi », qui n'a fait que s'aggraver après la crise de 2008.

Mais le principal facteur est d'abord politique et institutionnel. Il n'existe aucun cadre démocratique où les citoyens européens pourraient décider collectivement de la meilleure façon d'utiliser les richesses qu'ils produisent. Actuellement, ces décisions sont de fait abandonnées à quelques grands groupes et à une mince couche sociale de dirigeants d'entreprises et d'actionnaires. La solution peut prendre plusieurs formes, comme celle d'une Union parlementaire européenne s'appuyant sur un noyau dur de pays. Ce qui est certain, c'est que la demande d'Europe n'a jamais été aussi forte, et que les dirigeants se doivent d'y répondre avec audace et imagination, au-delà des sentiers battus et des fausses certitudes. ■

# Antonio Scurati

## Que sont devenus tous ces guerriers de l'Europe ?

En trahissant les valeurs de l'Occident, Donald Trump a créé un « moment de grande clarification existentielle », qui doit permettre aux Européens de retrouver leur fierté, plaide le romancier italien

**Q**ui combattront lors de nos prochaines guerres ? Ou plutôt qui combattront à notre place lors de nos prochaines guerres ? Cette question, qui planait depuis longtemps sur nos têtes – ignorée, repoussée, refoulée –, est devenue lancinante depuis la trahison de Donald Trump. Car il ne doit pas subsister le moindre doute sur ce point : le 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis d'Amérique est un traître à ses amis, à ses alliés et, surtout, aux valeurs séculaires de sa nation.

Chaque jour, désormais, on débat de la nécessité d'une « défense européenne commune », de l'augmentation des investissements voués à financer nos dépenses militaires, et même de la possibilité de déployer nos soldats le long du front ensanglé qui sépare Ukrainiens et Russes. On débat des obstacles qui empêchent l'Europe d'atteindre une autonomie, à défaut d'une impossible indépendance, dans sa défense militaire contre d'éventuelles et futures agressions, hélas de plus en plus vraisemblables (et déjà en cours). Ces obstacles sont nombreux, énormes et divers : ils sont de nature militaro-industrielle, économique, technologique, de nature stratégique, mais aussi, surtout, de nature politique.

Ce débat, tout nécessaire qu'il soit, s'obstine cependant à ignorer la principale carence européenne quant à la possi-

bilité de mener en toute autonomie une guerre défensive : l'absence de guerriers. Comme les récents massacres ukrainiens (et moyen-orientaux) l'ont, hélas, tragiquement montré, les guerres, y compris les plus évoluées sur le plan technologique, ont besoin de guerriers. Nous autres Européens de l'Ouest n'en avons pas, nous ne sommes pas des guerriers, nous ne le sommes plus.

### DU « WARFARE » AU WELFARE

Je ne fais pas allusion ici à la seule pénurie de soldats opérationnels, aussi grave soit-elle : la défense de la frontière ukrainienne exigerait le déploiement de 20 000 soldats. Or, l'Union européenne ne serait capable d'en fournir que 60 000 en trois rotations de 20 000. Je fais allusion à l'absence de combativité des peuples, pacifiés depuis huit décennies, démographiquement vieillis et profondément gentrifiés. Pour faire la guerre, fût-ce une guerre uniquement défensive, il faut disposer d'armes appropriées, mais également – et il s'agit là d'un besoin obstiné, intraitable, terrible – de jeunes hommes (et femmes) compétents, prêts et enclins à les utiliser. En d'autres termes, d'hommes résolus à tuer et à mourir.

Une donnée permet de mesurer notre inaptitude dans cette tâche, et ce n'est pas celle des effectifs nominaux de nos armées. C'est le nombre des morts : selon des estimations fiables, 300 000 combattants ont péri au cours des trois années du conflit en Ukraine, et il y a eu trois fois plus de blessés, souvent graves. Presque toute la population de la ville de Milan fauchée par la guerre. Pouvez-vous l'imaginer ? Non, nous ne pouvons même pas l'imaginer. Cela dépasse notre imagination pour la raison même que nous ne sommes plus des guerriers. Que sont devenus tous ces soldats ? [L'historien américain] James Sheehan se posait la question dans le livre qu'il a consacré à la transformation de l'Europe (*Where Have All the Soldiers Gone? The Transformation of Modern Europe*, « où les soldats sont-ils tous partis ? La transformation de l'Europe moderne », Houghton Mifflin, 2008, non traduit) : un champ de bataille

en ruine devenu une société prospère et pacifique, après avoir détourné toutes ses ressources matérielles et morales du « warfare » [*la guerre*] vers le welfare [*bien-être*]). Mais la formulation la plus exacte de cette question sonne plutôt de la sorte : que sont devenus tous ces guerriers de l'Europe ?

En effet, dans notre histoire millénaire, la guerre n'a pas seulement été un métier, une constante tragique, un instrument de pouvoir, elle a également été l'art (l'ensemble de techniques, de méthodes, d'inventions et de talents) qui a mu l'histoire de l'Europe et, dans le même temps, le récit qui a défini l'identité des Européens. Au cours des siècles, notre terre a constitué un rocher euroasiatique peuplé de guerriers féroces, formidables, fiers et victorieux. Parmi toutes les inventions européennes qui ont façonné le monde moderne, celles qui se rapportent au domaine de la guerre – les inventions technologiques, tactiques et culturelles – ont probablement été les plus efficaces et les plus influentes.

Mais la guerre de nos ancêtres européens n'a pas seulement été le domaine de la force, elle a aussi été le lieu de genèse du sens : *[de la ville grecque]* de Marathon au Piave [*fleuve de Vénétie*], les Européens ont combattu (et vécu) en se montrant fidèles au récit qu'ils s'attendaient que l'on fasse de leur bataille (et leur vie). Depuis Homère jusqu'à Ernst Jünger [*écrivain allemand, 1895-1998*], notre civilisation est allée jusqu'à voir son propre fondement dans le combat armé frontal, mortel et décisif, parce qu'elle a trouvé dans la guerre héroïque l'expérience planétaire, l'événement fatidique, le moment de vérité, où les formes de la politique, les valeurs de la société se sont créées, et où les destins individuels et collectifs se sont décidés.

L'apocalypse en deux temps des guerres mondiales a extirpé cette tradition millénaire. Cette rupture a été à son tour radicale et violente. Avec l'expérience annihilatrice des tranchées pendant la Grande Guerre, les concepts de gloire, d'honneur et de courage perdirent, pour la première fois en l'espace de millénaires d'histoire, toute signification lorsque l'homme européen parvint à la conclusion qu'il n'y avait rien au monde pour lequel il valût la peine de mourir. Soudain, comme l'écrit Blaise Cendrars [1887-1961], « Dieu [était] absent des champs de bataille ».

### L'OBSCÈNE SPECTACLE DE TRUMP

C'est alors que naquit le roman pacifiste, une innovation absolue dans le panorama des créations humaines. L'hécatombe de la seconde guerre mondiale, déclenchée par le sursaut belliciste des fascismes, creusa encore plus profondément et de façon définitive ce fossé qui nous sépare de notre histoire atavique. Il en résultea une mutation rien de moins qu'anthropologique, au niveau profond des structures de l'expérience humaine et de l'organisation sociale. La révélation ultime de l'absurdité de la guerre imprima dans notre conscience la marque d'une réticence mêlée d'ironie, d'un désenchantement du monde, veiné de mélancolie. Ce ne fut pas seulement une décadence. Ce fut un saut de civilisation. Les grandes



**LE PACIFISME A CONSTITUÉ UNE RÉVOLUTION CULTURELLE, IL CONVIENT DE LE MÉDITER, DE LE RESPECTER, MAIS IL NE POURRA JAMAIS DEVENIR UNE PLATEFORME POLITIQUE**

conquêtes européennes, et uniquement européennes, du second après-guerre (le droit à la santé et à l'éducation pour tous, le dépassement du machisme et du racisme, le développement d'une conscience pacifiste et environnementaliste, pour n'en citer que quelques-unes) rythment notre avancée régressive vers des formes de vie qui étendent à tous les âges les soins aimants réservés à l'enfance, voire les priviléges embryonnaires de protection et de nourriture. Telle est la civilisation : le grand utérus extérieur.

C'est ainsi que l'on devient humain : en se dépouillant de la dureté, certes, mais en lui faisant monter la garde devant sa porte. En reniant la guerre, nous ne sommes pas seulement devenus inaptes à la guerre, nous sommes également devenus meilleurs. Le spectacle obscène de la méprisable brutalité que le président des Etats-Unis d'Amérique vient d'exhiber en mondovision nous le rappelle et nous le confirme. Devant lui, nous vivons un moment de grande clarification existentielle, nous retrouvons notre fierté d'être européens, d'être différents.

Il reste le fait que nous ne sommes plus des guerriers. Le pacifisme a constitué une révolution culturelle, il convient de le méditer, de le respecter, mais il ne pourra jamais devenir une plateforme politique. Pour toutes ces raisons, étant acquis définitivement le rejet de toute guerre aggressive, nationaliste et impérialiste, l'imminent 80<sup>e</sup> anniversaire de la libération du « nazi-fascisme » devrait constituer un passage crucial afin que l'Europe recouvre son esprit combatif et, avec lui, le sens de la lutte. Ce fut la dernière fois où nous autres Européens de l'Ouest avons été des guerriers. La résistance antifasciste nous rappelle pourquoi nous avons rejeté la guerre, mais elle nous apprend aussi les raisons de nous préparer, si nécessaire, à la faire. ■

Cette tribune, parue dans « *La Repubblica* », est traduite de l'italien par Nathalie Bauer



**DANS NOTRE HISTOIRE MILLÉNAIRE, LA GUERRE N'A PAS SEULEMENT ÉTÉ UN MÉTIER, UNE CONSTANTE TRAGIQUE, UN INSTRUMENT DE POUVOIR, ELLE A ÉGALEMENT ÉTÉ L'ART QUI A MÛ L'HISTOIRE DE L'EUROPE**

**Antonio Scurati**, écrivain italien, est l'auteur de « *M. L'enfant du siècle* » (Les Arènes, 2020), premier de ses volumes sur Mussolini. *Le quatrième*, paru en octobre 2024 en Italie, est en cours de traduction aux éditions Les Arènes. *Le cinquième* doit paraître en avril.



## LA RÉPUBLIQUE SOUS TENSIONS

Un hors-série du « Monde » - 100 pages - 12,50 €  
Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)

**M** en vente  
actuellement

## En kiosque



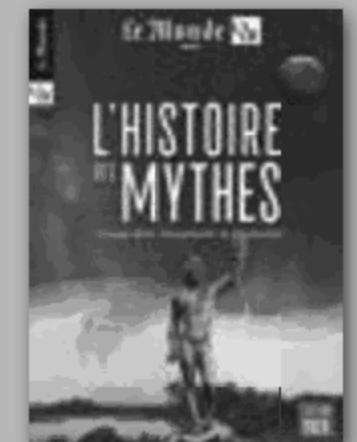
Hors-série



Hors-série



Hors-série

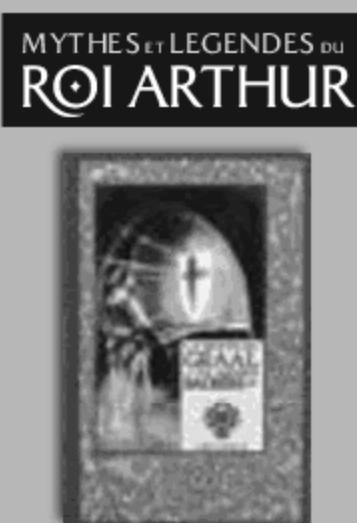


Hors-série



Hors-série

## Collection



Actuellement en vente,  
le volume n° 6  
LA QUÊTE DU GRAAL  
ET LES ARMES SACRÉES

## Nos services

### Lecteurs

#### Abonnements

Sur [abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)

Par tél. au 03 28 25 71 71  
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

#### Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS  
[www.souscription.fr](http://www.souscription.fr)

**Le Monde**  
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)**

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

carnet@mpublicite.fr  
<https://carnet.lemonde.fr>

### AU CARNET DU «MONDE»

#### Anniversaire de naissance

**Claudia.**

Trente ans aujourd'hui que le monde t'a vue naître, et que tu lui apportes ta douceur et ta sagacité et à moi, tellement plus encore !

Que cette journée te soit douce, prélude à de nouvelles aventures.

#### Décès

Paris. Asnois.

Florence Bary-Moineau et ses enfants, Nicole Bary, François et Sylvie Bary et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès du

**docteur Marc BARY,**

survenu le 10 mars 2025, à Clamecy (Nièvre).

cmjbary@gmail.com

M. et M<sup>e</sup> Jean et Marie Jeanne Bourdieu-Guedj, son frère et sa belle-sœur,

M. Christophe Le Pouhalec et M<sup>e</sup> Delphine Caudron-Bourdieu, ses neveux,

M<sup>e</sup> Francine Sudaka,

sa belle-sœur,

M. et M<sup>e</sup> Paul et Jeannette Gaulin, ses cousins,

M<sup>e</sup> Myriam Kozlowski,

M<sup>e</sup> Chantal Thévenin

Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>e</sup> Renée Anna BOURDIAU, divorcée RAPPOROT,**

survenu le 9 mars 2025, des suites d'une longue et cruelle maladie qu'elle a affrontée jusqu'au bout.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

La famille tient à remercier les hôpitaux de Paris, Tenon et Bretonneau.

Amy, son épouse,

Martin et Anne, Bastien et Lola, ses fils et leurs épouses,

Jules, Benjamin, Antoine, Alice, Prune,

ses petits-enfants,

la mère de ses fils, Laurette Jancovici,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu à l'âge de quatre-vingts ans, de

**Dominique COLAS,** professeur émérite de science politique à Science-Po Paris, chercheur au CERI (Centre de recherches internationales).

La cérémonie se déroulera le 19 mars, à 16 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Les condoléances peuvent être adressées au 49, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris.

(Le Monde du 15 mars).

Francis Cousté, son mari,

Jean-Frédéric et Sandrine,

Grégoire et Cécile,

ses enfants,

Amaury et Stella,

Édouard et Charlotte,

Geoffroy, Sibylle et Théo,

Ainhoa, Elias, Thaïs,

ses petits-enfants,

Rémi,

son arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

**Édith COUSTÉ,**

survenu le 23 février 2025, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

M<sup>e</sup> Agnès Danis, son épouse,

Marie, Anne, Jean, ses enfants et leurs conjoints,

Mathilde, Jeanne, Maxime, Zoé et Olympe,

ses petits-enfants,

Clarie et Véronique,

ses sœurs,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Martin DANIS,** professeur émérite à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris 13<sup>e</sup>, membre

de l'Académie de médecine,

survenu le 12 mars 2025, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 20 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris 6<sup>e</sup>.

**Hélène FABRE**

est partie sereinement dans l'après-midi du dimanche 23 février 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix-neuf ans.

Ses enfants, petits-enfants et leurs conjoints, et ses arrière-petits-enfants vous disent toute leur reconnaissance de vous imaginer avec nous par vos pensées et votre affection.

Valérie Fabre,  
11, rue des Minimes,  
65500 Vic-en-Bigorre.

La comédienne

**Suzel GOFFRE**

nous a quittés le 20 février 2025.

Un Adieu a eu lieu à Saint-Germain de Charonne, Paris 11<sup>e</sup>, le vendredi 14 mars, à 10 heures.

Iris et Luc De Backer, Ferit et Karine Gündogar-Lemasson, Carole et François Taithe, ses enfants et beaux-enfants,

Noémie et Florian, Gabrielle, Briac, Matthias, Annabelle, Romane, Victoire, Tristan et Marine, ses petits-enfants et beaux-petits-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**Dorothea Renate GÜNDÖĞAR,** née SCHMIDT,

survenu le samedi 8 mars 2025, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Elle a rejoint son époux bien-aimé,

Ahmet GÜNDÖĞAR.

Elle laisse derrière elle un héritage d'amour et de bienveillance qui continuera à vivre dans nos cœurs.

« Die Liebe höret nimmer auf. »

« L'amour ne finit jamais. »

La cérémonie d'hommage aura lieu le mercredi 19 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Meudon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>e</sup> Nicole Lefèvre, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Lefèvre, Guillemin, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>e</sup> Pierre LEFÈVRE,** président honoraire de la Chambre interdépartementale des notaires de Versailles,

survenu le 11 mars 2025, à Nantes, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 17 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Philbert, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Philbert, à Noirmoutier-en-l'Île.

Pompes funèbres Inmemori, Tél. : 02 22 44 40 12.

Nous avons la tristesse de faire part du décès de

**Thierry MOREAU,** directeur de recherche et des unités Inserm U472 et U780,

survenu le 7 mars 2025, à l'âge de soixantequinze ans.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Saturnin, à Antony, le 17 mars, à 14 h 30.

De la part des collègues et amis des laboratoires Inserm d'épidémiologie et biostatistique de Villejuif. Nous gardons le souvenir de sa sagesse, de sa générosité, et de son sourire.

Nos pensées vont à sa famille.

### Souvenir

**François Marcel Bernard DJUARDIN**

(† 14 mars 2021, à Nîmes).

Quatre ans déjà mon François. Hier, le 14 mars à zéro heure dix-huit minutes ton corps a lâché prise. Les dégâts qui lui avaient été assénés étaient irrécupérables. Ta détresse avait commencé à 19 h 20, une heure après mon départ de l'hôpital. Nous nous aimons beaucoup a été notre au revoir. A demain le chat, tu m'as dit. On s'est embrassé. Nous avons tout fait pour essayer de le sauver, m'a dit le chirurgien à une heure du matin. Il y a quatre ans. Ce n'est pas vrai. Il a tout fait pour t'amener là où tu es, une urne bien froide. C'est ce que la commission d'experts a conclu. Le diagnostic était erroné, la décision de te soumettre à une telle intervention si brutale et risquée n'était pas justifiée. Je me suis battue, pour toi et pour moi. Comme tu l'aurais fait.

Je t'aime François. Tu me manques tellement.

Ton Amalia.

### Mémoire

#### In memoriam

Il y a trois mois, le 17 décembre 2024, nous quittait

**Monique, Clémence GAJAC,** née le 12 juillet 1936, à Toulouse, documentaliste.

Elle repose désormais auprès de ses parents au cimetière de Couthures-sur-Garonne (Lot-et-Garonne).

Monique.gajac47@gmail.com

### Colloque

**BnF Bibliothèque nationale de France**

Trentième anniversaire de la BnF / François-Mitterrand

Journée d'étude internationale « *Imaginer une bibliothèque pour l'avenir* »

lundi 31 mars 2025, de 9 h 30 à 18 heures Grand auditorium de la BnF, Paris 13<sup>e</sup>, entrée gratuite Réservation conseillée.

• Conférence inaugurale par Dominique Perrault, architecte de la BnF / François-Mitterrand

• Regards de grands témoins sur les trente ans du site François-Mitterrand

• « La BnF, réalisation inspirante : l'exemple de la Bibliothèque nationale du royaume du Maroc

• « Construire de manière responsable, conserver de manière durable »

• « La bibliothèque, forum des savoirs »

• Des lieux hybrides : des technologies numériques au service des collections et des publics »

• Conférence de clôture, par Alberto Manguel, écrivain.

Programme



**HUMANITÉS** | CHRONIQUE  
PAR PHILIPPE BERNARD

## L'Europe, nouveau « monde libre »

**S**ans précédent depuis 1945...» Qu'il s'agisse de l'ordre mondial, du principe d'intangibilité des frontières ou du lâchage des Européens par les Américains, jamais cette année 1945 qui marque la fin de la seconde guerre mondiale n'a autant servi de référence pour comprendre les bouleversements historiques que nous vivons. Or, ce millésime correspond aussi à l'époque où, après la victoire sur le nazisme, les démocraties d'Europe de l'Ouest se sont «reconstruites par le droit», selon l'expression de la juriste Aurora Gaillet à propos de l'Allemagne. L'exigence du «plus jamais ça» a inspiré toute une architecture d'institutions nationales et internationales destinées à refondre les systèmes politiques et les relations entre Etats sur la base du respect de droits humains fondamentaux, dont le mépris avait précipité le continent dans la catastrophe.

La protection des individus contre l'arbitraire, l'égalité devant la loi, la séparation des pouvoirs, le principe de légalité, autrement dit la soumission de l'administration aux lois, elles-mêmes respectueuses de la Constitution et des droits humains, ne sont pas des exclusivités européennes. Mais ces principes ont apporté, précisément depuis 1945, avec de lourdes exceptions comme les guerres coloniales, un acquis inestimable : la paix sur le continent. Une expression qui a servi d'étendard aux opposants aux régimes d'oppression de l'Espagne franquiste, de l'URSS et de ses satellites d'Europe de l'Est s'est imposée pour désigner ce bloc juridique garant des démocraties pluralistes : l'«Etat de droit».

Sila réélection de Donald Trump marque une clôture dans l'après-1945, c'est qu'elle scelle une alliance de fait avec Vladimir Poutine non seulement pour démanteler les instances de coopération internationales, mais pour faire éclater une puissance jugée hostile : l'Union européenne (UE). Pour y parvenir, le président américain, à l'instar de son homologue russe, mise sur une prise du pouvoir par l'extrême droite chez les Vingt-Sept, comme en atteste le discours de son bras droit, J. D. Vance, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité mi-février. Face à la révolution en cours destinée à substituer la force à l'Etat de droit, l'Europe, prise en étau entre une Russie autoritaire et des Etats-Unis en pleine reconfiguration illibérale, doit reprendre le flambeau du «monde libre».

Encore faudrait-il que sur le Vieux Continent lui-même prévale l'idée qu'il n'existe pas de démocratie et de liberté sans Etat de droit. «La démocratie repose sur la concurrence des idées qui, pour s'exercer, exige elle-même le respect de règles, dont la mise en œuvre nécessite un arbitre, un juge», résume Aurélien Antoine, professeur de droit public à l'université Jean-Monnet - Saint-Etienne. Ce système de poupées russes qui fait du droit et de la justice des éléments consubstantiels à la démocratie signifie que «toutes les personnes et toutes les autorités de l'Etat (...) doivent être liées par les lois et en tirer bénéfice», selon la formule de Tom Birmingham,

**LES DROITS ET LIBERTÉS PROTÉGÉS PAR L'ÉTAT DE DROIT SONT UN TRÉSOR POUR CHACUN D'ENTRE NOUS**

## LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT DOIT RESTER UNE PRIORITÉ

### ÉDITORIAL

M

**D**eux mois après l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, l'attaque de son administration contre la transition écologique est d'une rare violence : promesse de réouverture de centrales à charbon, facilitation de la production de pétrole et de gaz, entrave aux énergies renouvelables, offensive contre les véhicules électriques, procédures pour démanteler les normes environnementales, sortie de l'accord de Paris sur le climat. Le 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis, un climatosceptique qui qualifie le réchauffement de «canular», frappe vite et fort.

Cette purge passe également par une démolition des connaissances scientifiques sur le climat, avec à la clé des licenciements massifs, des coupes budgétaires, des programmes gelés, l'interdiction faite à des

chercheurs de participer à des congrès. «Nous entrons dans un âge d'or de l'ignorance», s'alarme, à juste titre, l'historien américain des sciences Robert Proctor.

Une première offensive avait été menée en 2017, lors du précédent mandat de Donald Trump, contre laquelle de nombreux pays étaient parvenus à faire bloc. Aucun n'avait suivi les Etats-Unis pour sortir de l'accord de Paris, l'UE s'était engagée vers la neutralité carbone.

Cette fois, hélas, des dégâts bien plus importants sont à craindre : premier pollueur historique, deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre, premier producteur de pétrole, les Etats-Unis entrent la lutte mondiale contre le réchauffement climatique au moment où la fenêtre pour espérer tenir les objectifs de l'accord de Paris est en train de se refermer. Non seulement ils ne pourront respecter leurs objectifs climatiques pour 2030, mais ils freinent la transition dans les pays en développement en cessant leur aide financière, et risquent d'alimenter la montée des climatosceptiques.

En huit ans, le contexte a en effet radicalement changé. Les guerres en Ukraine et à Gaza, les tensions sur les prix de l'énergie, l'austérité budgétaire ont mis à mal le multilatéralisme, y compris sur le climat. Dans de nombreux pays, la prise de conscience écologique, au lieu de monter en puissance, est devenue impopulaire et a ali-

menté les contestations contre les normes. En France, des opérateurs environnementaux et des instituts de recherche ont été murés par des agriculteurs, des ONG qualifiées de «terroristes», le terme d'«agroécologie» a disparu de la loi d'orientation agricole. En Europe, la loi sur la restauration de la nature a été édulcorée, les directives sur le devoir de vigilance et sur la transparence des entreprises quant à leur impact environnemental et social ont été reportées. Rien ne garantit que le nouvel objectif de réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre en 2040 sera adopté par les Etats et les eurodéputés.

À l'heure où l'Union européenne cherche à renforcer sa souveraineté, reléguer l'environnement au second plan constituerait une faute lourde. Au même titre que la défense, l'investissement dans les énergies propres contribue à réduire son état de dépendance face à la Russie et aux Etats-Unis. Il permet de ne pas laisser le monopole de l'innovation à la Chine, leader des énergies décarbonées. Il est la condition du mieux-vivre. Partout, sur la planète, la répétition d'événements climatiques extrêmes affectant la sécurité, la santé et la prospérité des populations sont la démonstration que, sans sécurité climatique, la sécurité en Europe sera impossible. Plutôt que de renoncer face aux blocages, les dirigeants doivent avoir pour seul objectif de les surmonter. ■



**TOD'S**

TODS.COM

# L'époque

Le Monde

4

## ÉTHIQUE

L'IA est-elle morale?

Les robots conversationnels commencent à fournir des réponses sacrément pertinentes à nos questions existentielles

5

## SEXUALITÉ

L'amour, la maladie

Le long chemin des personnes atteintes d'une pathologie chronique pour reconquérir leur vie intime

6

UN APÉRO AVEC...  
Les Bodin's

Le duo comique et engagé revient sur les écrans avec « Les Bodin's partent en vrille ». Un succès annoncé qui ne leur fait pas perdre de vue les maux des campagnes



Oyez, oyez : la France des banquets et des bons plats à l'ancienne est de retour ! Mais derrière la convivialité revendiquée, le patriotisme de la fourchette pointe le bout de son nez

CLAIRE PAYEN POUR « LE MONDE ». STYLISME CULINAIRE SOPHIE DUPUIS-GAULIER

# Culture ripaille

ENQUÊTE

2

# La revanche des viandards

Sur les réseaux sociaux ou dans les bistrots branchés, la tendance est à la côte de boeuf, aux pâtés en croûte et aux gueuletons rabelaisiens. Une nostalgie du terroir et de la convivialité qui, sous le couvert de l'authenticité, prend parfois des accents réactionnaires

Par Audrey Parmentier  
et Victoire Radenne

**P**orts de volailles dessinées au fusain, trophées de chasse et énorme frigo rempli de carcasses : bien arrivé chez Gueuleton, le temple de la ripaille niché dans le cossu quartier parisien de Saint-Germain-des-Prés. Sur le comptoir, une trancheuse à jambon attend son heure de gloire. A côté, un plateau de fromages odorant titille le nez des clients. Dans un salon rustique chic aux poutres apparentes, les premiers convives s'attablent et consultent un menu en simili cuir en picorant le saucisson offert. « La carte change tous les mois », annonce fièrement le serveur, tandis qu'une chanson de Bala-voine tourne à fond. A l'intérieur de cet établissement ouvert en mai 2024, des plats traditionnels quasi tous estampillés français : carré d'agneau, côte de cochon ou encore T-bone de veau de 300 grammes. Ici, pas de choix végétariens, mais de la barbaque à gogo. Lisiées sur une ardoise géante, les pièces de viande à partager alimentent les discussions. « Tu aimes la chair persillée ? », demande un père à son ado perplexe.

A la table d'en face, un quinquagénaire s'étrangle lorsqu'il apprend que son gendre n'apprécie pas le vin : « Mais tu n'en bois pas du tout, Amaud ? » Heureusement, les 1500 grammes de bœuf holstein à 110 euros le kilo mettent tout le monde d'accord. Originaire de Touaine, la famille profite d'une escale à Paris pour dîner chez Gueuleton. « Depuis le temps que je voulais leur faire découvrir ce restaurant ! », s'enthousiasme le chef de bande. L'amateur de bonne chère, qui hésite entre les œufs mayo et la poitrine de cochon en entrée, apprécie la mise en avant du terroir, qu'il trouve trop rare. Près du comptoir, deux vingtaine en chemise bleue, raie sur le côté, se délectent d'une « viande excellente ». Une serveuse glisse en souriant : « Certains jeunes s'amusent à faire des rallyes en testant tous nos restaurants. »

A rebours des discours encourageant la réduction de la consommation de viande pour des raisons diététiques et environnementales, l'enseigne Gueuleton assume son ADN : manger sans compter. Et le succès est au rendez-vous, avec 27 établissements en France et en Belgique, 300 employés, un service traiteur, un élevage de porcs gascons et une

websérie. S'ajoute à cela un magazine trimestriel, apparu en 2020 dans les kiosques, tiré entre 15 000 et 20 000 exemplaires. Comptez 7,90 euros pour tout savoir sur la saucisse ou le pâté en croûte. A noter que le chiffre d'affaires global de toutes les activités Gueuleton s'élève, lui, à 45 millions d'euros hors taxes pour l'année 2024. Consécration suprême : le directeur des trois dernières saisons de la « Star Académie », Michael Goldman, en a fait son « resto de quartier préféré ».

A l'origine de cette *success story*, Vincent Bernard-Comparat et Arthur Edange, deux ex-colocataires originaires du Sud-Ouest. « Nos restaurants, c'est de la musique, des plats canaille et surtout ne pas avoir peur de manger un bout de gras », résument-ils en chœur. Leur aventure culinaire démarre en 2012 avec l'organisation de banquets « rabelaisiens » à Bordeaux. « Le cochon de lait, ça ramène du monde ! », dit en souriant Vincent, qui se destinait pourtant à des études d'hôtellerie. Plus que la cuisine, le tandem revendique ses racines rurales, jusqu'à en faire leur marque de fabrique. « On veut défendre notre identité, nous qui avons grandi au milieu de la nature, de la pêche et de la chasse », insiste Arthur Edange, fils de producteurs d'armagnac et de prunelles d'Agen, dans le Gers.

Depuis quelques années, la cuisine roborative du terroir sort du placard. Rien que sur M6, l'émission diffusée en fin d'après-midi « La meilleure cuisine régionale, c'est chez moi ! » réunit près d'un million de téléspectateurs. En tête d'affiche, Norbert Tarayre, qui met sa gouaille et sa franchise au service du programme. « Nous, ce qu'on vient chercher, c'est une tradition », martèle l'ex-candidat de « Top chef », en dégustant un « oreiller de la Belle Aurore » [spécialité de pâté en croûte de la taille d'un oreiller, à base de volaille, de cochon, de gibier, de morilles et/ou de truffes] ou un poulet auvergnat [pâté composé de farine, d'œufs, de lait, de feuilles de blette, de lard et de pruneaux]. Tant pis si l'éloge autour de la popote de grand-mère sent parfois un peu le renfermé. « On observe un grand retour aux valeurs, à la tradition et au régressif », constate Bernard Boutboul, président de Gira, un cabinet de conseil spécialisé dans la restauration hors domicile.

Si 41 % des Français disent avoir réduit leur consommation de viande en 2023, selon Gira, ils se rattrapent dans les brasseries. « Ils mangent de plus

en plus de viande hors du domicile, environ un repas sur trois en est composé au restaurant », reprend Bernard Boutboul. Et l'offre s'adapte : « De nombreux établissements, inspirés par Gueuleton, misent aujourd'hui sur l'aspect généreux », détaille François Blouin, président fondateur de Food Service Vision, cabinet d'intelligence économique de la filière restauration.

Pierre Mouquet, gérant de Bonvivant, au cœur du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ne connaît pas la crise. « Depuis son ouverture, en 2015, le restaurant est en croissance ! », se réjouit le quadragénaire normand, refusant de donner ses chiffres. Ici, pas de têtes de cerf qui vous regardent déjeuner, mais « cette cuisine de plaisir, régressive, avec une bonne sauce et une tranche de pain qui vient caresser la porcelaine », décrit-il, volubile. A l'instar de ses confrères de Gueuleton, Pierre Mouquet vole un culte à la tambouille ancestrale dont la figure de proue serait le jambonneau de sa grand-mère. Une bonne raison de ne pas bouder les protéines animales : « Ça fait partie d'un patrimoine français connu dans le monde entier. On a toujours partagé des côtes de bœuf. »

Nora Bouazzouni, journaliste, spécialiste de l'alimentation, nuance : « Nous n'avons pas toujours mangé autant de viande, car elle s'est démocratisée pendant les "trente glorieuses". Idem pour le fromage, qui débarque sur la table des Français au XIX<sup>e</sup> siècle. » L'autrice de *Steaksisme* (Nouriturfu, 2021) considère que la viande a été progressivement élevée au rang de « totem culinaire intouchable », alors que l'Hexagone tentait de se façonner un « mythe gastronomique ». Si le steak est statistiquement moins présent dans les assiettes aujourd'hui (selon le rapport Agreste 2024 du ministère de l'agriculture, en vingt ans, la consommation moyenne de viande par habitant a reculé de 5,8 % en France, recul touchant les viandes bovines, ovines et porcines), il s'est trouvé ces dernières années érigé en véritable fétiche, devenant le véhicule de valeurs identitaires en même temps qu'un appendice de virilité.

« Le steak permet de performer le genre masculin. Manger une entrecôte, c'est une façon d'incorporer la force de l'animal », indique Nora Bouazzouni. L'amour de la bidoche chez les hommes se vérifie en quelques chiffres : ils mangent 50 % de plus de charcuterie que les femmes et près de deux fois plus de viande (hors volaille), d'après la dernière étude individuelle nationale des consommations alimentaires, dévoilée en 2017 par l'Agence nationale de sécurité sanitaire. Pas étonnant que la marque Charal adopte une voix d'homme rugissant en guise de jingle ou que la chaîne Hippopotamus surfe sur la Coupe du monde de rugby, en 2023, pour remplir ses restaurants.

L'excès revendiqué, présenté comme une saine réaction à l'hygiénisme de l'époque, est le plus souvent une affaire d'hommes, à en croire la chaîne ultratestostéronée « Gueuleton des bons vivants » (220 000 abonnés sur YouTube). Entourés de comparses masculins, Arthur Edange et Vincent Bernard-Comparat tirent des canards, picolent de la Salers, une liqueur de gentiane du Massif central, et s'empifrent de charcuterie. « Certains visitent la tour Eiffel, nous, on préfère goûter [ce qu'il y a dans] les séchoirs à jambon », plaisante Vincent devant la caméra. Cigare à la main et « digo » dans le gosier, ils font bombe entre deux parties de chasse à la palombe. « On les relâche », promettent-ils dans un épisode avant d'en passer une au four.

D'autres influenceurs « terroir » cultivent l'amour du gras, avec, en toile de fond, un chauvinisme passiste à la sauce « avant, on savait vivre ». C'est le cas de Timothée Martin, alias Grand Gaulois (134 000 fidèles sur YouTube, 475 400 sur TikTok), trentenaire nostalgique des années 1950 qui, entre autres activités, chante *Ah que nos pères étaient heureux*, décèpe un coq ou prépare de la terrine de sanglier. Même ambiance bonne franquette chez @les moustachusenbadrouille (96 000 abonnés sur Instagram) : ces trois adonis portant mariquière et bérét sillonnent le « plus beau pays du monde » tout en se gavant de victuailles. « Pas mal non ? C'est français », disent-ils en préambule de chaque post.

Contrairement aux influenceurs identitaires qui les ont précédés sur les réseaux sociaux et dont le projet politique d'extrême droite est ouvertement affirmé, on est là dans une mise en exergue d'un « lifestyle à la française » magnifié, que l'on suppose menacé par le mondialisme, la société de consommation et l'évolution des mœurs. « Make the magret de canard great again » pourrait en être le slogan subliminal. Mais ces

## LE CHIFFRE

83,5

En 2023, la consommation moyenne de viande par habitant était de 83,5 kilos, soit une diminution de 1,7 % en moyenne en France par rapport à 2022, selon les données d'Agreste, le service statistique du ministère de l'agriculture. Cependant, les Français renforcent leur appétit pour la volaille (+ 3,7 %), moins émettrice de gaz à effet de serre. Parallèlement, seulement 2,2 % de la population avait adopté un régime végétarien ou végétalien en 2020, loin du raz de marée supposé, d'après un sondage IFOP.

paysages rustiques et ces explications sur l'histoire de la chartreuse servent parfois une idéologie plus ouvertement réactionnaire. Retour aux sources (@retour\_sources, 34 700 abonnés sur Instagram), animé par Mathis, un «*campagnard influençeur*», ne se contente pas de vanter «*le terroir et les traditions françaises*». Il râille les mangeurs de tofu, qualifie les végétariens de «fragiles» et s'affiche parfois en compagnie d'influenceurs d'extrême droite.

Pour Nora Bouazzouni, cette promotion idéologisée de la ripaille est la manifestation d'une forme de «*gastronationalisme*» où la cuisine devient un outil d'affirmation identitaire. Philippe Goetzmann, consultant spécialiste de l'industrie agroalimentaire, nuance : selon lui, l'*«image réactionnaire»* des mouvements «ripaille» refléterait un pan de la société qui se sentirait «menacé dans ses traditions et son identité, face à un discours médiatique anti-viande». Pèle-mêle, il cite une poignée d'élevages ou de boucheries «attaquées» par des mouvements végans. Des actions ultramoritaires, loin d'attenter aux intérêts des filières carnées, qui ont toutefois pu frapper les esprits.

Même s'il possède une dimension défensive, on ne peut pas réduire cet engouement hétérocrite pour la blanquette de veau et les tubes de Michel Delpech à une stratégie machiavélique d'idéologues de la fourchette ayant repris à leur compte le concept d'hégémonie culturelle développé par Antonio Gramsci. Le désir de partager un bon moment, la volonté de puiser ce qu'il y a de valable et de réconfortant dans nos racines ne font pas automatiquement de vous un réactionnaire. «*Au contraire, les nouvelles générations remettent en avant tous les plats de nos grands-mères et redorent le blason de la cuisine française*», défend Pierre Mouquet. Lui rejette toute récupération idéologique dans ses fourneaux : «*je connais certains influenceurs identitaires qui sont venus dans mon établissement, mais je ne partage pas leurs idées (...). On peut être un bon vivant et être fier de nos traditions culinaires sans être encarté au Rassemblement national*». Même ligne chez Gueuleton, qui assure n'avoir aucun lien avec des figures d'extrême droite. «*On ne les connaît pas. Tout le monde pense qu'on est identitaires, alors qu'on fait juste notre métier de restaurateur*», répond Vincent, visiblement irrité.

Si elle n'a, en soi, rien d'idéologique, la félicitisation de la protéine animale peut conduire à une certaine forme d'intolérance à l'égard des autres modèles d'alimentation. Chez Gueuleton, si on jure ne pas vouloir «*politiser la gastronomie*», on assume certaines prises de position : «*Il y a eu une vague hygiéniste dans nos assiettes, et je n'ai pas envie de voir le mot "végétarien" ou "végan" sur notre carte. Ce serait même intolérant!*», dit, agacé, Arthur Edange. Et lorsqu'on lui demande son plat préféré, le trentenaire répond d'abord avec ironie le «*qui-noa vapeur*», avant de saliver sur un magret de canard au feu de bois. Les compères de Gueuleton s'affichent d'ailleurs volontiers aux côtés d'Adrien Adam, influenceur viandard connu sous le nom de «*Pas végan*» (@PasVegan42, 158 000 abonnés sur YouTube), qui, lorsqu'il ne dévore pas une entrecôte crue, taxe les personnes ne consommant pas de protéines animales de «*chiantes*», compare le seitan, cette spécialité à base de farine de blé ou d'épeautre, à Satan et trouve des «*points communs*» entre Hitler et les écologistes. La nécessité de modérer notre glotonnerie parce que les ressources de la planète sont limitées? Foutaises.

Sur les réseaux sociaux, la figure du croisé bon vivant s'incarne aussi en version démultipliée dans le nouveau phénomène des grands banquets, organisés aux quatre coins de la France, où l'ambiance n'est pas vraiment à la diversité – les convives sont pour la plupart blancs, bien que parfois un peu rouges. Le plus en vue d'entre eux : Le Canon français (@lecanonfrancais, 276 000 followers sur Instagram), organisé par l'agence événementielle culinaire éponyme qui multiplie les festins XXL, de la Lorraine à la Bourgogne. Le mot d'ordre : de longues tables débordant de viande (très majoritairement du porc) et de vin rouge, réunissant parfois jusqu'à 2 000 convives, autour desquelles on entonne en chœur des vieilles chansons



CLAUDE PAYEN POUR « LE MONDE », STYLISME CULINAIRE SOPHIE DUPUIS-GAULIER

## La figure du croisé bon vivant s'incarne aussi en version démultipliée dans le phénomène des grands banquets

françaises ou païennes. Au menu : assiettes de charcuterie en pagaille, gros gibiers et fromages, le tout agrémenté de démonstrations nostalgiques et festives de la guerre, avec intervenants en tenue de poilu. Parfois, on peut même assister à des défilés de cuisiniers en habit portant des cochons rôtis entiers, sous les vivats de convives arborant fièrement un bérét brodé «*Canon français*», dont le slogan affiché jusqu'à récemment était : «*Festoyez, défendez votre héritage!*» Il a été récemment remplacé par «*rendre utile la convivialité*».

Les deux fondateurs, Géraud du Fayet de la Tour et Pierre-Alexandre de Boisse, le clament haut et fort dans la presse locale : dans ces banquets, «*on ne fait pas de politique*». Leur objectif : «*Mettre la convivialité au service du terroir et du patrimoine français, afin que les gens créent du lien social dans une époque digitalisée.*» Dans la charte du Canon français, il est d'ailleurs demandé aux participants de «*ne pas imposer ses idées politiques aux autres canonniers. Cela concerne aussi les chants choisis lors des événements et les accessoires politiques ou associatifs qui n'ont pas leur place au sein de la communauté*», avertit le document.

Au-delà de la convivialité, qui est une valeur difficilement contestable, l'objectif de ces manifestations semble être de faire revivre aux convives un âge d'or supposé, de réanimer une France fantasmée à base de nappes à carreaux, de quilles qu'on «*reverse*» et d'unanimité patriote. «*Bravo, c'est ça la VÉRITABLE FRANCE!*», écrit @philippe5500. «*Continuons ensemble les bons gueuletons! De la bonne cochonnaille avec des bons canons de rouge de notre terre, la France!*», ajoute Bruno, alias @septaro126. On nage, là encore, en plein «*gastronationalisme*».

Dans le sillage du Canon français, fondé en 2020, le marché de l'événementiel ripaille s'étoffe. A Compiègne, au grand banquet organisé par La Grande Ripaille (@grande\_ripaille, 3 000 abonnés sur Instagram), on nous promet des buffets gargantuesques à base de poularde et de cochon rôti, célébrés par des chants militaires. Pour les amateurs d'histoire, le Banquet des troubadours, à Provins (Seine-et-Marne), propose une expérience médiévale dans une salle voûtée du XII<sup>e</sup> siècle, rythmée par des amuseurs de foule, des jongleurs et même un crieur, personnage du Moyen Âge chargé d'informer le public. «*Tout ça me fait penser à une bande de personnes nostalgiques d'une époque qu'elles n'ont pas connue*», commente Alexis, sous une publication en ligne de La Grande Ripaille.

Un passésisme qui rappelle également l'esthétique choisie par certains groupuscules d'extrême droite, à l'image du @cercle\_ragueneau, une association culinaire angevine, succursale du groupuscule identitaire de L'Alvarium [dissous en novembre 2021], relève Sébastien Bourdon, journaliste et auteur de *Drapeau noir, jeunesse blanche. Enquête sur le renouveau de l'extrême droite radicale* (Seuil, 352 pages, 22 euros). Sur la forme, «*il y a une valorisation d'une France moyenâgeuse, d'une virilité chevaleresque, sans compter la probable présélection qui s'opère par le choix de la viande, le porc, affiché en grandes quantités sur les réseaux sociaux et se révélant excluant de fait*». Sur le fond, le journaliste spécialiste de l'extrême droite y voit une inspiration puisée du côté des contenus de l'influenceur identitaire Baptiste Marchais, qui a plusieurs fois revendiqué la supériorité de la valorisation et de la politisation des traditions sur le militarisme de tract. Vous reprendrez bien une saucisse?

## INTOLÉRANCE AU SOJA

# Le harcèlement des influenceurs végans

**L**es fêtes de Noël charrient leur lot de grands classiques carnés : dinde au four, poule aux morilles, foie gras du Périgord... Afin de rendre ces classiques culinaires accessibles à tous, des influenceurs végétariens ou végans partagent des versions sans viande de ces recettes. Exemple avec Mélanie Sancery-Gay (alias @melanie\_en\_veganie, 174 000 abonnés sur Instagram), qui poste, en décembre 2024, la recette d'un bourguignon végétal à base de champignons et de seitan, un aliment à base de farine de blé. Alors que la vidéo dépasse les 800 000 vues, la jeune femme fait face à une vague de haine, mêlant commentaires hostiles – «*Ça a l'air dégueulasse*», «*les papilles gustatives sont à remplacer*» – et émojis «*vomi*». D'autres vont jusqu'à l'accuser de «*diffamation*» pour l'utilisation du terme «*bourgignon*».

En reprenant un totem gastronomique, cette passionnée de 29 ans s'attendait à ces réactions. Depuis la création de son compte, il y a cinq ans, ses plats végétaux sont régulièrement accusés de porter atteinte à l'héritage tricolore. «*On me dit que je dénature la gastronomie française, d'aller manger du foin ou de l'herbe, que je suis une wokiste extrémiste...*», énumère l'influenceuse blasée, qui doit encaisser, parfois, une centaine de messages malveillants par jour. Mais la Montpelliéraise garde un mental d'acier : «*D'une certaine façon, les "haters" me rendent service, car ça me permet de toucher un public plus large, grâce à leurs interactions valorisées par l'algorithme!*»

Si les Français semblent prendre conscience de l'impact écologique et sanitaire lié à la consommation de viande, remettre en question le dogme carniste reste risqué sur les réseaux sociaux. Parce qu'une recette de pancakes végans déplaît ou qu'un hachis parmentier ne répond pas aux attentes, certains influenceurs food se font harceler.

Le 12 décembre 2024, Andréa Martin, derrière le compte @le.renard.et.les.raisins (822 000 abonnés), rend publique la série d'attaques et de menaces reçues sous la publication d'un rôti Wellington sans viande. On y lit : «*Va te flinguer*», «*Cette femme, c'est satan*» ou encore «*Va bouffer de l'herbe à la place de casser les couilles*».

Des injures que Chloé Mussler, alias @lapetitechef-mumu (590 000 abonnés), voit défiler régulièrement sous ses plats végétariens. «*Le "backlash" est bien présent, et ça reflète la résistance au véganisme qu'on observe dans notre société*», tranche la cuisinière de 26 ans, dont trois passés sur les plateformes. Celle qui devient végétarienne en 2020 afin de «*contrebalancer [ses] voyages en avion et donc [de] réduire [sa] consommation carbone*», a été obligée de s'accoutumer au harcèlement en ligne, matiné de misogynie et de grossophobie : «*On me répète que je suis grosse parce*

*que je ne mange pas de viande ou que j'ai besoin de protéines.*»

Aux insultes se greffent des photos de viande sanguinolente qui inondent sa messagerie privée. «*Des barbecues, des braseros, de la viande crue... Ce sont des mecs qui me les envoient*», affirme la Picarde, qui vit désormais à Paris. De quoi rappeler le cyberharcèlement subi par la députée écologiste Sandrine Rousseau, qui, après avoir déclaré que l'entrecôte cuite au barbecue était un «*symbole de virilité*», avait été la cible d'une déferlante de propos misogynes et de photos de barbaque. «*C'est souvent très violent. On a l'impression que, pour les haters, notre cuisine remet en question une partie de leur identité culturelle, comme s'il ne fallait pas toucher aux traditions*», poursuit Chloé Mussler.

Un sentiment partagé par Sam Cottet, créateur de contenus végans (486 000 abonnés à son compte @healthy.lalou) : «*Si les gens ont davantage conscience de l'impact écologique d'un steak, il existe, en parallèle, cette crispation autour de l'identité française, avec de plus en plus de contenus qui surfent sur la nostalgie des traditions.*» Sous ses recettes abordables de «*cinnamon rolls*» (roulés à la cannelle) ou de «*latte speculoos*», c'est sa masculinité qui est sans cesse remise en question par les haters. «*On va me traiter d'"homme soja" et on me rabâche que moins je mange de viande, plus je perds ma virilité*», s'agace le Toulousain. Une référence à la notion de «*soy boy*», popularisée outre-Atlantique au sein des mouvements masculinistes et conservateurs. Selon eux, la consommation régulière de cette légumineuse ferait évoluer les traits physiques vers le féminin.

Le 17 mai 2024, Sam Cottet avait dévoilé les nombreux messages de haine glissés sous la préparation d'un petit déjeuner. On découvre : «*T'es une vraie femme, tu cuisines bien*», «*Ta gueule*» ou encore «*Il est soit gay soit végan, mais il y a un truc qui cloche chez lui*». Si la plupart des influenceurs se font tacler sur leur apparence, leur genre ou leur façon d'être, le boycott de la viande déchaîne systématiquement la colère des trolls.

En tant que femme noire et autiste, Alie Suvélor (@healthyalie sur Instagram, qui réunit plus de 350 000 fidèles) voit également les critiques visant son véganisme se teinter de racisme et d'une misogynie exacerbée par le validisme. «*Pour protéger ma santé mentale, j'ai dû désactiver mes DM [messages privés], même si cela limite mes interactions avec ma communauté*», reprend celle qui a déjà souffert de deux burn-out et a porté plainte «*des dizaines de fois*». Selon Alie Suvélor, la viande a longtemps été perçue comme un symbole de pouvoir et de virilité. Remettre en cause sa consommation serait donc «*une atteinte à ces symboles*».

Pourtant, ces cuistots végans le répètent : ils ne cherchent pas à convertir les internautes à leur cause. «*J'ai choisi un militantisme plus doux, où je ne poste jamais de trucs choquants ou explicitement contre la viande. Je veux juste montrer qu'il est possible de se régaler tout en étant végan*», défend Sam Cottet, comme s'il devait se justifier.

Au P.



ALE GIORGINI

WORK IN PROGRESS

## «Je te réponds moyennement ASAP»

Nicolas Santolaria

Répondre en retard à un collègue est devenu la marque distinctive du capitalisme tardif. Une tendance qui s'institutionnalise

**A**u travail, mes échanges numériques par courriel, messagerie ou texto sont de plus en plus en plus souvent assortis de tentatives de contrition : «Désolé pour cette réponse tardive», «Toutes mes excuses pour ce mail différé» (le stade d'après sera sans doute l'autoflagellation sur Zoom). Il y a quelques années, tout le monde jouait encore la comédie de l'immédiateté, ce que traduisait la fameuse formule : «Je te réponds ASAP» – pour *as soon as possible*, «dès que possible» en français. Bien entendu, cette promesse jargonneuse était potentiellement hypocrite et pouvait donner lieu à une absence de réponse, ou à une réponse extrêmement différée. Mais aujourd'hui, face à la submersion de messages numériques, les digues ont véritablement sauté.

D'après le référentiel 2024 de l'Observatoire de l'infobésité et de la collaboration numérique (OICN), un actif reçoit en moyenne 135 e-mails par semaine – quand un dirigeant en reçoit 342 – et passe quatre heures et quinze minutes hebdomadaires à gérer ce courrier professionnel – dix heures et quarante-cinq minutes pour un dirigeant ou une dirigeante.

Pour Malene Rydahl, autrice de l'ouvrage *Je te réponds... Moi non plus. L'art de répondre et de comprendre les non-réponses à l'ère digitale* (Flammarion, 2020), dans un monde saturé de connexions, «la non-réponse n'est plus une possibilité, elle devient une nécessité». Presque un réflexe de survie. Réalisé pour ce livre, un sondage révèle que 72 % des personnes interrogées déclarent ne pas répondre à certains messages professionnels.

Dans ce cas, le silence radio volontaire reste une exception. En général, les non-réponses sont liées à l'oubli, au déficit de temps, à l'excès de sollicitations, mais font immuablement gamberger celui qui attend, lequel pourra se sentir rejeté ou blessé. Car l'hypercommunication distante est venue perturber les attentes de l'interaction tels qu'ils s'envisagent en face à face. Imaginez que vous demandiez, en arrivant le matin au boulot, à votre collègue Philippe : «Comment tu vas?» Et qu'il vous réponde quinze jours plus tard : «Super, et toi?» C'est pourtant cette situation ubuesque que nous vivons tous les jours : la réponse à la bourse est devenue la marque distinctive du capitalisme tardif.

A tel point qu'émerge aujourd'hui une tentative de réenchantement du problème, désormais affublé de l'appellation ronflante de «travail asynchrone». Dans cette vie «pro» en décalé, chacun œuvre avec sa propre temporalité à une tâche commune, et la réponse différée se voit – miraculeusement – institutionnalisée.

Cette possibilité renforce ce que Philippe Breton nomme l'*«individualisme interactif désynchronisant»*, où l'autre n'apparaît dans mon monde qu'à discréption, quand je le veux, en une place qui lui sera assignée. «Ce monde moyen, sans surprise et sans conflit, où la rencontre physique n'est plus jugée pertinente et où les interactions virtuelles se déroulent dans un espace où les uns sont toujours décalés par rapport aux autres, dessine les traits d'un nouvel individualisme», écrit le chercheur dans la revue *Sociologie et sociétés*.

Nichées dans les interstices du travail asynchrone, d'injustes dissymétries prospèrent également. Si vous êtes au plus bas de l'échelle statutaire, vous serez tenu de répondre le plus rapidement possible, au risque d'être perçu comme quelqu'un de peu coopératif. Le chef, lui, au contraire, bénéficie de ce privilège suprême : répondre quand ça lui chante. La réponse en retard n'est donc pas liée qu'à l'ensevelissement sous les sollicitations, mais fait également partie de la scénographie – vieillotte, pour le coup – du pouvoir en entreprise, où le hiérarque se rêve en maître des horloges débordé.

*Si vous êtes au plus bas de l'échelle statutaire, vous serez tenu de répondre le plus rapidement possible*

LE DILEMME



MAGOZ

## Peut-on déléguer nos questionnements moraux à une intelligence artificielle?

Les robots conversationnels ont certes réponse à tout, mais encore faut-il savoir leur «parler» pour que leurs arguments fassent avancer la réflexion individuelle, estime Valentine Faure

D

epuis bientôt dix-huit mois que cette chronique existe, on a pu constater que les réponses proposées aux dilemmes suscitent des réactions très variées. Elles touchent, elles indignent – parfois dès le stade de la question (comment peut-on imaginer qu'il soit «moral» de «se mettre volontairement au chômage», de «ghoster quelqu'un», etc., s'insurgent parfois les lecteurs) –, elles débouchent sur des conversations animées.

En somme, il se passe ici ce qu'il se passe dans la vie : le jugement moral humain étant ce qu'il est, riche et subtil, émergeant de l'interaction complexe entre la raison et l'émotion, l'expérience et l'intuition, on est parfois déçus par les conseils que l'on reçoit. Ils peuvent être pauvres, manquer d'empathie, ne pas prendre en compte la complexité d'une situation ou défendre des valeurs différentes des nôtres. Une autre forme d'intelligence comme l'intelligence artificielle s'en sortirait-elle mieux?

«La réponse est non», juge Raja Chatila, professeur d'intelligence artificielle, de robotique et d'éthique à la Sorbonne. *Le système d'intelligence artificielle n'est pas un agent moral au sens philosophique du terme. C'est un système numérique qui, c'est très important, ne comprend rien aux termes qu'il utilise. Penser qu'une IA va être compétente en matière de morale est une erreur ontologique. Autant regarder les entrailles d'un oiseau qu'on sacrifie.*»

Les chatbots, ou robots conversationnels, ne possèdent pas les caractéristiques essentielles des éthiciens humains, notamment la conscience de soi, l'émotion et l'intention. Mais les *large language models* (LLM, «grands modèles de langage»), qui permettent à la machine d'ingérer d'énormes volumes de textes philosophiques publiés sur plusieurs siècles, y compris des descriptions de problèmes moraux, peuvent fournir la réponse la mieux corrélée statistiquement avec une requête et ainsi donner l'illusion de comprendre. «*Les résultats sont impressionnantes, il n'y a pas de doute*, admet Raja Chatila. *Mais une délibération éthique, ce n'est pas appliquer des règles. C'est réfléchir à une situation concrète, tenir compte de valeurs qui peuvent être variées et, parfois, en contradiction les unes avec les autres, pour faire des choix.*»

Le philosophe moral Peter Singer semble de son côté plus convaincu. L'Australien a mis au point un chatbot capable de répondre à sa place aux milliers de questions que lui posent ses lecteurs. «*Ce robot n'a jamais vraiment commis d'erreurs grossières sur mes opinions. Il n'a jamais dit quelque chose qui m'a fait dire catégoriquement : "Non, c'est faux"*», explique-t-il après quelques mois d'utilisation.

La même (quasi-) interchangeabilité entre l'éthicien et le robot est également suggérée par deux études récentes

concluant que les conseils donnés par les LLM derniers cri sont au moins aussi bons que ceux prodigués par le philosophe Kwame Anthony Appiah, qui répond à des dilemmes moraux dans les pages du *New York Times* chaque semaine dans sa chronique «The Ethicist». L'une des études (de la prestigieuse Wharton School de l'université de Pennsylvanie) n'a révélé «aucune différence significative» entre la valeur perçue des conseils donnés par le GPT-4 d'OpenAI et ceux prodigués par Appiah, selon l'avis d'étudiants, d'experts en éthique et de personnes sondées de façon aléatoire en ligne.

Dans une autre étude, les conseils fournis par GPT-40, la dernière version de ChatGPT, ont été jugés par 900 évaluateurs comme étant «plus moraux, plus dignes de confiance, plus réfléchis et plus corrects» que ceux écrits par Appiah. Les auteurs en concluent que «les LLM ont, à certains égards, atteint une expertise de niveau humain en matière de raisonnement moral».

Le philosophe Thierry Ménissier, responsable de la chaire de recherche Ethique et IA à l'université Grenoble-Alpes, n'est pas surpris par les résultats de ces études, «puisque ce sont des machines capables de brasser un volume de données énorme qui correspond à une grande partie du savoir mondial. Donc, une machine entraînée à partir d'un grand nombre et d'une grande diversité de sources ne peut fournir que des résultats intéressants».

Si on l'interroge sur sa capacité à répondre à des questions d'ordre moral, ChatGPT répond ainsi : «Je peux offrir des conseils moraux basés sur des principes généraux comme l'empathie, le respect, la bienveillance et la justice. Cependant, la morale est subjective et dépend des cultures, des croyances personnelles et des contextes individuels.» C'est à la fois vrai et sans aucun intérêt, comme le sont ses réponses si on lui soumet les dilemmes moraux traités dans cette chronique.

Peut-on ghoster quelqu'un ? «Dans certains cas, cela peut être une manière d'éviter une relation toxique ou une situation où la communication est devenue insupportable. Mais, dans d'autres cas, cela peut manquer de respect et d'empathie pour l'autre personne.» Soit. Mais le dialogue se raffine si l'on se met à converser avec le robot. C'est de cette façon, selon Thierry Ménissier, que l'on peut faire un usage intéressant de l'IA. «Une autre manière de travailler la vie morale, c'est de viser à se perfectionner. Tel est le souci du "perfectionnement moral": travailler à devenir une meilleure personne. Ce travail passe par des exercices.» L'IA n'est pas en elle-même morale ou amorphe, elle n'a pas de «compétences éthiques», mais elle peut nous permettre de «pousser plus loin nos raisonnements par un dialogue. Elle se perfectionne, parce que nous nous perfectionnons». Et inversement.

«Qu'est-ce qu'un bon conseiller?», interroge pour finir Thierry Ménissier. C'est quelqu'un qui vous fait voir le monde autrement. Qui n'est pas normalement voué à dire oui à tout ce qu'on a dit, mais qui va nuancer, enrichir, améliorer. On a des algorithmes, même gratuits, qui font ça.» L'inverse d'une «délégation» de la morale à la machine, mais la possibilité de trouver, par elle, de «nouvelles postures éthiques». «Et ça, c'est formidable.»

**L'IA n'est pas en elle-même morale ou amorphe, elle n'a pas de compétences éthiques»**

**Mathieu Madénian****«Nous, les pères, on préfère la partie visible de la parentalité, celle qui est instagrammable»**

L'humoriste raconte sa joie d'être père, les tâtonnements inhérents à cette nouvelle carrière, mais aussi son désir d'être présent dans la vie de son fils, sans évacuer la question du partage réel de la charge mentale

**Propos recueillis par Guillemette Faure**

**D**ans *Un spectacle familial*, en 2019, l'humoriste Mathieu Madénian croquait sa famille : les parents qui font du bruit en mangeant, les vieilles rancœurs entre frères et sœurs, l'éducation des années 1970, celle d'avant l'éducation positive où «on asseyait les enfants à l'avant des voitures, perchés sur des annuaires pour voir la mort arriver».

Dans ce show-là, le fils, c'était lui, le quadragénaire. Six ans plus tard, dans son nouveau spectacle, *A pleurer de rire*, le père, c'est lui, et le fils, c'est Milo, bientôt 2 ans. «Quand je pense que dans mon show précédent je me foutais des parents qui disaient non à la fessée, se souvient-il, un peu gêné. Je me disais : "J'ai pris des fessées et je n'en suis pas mort", je trouvais que c'était pas dramatique. Maintenant, je réalise que résumer chaque action à "on n'en est pas mort", c'est catastrophique.» Il raconte toutes ces certitudes instantanément enveloppées à la naissance de son fils.

**La première fois que vous vous êtes senti père ?**

Pas vraiment tant que Milo était encore dans le ventre de sa maman. Juste après l'accouchement, on est tellement chouchoutés qu'on ne comprend pas bien ce qui arrive. Au bout de trois jours, quelqu'un entre et dit : «C'est bon, vous pouvez partir.» Et là, on part avec un gamin... et per-

sonne ne contrôle rien. La seule personne qui m'a demandé mon nom, c'est le chauffeur Uber ! On est rentrés à la maison un mardi, à 17 heures. Dans la nuit, le bébé s'est mis à pleurer. Dans mon sommeil, je me dis : «Ah, le gosse du voisin.» Avant de me souvenir que c'était le mien, de gosse. A partir de là, je me suis dit : «Ça y est, tu es père.»

**Votre meilleure qualité de père ?**

La présence. J'essaie d'être là le plus souvent possible. J'ai repoussé ma tournée pour être là les deux premières années et je ne suis sur scène que deux ou trois soirs par semaine. Quand je passe la journée avec lui, je ne sais pas ce que je fais de bien ou de mal, mais je suis là.

A partir de l'instant où on a un enfant, il faut faire, tout simplement. Ça me fait penser à cette phrase du boxeur Mike Tyson, qui dit à peu près : «Avant un match de boxe, chacun a un plan en tête, jusqu'à la première droite.» C'est exactement ça, être parent, on fait comme on peut avec ce qui arrive. Je pensais que j'aurais du recul et, en fait, je n'en ai aucun.

**Dans le spectacle, vous plaisantez sur le fait que, pour la génération précédente de pères, la barre n'était pas si haute...**

Avant, pour être père, il suffisait de ne pas être là. Le mien partait le lundi, rentrait le vendredi.



Mathieu Madénian, à Paris, en 2023.

PHILIPPE MATSAS/L'EXTRA/OPALE PHOTO

Quand il était là, ma mère disait : «Chut ! Ne faites pas de bruit, papa est fatigué.» C'était une éducation très générée et patriarcale, le schéma classique des années 1980. On en avait le reflet dans les séries américaines, comme *Les Années coup de cœur*.

J'essaie de faire au mieux. Mais, parfois, je me vois aussi tomber dans cette Arnaque des nouveaux pères [d'après le titre du

livre de Stéphane Jourdain, Guillaume Daudin et Antoine Grimaë, Glénat, 2024], qui consiste à se dire qu'on participe au partage de la charge mentale, mais à ne faire que les tâches socialement mises en avant.

Ma femme me l'a fait remarquer : «C'est moi qui fais à manger, c'est toi qui donnes à manger ; c'est moi qui l'habille, c'est toi qui l'emmènes au parc...»

On a tendance à préférer la partie visible de la parentalité, celle qui est instagrammable.

**Est-ce pour ça qu'il y a bien plus de pères dans l'eau aux bébés nageurs – un sujet de votre spectacle – que parmi les parents qui accompagnent les enfants à la piscine en sortie scolaire et les aident à se changer ?**

Oui, c'est valorisant ! Les pères vont aux bébés nageurs en disant : «T'inquiète, je gère», alors que ça leur fait plaisir. A part ça, ce qui me frappe quand on va aux bébés nageurs, c'est tout ce qui est naturel : tu mets le bébé dans l'eau et il se débrouille. C'est très déroutant. C'est comme la marche automatique chez les nouveau-nés... On ne se rend pas compte de tout ce qu'on perd en grandissant.

**Qu'est-ce qui vous émerveille chez votre enfant ?**

Que, pour lui, chaque jour soit une découverte. Il dit un nouveau mot, compte jusqu'à deux... Quand il tire la chasse, pour lui, c'est une surprise ! Je me mets à tout regarder différemment : comme il a une passion pour les bus, nous passons de longs moments au dépôt de bus.

**Et ce qui vous agace chez lui ?**

Il est toujours là, et c'est génial. Mais, parfois, il est toujours là, et ce n'est pas génial. Il n'est pas en train de lire tout seul un bouquin ou de taper à l'ordi. Quand je vais aux toilettes, je ne ferme plus la

porte, alors que c'est le moment de la vie où t'es censé être le plus seul. Un gamin s'en fuit de ton intimité. Là, il y a quelqu'un qui tambourine à la porte si je la ferme. Il est toujours là et on est tout le temps calés sur son rythme à lui. Ça m'apprend aussi que, jusque-là, j'étais très auto-centré...

**Ce qui vous fait le plus peur pour lui ?**

Le monde qu'on va lui laisser est inquiétant, même à très court terme. J'ai aussi peur qu'il soit harcelé, qu'on lui parle mal à l'école.

**Une manie qui vous agaçait chez vos parents et que vous reproduisez quand même ?**

Quand il a le nez qui coule, qu'il est sale, qu'il bave, je lui essuie le visage. Ma mère le fait toujours : je suis en train de manger et elle me dit : «Attends, t'as un truc là», et elle avance la main. Je lui dis : «Maman, j'ai 50 ans, il y a des gens, on est au restaurant...»

« LE MONDE QU'ON VA LUI LAISSE EST INQUIÉTANT, MÊME À COURT TERME. J'AI AUSSI PEUR QU'IL SOIT HARCELÉ »

**Dans votre spectacle, vous dites que devenir parent, c'est un peu comme dire : «On a du temps, de l'argent, des amis... et si on mettait fin à tout ça ?»** C'est super, mais je ne pensais pas que c'était si dur. J'en discutais avec un copain et on se demandait : «C'est quand la dernière fois que tu as été insouciant ?» Je me souviens, plus jeune, d'avoir réussi mes examens en juin, d'avoir repris en septembre et d'avoir eu deux mois pour m'amuser. Sans me poser de questions.

Depuis que j'ai un gamin, l'insouciance, c'est terminé. S'il ne dort pas, on ne dort pas non plus. S'il dort un peu trop, on va voir s'il respire encore. Quand je fais du vélo électrique, je vérifie si mon casque est bien attaché en me disant que ça serait compliqué pour lui si j'avais un accident. Désormais, je me fais du souci pour quelqu'un d'autre en permanence.



HENRY HARGREAVES POUR «LE MONDE». STYLISME CULINAIRE CHARLOTTE OMNÈS

**LE PRÉNOM**

# Marc

Par Djaïd Yamak

Marc Parmeggiani est né en 1995, à Paris. Sa mère, Fabienne, est française. Son père, Pierluigi, est italien. «Ma mère a choisi Marc, car c'était le prénom de son premier petit ami», explique-t-il. Scolarisé au lycée Stendhal de Milan, Marc grandit au côté de jeunes binationalis. A leur contact, son prénom français passe inaperçu. C'est en arrivant dans un collège italien classique, en classe de quatrième, que ses origines françaises sont remarquées. La cour d'école est peuplée de jeunes Italiens aux cheveux courts qui roulent les «r». Marc, lui, a les cheveux longs et prononce les «r» à la française. A cette époque, la rivalité entre la France et l'Italie est au plus fort, depuis que la finale de la Coupe du monde de football 2006 a été remportée par la Squadra Azzurra (l'équipe nationale italienne). «Mon prénom est très français, mon nom de famille est très italien», dit-il. Ce contraste

n'échappe pas à ses camarades, à l'affût du moindre signe distinctif pour tailler les nouveaux élèves. «Marc il Francese» [«Marc le Français»]!, le titillent certains. D'autres l'appellent Marco Materazzi (un ancien défenseur de l'équipe transalpine) par provocation. Un jour, un élève plus âgé alpague le jeune Marc, assis timidement au fond du car qui les mène dans les Alpes, à l'occasion d'une sortie scolaire. «Ah, c'est toi, Marc le Français!», plaisante-t-il, en accentuant la lettre «r» pour moquer ses origines françaises, avant de lui donner une tape derrière la tête : «Je l'ai très mal vécu. Je me suis senti désarmé, je voulais presque m'excuser d'être français.» Plutôt que de se démarquer, Marc veut ressembler aux autres. Pour se défaire de cet exotisme, il cherche à accentuer son italienneté. Il s'abreuve de films italiens, exagère sa passion pour le football et corrige sa prononciation du «r». «Je voulais

me prouver que j'étais italien», se remémore-t-il. Après une scolarité prolongée – il a obtenu son bac à 22 ans –, Marc débarque à Paris. Il veut devenir acteur. Pour financer ses études de théâtre, il travaille dans des bars. Des collègues le renvoient à ses origines italiennes en l'appelant Marco. Certains pensent qu'il francise son prénom par commodité. «Ne t'inquiète pas, on accepte Marco chez nous !», disent-ils. D'autres italianisent volontairement son prénom et le colorent de clichés. «Ce n'était pas méchant, mais plusieurs personnes m'assimilaient au personnage du séducteur, du "latin lover" exubérant», explique l'intéressé. Revenu à Paris, sa ville de naissance, Marc cherche à y renaitre. Sur sa carte d'identité, son prénom figure sur la même ligne que son deuxième prénom, Henri. La virgule qui sépare les deux mots pourrait très bien se lire comme un tiret. Marc devient Marc-Henri. Il s'inscrit au Cours Florent en utilisant ce surnom. Au cours d'une soirée, il présente ses camarades à une de ses sœurs, Giulia. Dans la fratrie de Marc, ses sœurs – Giulia, Laura, Isabella et Helena – ont hérité de prénoms italiens, choisis par leur père italien. Les garçons portent des prénoms français, choisis par leur mère française. Le frère de Marc s'appelle Philippe. «Tu ne sais pas où est passé MH?», demande régulièrement l'un des camarades de classe à Giulia, au fil de la nuit. «MH? C'est qui?», lui répond la sœur de Marc. «Marc-Henri, ton frère.» Ce prénom composé, «très vieille France», lui

permet d'explorer un autre pan de sa double culture. En plus de son travail de serveur, Marc-Henri est chauffeur. Au volant d'une 2 CV, il fait visiter Paris à des touristes qui dégustent du champagne sur la banquette arrière. Une tour Eiffel tatouée au niveau du sternum, il se balade dans le Paris qu'il fantasme – celui des films de Jean-Pierre Melville. Avec Bernard, Daniel et Philippe, ses collègues de travail, il navigue dans cette image d'Epinal qui respire «le trench remonté jusqu'au cou et les gauleuses sans filtre». Il rencontre le premier Marc de son existence, un chauffeur de 60 ans. Mais il ne peut évoquer avec lui cette fraternité prénomiale, étant, à ce moment-là, au plus fort de sa période Marc-Henri. A la longue, le costume devient pesant. Le jeune homme ne se reconnaît plus dans le personnage qu'il s'est inventé. «Je commençais à tomber dans le piège de ce nouveau prénom. J'essayais d'être quelqu'un que je n'étais pas.» Aujourd'hui, il a abandonné Henri. «J'ai fait la paix avec mon prénom», conclut-il. Marc-Henri est redevenu Marc.

**L**ongtemps, j'ai été persuadée de ne pas avoir droit à la sexualité», pose sobrement Anne (le prénom a été modifié). Depuis l'âge de 7 ans, cette Francilienne lutte contre des douleurs abdominales, des altérations de poids et des diarrhées impérieuses engendrées par la maladie de Crohn. Celle qui est aujourd'hui sexagénaire l'explique sans détour : cette pathologie inflammatoire de l'intestin a « hanté » sa sexualité, par crainte de « l'accident ». Jusqu'à la pousser, un temps, vers le repli affectif. « Lorsque vous appréhendez le trauma de la souillure durant l'acte, le célibat apparaît parfois comme l'unique porte de secours », explique-t-elle. Il m'a fallu des années pour surmonter ces peurs et apprendre à me sentir désirable. » Et ce, grâce à un patient travail mené auprès d'hypnotiseurs et de psychothérapeutes.

Des pistes d'abord explorées à tâtons puis grâce aux conseils prodigués sur le site associatif AFA Crohn RCH France – le corps médical n'a jamais, en plusieurs décennies de suivi, évoqué « l'emprise muette de la maladie » sur son intimité. Un défaut de prise en charge auquel se heurtent de nombreuses personnes porteuses de maladies chroniques, qui concernent 37 % des Français de plus de 15 ans, soit 19 millions d'individus en 2012, selon le ministère de la santé. Parmi eux, « les troubles sexuels sont en moyenne de deux à six fois plus fréquents que dans la population générale », selon Afrapedia, le livre multimédia de l'Alliance francophone des acteurs de santé contre le VIH et les infections virales chroniques ou émergentes.

« Nous sommes face à un paradoxe criant, déplore la psychologue et sexologue Joëlle Mignot, présidente de l'Association des sexologues cliniciens francophones. Alors que le corps médical est parfaitement informé de l'incidence néfaste des pathologies chroniques sur la vie intime, les soignants n'ont guère le réflexe d'aborder cet empiètement auprès des patients. » Résultat, les personnes concernées errent trop souvent dans un « désert informatif » médical et se retrouvent « seules au monde » pour affronter le séisme d'une intimité bouleversée. « Certains doivent composer avec le caractère invasif des traitements, comme l'hormonothérapie, utilisée contre le cancer, dont on sait qu'elle peut tarir la libido et provoquer d'intenses sécheresses vaginales », illustre la

SEXUALITÉ

## La maladie, ce tue-l'amour

Peur du regard de l'autre, troubles physiologiques, libido en berne : pas facile de se sentir désirable lorsque l'on est atteint d'une pathologie chronique

Antonin Gratien

prit », certains adoptent alors une « conduite d'évitement », traduite par un « désinvestissement de la vie érotique, de peur d'aller au-devant du rejet ou de l'échec ».

Afin d'inciter les malades à recouvrir une « qualité de vie digne et une intimité qui leur convienne », l'autrice de *Mieux vivre avec une maladie chronique* (Larousse, 2022) esquisse plusieurs pistes. « Une première étape consiste à faire le deuil de la "sexualité d'avant" », avance la thérapeute. Pour aller « vers l'exploration de la sensualité plutôt que vers la course à la performance ». La méthode : engager un dialogue entre partenaires, bien sûr. Mais aussi s'essayer aux sextoys, s'autoriser une incursion ludique vers les jeux de rôles et s'initier aux techniques de relaxation pour créer un rapport pacifié à son corps.

Une perspective réconciliatrice placée au cœur du projet Sens'elles. Née en décembre 2024 à l'initiative d'Alexis Himeros, pionnier du porno audio hexagonal et créateur du podcast « Le Son du désir », cette plateforme propose un programme sonore pour « mieux vivre son intimité, malgré les barrières du corps et l'embuscade des douleurs qu'impliquent les maladies chroniques ». L'idée ? « Raviver la flamme du désir », grâce à un voyage en dix étapes, à mi-chemin entre l'hypnose, la méditation et la suggestion érotique.

Guidé par la voix du podcaster, l'auditeur est immergé dans des environnements imaginaires ouatés, où il est invité à la « redécouverte apaisée des sens ». En sanctuarisant ce moment de détente, « l'ombre de la maladie s'estompe, au moins quelques minutes, afin d'accueillir la possibilité du retour au plaisir ». Un horizon réjouissant, qu'Alexis Himeros n'hésite pas à qualifier de « levier thérapeutique ». Un abus de langage ? « Certainement pas », affirme Patrick Papazian, sexologue et médecin spécialisé dans les pathologies infectieuses à l'hôpital Bichat-Claude-Bernard et à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. Pour lui, la réhabilitation de la sexualité « peut, et doit, s'intégrer au parcours de soins ».

« Notre tradition de médecine occidentale non intégrative incite les soignants à traiter une maladie plutôt qu'à prendre soin de la personne dans sa globalité, intimité comprise », regrette-t-il. L'absence d'échange autour de la sexualité « endommage l'alliance thérapeuti-

que » et nuit même à l'observance des traitements, selon un article paru en 2013 dans la revue *Sexologies*, actant que, faute d'éclairages professionnels adéquats, « 43 % des hommes qui arrêtent leurs antidiabétiques spontanément [y compris l'insuline] le font de leur propre initiative, lors de l'installation de troubles de l'érection, en pensant ainsi pouvoir y remédier ».

Un exemple de renoncement risqué au soin contre lequel le docteur Papazian appelle à lutter : « Les médecins ne disposant d'aucune formation en sexologie, ils n'osent pas mettre le sujet sur la table. Et, face à ce non-dit, les patients s'enferment dans le mutisme, de crainte de passer pour des obsédés déconnectés des "vrais" périls de la maladie, au moment d'évoquer leurs troubles privés. » Avant de rappeler l'évidence : « L'intimité sexuelle n'a rien d'accessoire. Elle enrichit la qualité de vie, au même titre que le sommeil ou la digestion – sinon plus. Après tout, ce qui nous préoccupe en tant qu'humains, c'est bien de goûter aux plaisirs de l'existence, d'aimer et d'être aimé. » De sorte qu'en mettant hors jeu la santé sexuelle dans la tactique thérapeutique les malades se trouvent dépossédés d'une « ressource-clé » pour apprivoiser leur pathologie.

Touché par un cancer du testicule en 2020, Bruno a longtemps souffert de ce manque d'attention médicale. « Après être passé par une ablation de la glande atteinte, je suis entré dans une phase de rémission durant laquelle la question de la réhabilitation de ma sexualité, longtemps entravée par des dysfonctionnements érectiles, n'a jamais été discutée lors des consultations », témoigne ce gestionnaire de bureau. Alors, pour ne plus être l'« esclave » d'un corps l'ayant trahi, ce trentenaire a repris le contrôle de sa sexualité, pas à pas, en échangeant avec des associations de malades au sein desquelles « l'intimité est abordée sans tabou ». Des dialogues « libérateurs » qui ont impulsé un « sursaut de vie ».

Concrètement, voilà quatre ans que Bruno se réapproprie une intimité un temps volée, en s'essayant au triolisme, au sexe tantrique, ou encore en jouant les modèles pour des séries photographiques où il pose nu, prothèse et cicatrices à découvert. L'air gaillard et convaincu, le Francilien dresse le bilan de ses expériences : « En refusant que le cancer me condamne à faire une croix sur ma vie intime, je me suis prouvé que j'avais droit à l'épanouissement sexuel, comme tout le monde, au fond. » Un moyen d'affirmer sa « résilience » face à la maladie, au gré d'étreintes nouvelles. Et de joies complices.

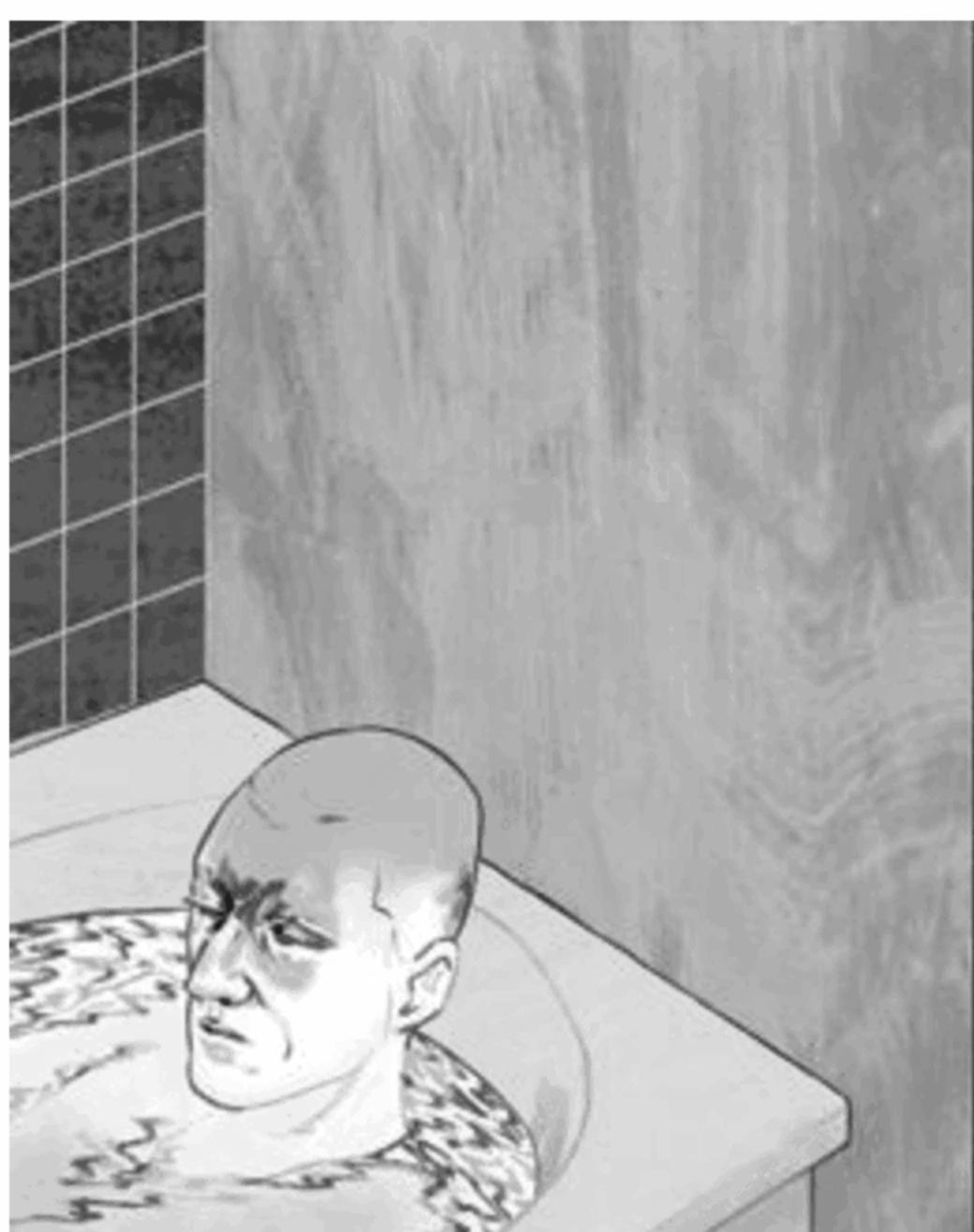
coauteure de *Psychosexologie en 40 notions* (Dunod, « Aide-mémoire », 2023). Avant de préciser : « Dans d'autres cas, c'est la pathologie elle-même qui s'attaque aux fonctionnalités sexuelles, en grippant plusieurs mécanismes physiologiques. »

Une problématique avec laquelle Eric a dû se familiariser. Diagnostiquée diabétique à 20 ans, cet ancien cuisinier dans la restauration a régulièrement enduré la frustration des « pannes » provoquées par des chutes de glycémie perturbant l'érection. Pour prévenir ces « faux bonds », celui qui exerce désormais comme patient expert auprès de la Fédération française des diabétiques a appris à anticiper, en s'assurant, en amont des rapports, que son taux de sucre ne bascule pas en deçà de la normale.

Une « charge mentale » – elle est parfois couplée à la nécessité de surveiller l'apparition d'infections génitales douloureuses auxquelles les diabétiques sont particulièrement vulnérables – dont notre interlocuteur reconnaît qu'elle perturbe le script sexuel des élans spontanés, notamment en rappelant l'« anomalie » de la maladie. Laquelle impose aussi, chez ce sexagénaire, le port d'une pompe à insuline ainsi qu'un cathéter. Une altération physique « difficilement camouflable », mais à laquelle ce résident des Alpes du Sud confie s'être habitué, notamment grâce au soutien indéfectible d'une compagne ayant su le « mettre en confiance ».

Mais la disposition des partenaires à cultiver une relation où la maladie s'invite jusque dans les sphères les plus intimes ne va pas de soi. Pour Michelle (le prénom a été modifié), 63 ans, aucun doute : en plus d'alourdir le quotidien, la sclérose en plaques qui l'accompagne depuis sa vingtaine, a parasité son parcours affectif. « Il y a l'incapacité à "orgasmer", l'extrême fatigue provoquée par le traitement à la cortisone, l'hypersensibilité lancinante du corps lors des poussées de la pathologie. Sans oublier les fuites urinaires », égrène la Bordelaise. Des troubles qui ont parfois fait vaciller l'équilibre conjugal, au point de précipiter la rupture avec un ancien compagnon, puis de plonger cette retraitée dans une spirale autodépréciative.

« C'est l'illustration de la double peine que subissent les personnes atteintes d'affections de longue durée », explique Marie de Bonnières, psychologue clinicienne. La chair est ressentie comme vecteur de souffrance, d'anxiété et éventuellement de dégoût plutôt que de plaisir. L'image que les malades se font d'eux-mêmes et la manière dont ils habitent leur corps s'en trouvent bousculées. » Et à l'épreuve de cette perception de soi écornée s'ajoute parfois l'assaut « d'émotions négatives suscitées par la maladie elle-même, comme le stress, la honte ou la tristesse ». Des sentiments qui court-circucent encore un peu plus le lâcher-prise nécessaire à l'éveil du désir. Paralysés par le sentiment d'être murés dans l'impassé d'une « indisponibilité de corps et d'es-



« LA CHAIR  
EST RESSENTIE  
COMME VECTEUR  
DE SOUFFRANCE,  
D'ANXIÉTÉ ET DE  
DÉGOÛT PLUTÔT  
QUE DE PLAISIR »  
  
Marie de Bonnières,  
psychologue

MATHIEU PAUGET

## UN APÉRO AVEC... LES BODIN'S

Chaque semaine, «L'Epoque» paie son coup. Vincent Dubois et Jean-Christian Fraiscinet reviennent sur les écrans avec «Les Bodin's partent en vrille». Une occasion renouvelée de brocarder les clichés liés aux territoires ruraux



Jean-Christian Fraiscinet et Vincent Dubois, dans le café-restaurant L'Image, à Preuilly-sur-Claise (Indre-et-Loire), le 26 février.  
FRANÇOIS CHRISTOPHE POUR «LE MONDE»

# «Nous sommes des artisans de l'humour et nous voulons le rester»

Frédéric Potet

**I**l va sans dire que les Bodin's, même sans costume, n'allaient pas proposer de prendre l'apéro dans une brasserie chic des Champs-Elysées ou dans un bar sélect de Saint-Germain-des-Prés. Direction Preuilly-sur-Claise (Indre-et-Loire), 1 000 habitants, à l'extrême sud de la Touraine. Paris est à 300 kilomètres; les préfectures les plus proches (Tours, Poitiers) à plus d'une heure de route. Au café-restaurant L'Image – autrefois appelé «L'Image de Notre-Dame», avant que les révolutionnaires ne fassent disparaître la référence religieuse –, la nostalgie d'une ruralité vivante imprègne fortement les murs.

Il y a des tomettes au sol, des moulures au plafond, un comptoir en chêne massif et des banquettes en moleskine. Le patron, un «enfant du pays» marié à une Singapourienne, a mis au frais une bouteille de chenin blanc, élevé à Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire). On trinque au quatrième long-métrage du duo, attendu le 19 mars en salle et tourné en partie dans la commune, rebaptisée «Pouziou-lès-Trois-Galoches» pour l'occasion.

Dans son précédent film, *Les Bodin's en Thaïlande* (2021), le tandem avait évoqué le mal-être paysan à travers le suicide raté, en raison d'une corde trop longue, de Christian. «On aime mettre du fond dans nos comédies», explique son interprète, qui vit toujours à Valençay où il est né, en 1965, quelques années avant la fermeture de la maternité. Sa mère a travaillé à La Poste, tout comme le père de Vincent Dubois, facteur à Abilly.

Alors ambulancier, le futur acteur s'est retrouvé, un jour, à secourir une vieille dame du village, appelée Maria Bonin, tombée de son Solex. De là est né le personnage de «la» Maria (Bodin et non Bonin car «cela sonnait mieux»). «La vraie Maria est venue voir mon tout premier one-man-show à la salle des fêtes du Grand-Pressigny [Indre-et-Loire], se souvient Vincent Dubois. J'avais un trac terrible: il était évident qu'elle se reconnaîtrait, ce qui fut le cas. Mais elle m'a donné sa bénédiction car elle avait le recul suffisant, riant même à l'idée de devenir aussi célèbre que la mère Denis [personnage culte de lavandière rurale créé à la fin des années 1970 pour promouvoir les machines à laver Vedette]. Si elle avait été vexée, j'aurais sans doute arrêté d'incarner le personnage.»

Et jamais Maria ne se serait découvert un fils prénommé Christian, né à l'occasion d'une improvisation au Festival d'humour et de création de Villard-de-Lans (Isère), en 1994. Une complicité forte réunira alors le Tourangeau et le Berrichon dans un sillon humoristique occupé à l'époque par les Vamps, et assez peu considéré par la critique. Un grand quotidien national les qualifiera de «Vamps du pauvre». «Il nous a fallu des années avant de nous "dévampiser"», raconte Vincent Dubois.

Longtemps cantonné à des salles des fêtes et des foyers communaux, le duo comique, créé il y a trente ans, a construit son succès sur la relation d'amour vache entre une paysanne revêche de 87 ans au verbe haut et son fils empoté, un vieux garçon accroché aux jupons de sa mère. Des punchlines aussi acérées que la lame d'une faux et des clichés brocardant la vie aux champs

célèbrent un bon sens champêtre qui vaut à leurs auteurs d'être perçus «comme des porte-parole des petites gens», souligne Jean-Christian Fraiscinet. «Avec le temps, nos personnages sont devenus des entités en soi, ils prêchent une certaine morale, admet Vincent Dubois. Les gens qui nous suivent depuis longtemps n'auraient pas compris que nous n'abordions pas un sujet aussi grave que la désertification des campagnes.»

Dans son précédent film, *Les Bodin's en Thaïlande* (2021), le tandem avait évoqué le mal-être paysan à travers le suicide raté, en raison d'une corde trop longue, de Christian. «On aime mettre du fond dans nos comédies», explique son interprète, qui vit toujours à Valençay où il est né, en 1965, quelques années avant la fermeture de la maternité. Sa mère a travaillé à La Poste, tout comme le père de Vincent Dubois, facteur à Abilly.

Alors ambulancier, le futur acteur s'est retrouvé, un jour, à secourir une vieille dame du village, appelée Maria Bonin, tombée de son Solex. De là est né le personnage de «la» Maria (Bodin et non Bonin car «cela sonnait mieux»). «La vraie Maria est venue voir mon tout premier one-man-show à la salle des fêtes du Grand-Pressigny [Indre-et-Loire], se souvient Vincent Dubois. J'avais un trac terrible: il était évident qu'elle se reconnaîtrait, ce qui fut le cas. Mais elle m'a donné sa bénédiction car elle avait le recul suffisant, riant même à l'idée de devenir aussi célèbre que la mère Denis [personnage culte de lavandière rurale créé à la fin des années 1970 pour promouvoir les machines à laver Vedette]. Si elle avait été vexée, j'aurais sans doute arrêté d'incarner le personnage.»

Et jamais Maria ne se serait découvert un fils prénommé Christian, né à l'occasion d'une improvisation au Festival d'humour et de création de Villard-de-Lans (Isère), en 1994. Une complicité forte réunira alors le Tourangeau et le Berrichon dans un sillon humoristique occupé à l'époque par les Vamps, et assez peu considéré par la critique. Un grand quotidien national les qualifie de «Vamps du pauvre». «Il nous a fallu des années avant de nous "dévampiser"», raconte Vincent Dubois.

Construite sur le bouche-à-oreille, la percée des Bodin's en province doit aussi beaucoup aux micro-sketches que la paire publie régulièrement sur les réseaux sociaux, à la demande d'associations, et sans contrepartie, pour empêcher la fermeture d'une classe ou soutenir des ouvriers sur le carreau. «Il arrive que cela soit utile. La ville d'Eguzon-Chantôme [Indre] a pu trouver un jeune médecin après que notre vidéo a été reprise par le "13 heures" de France 2», se félicite «Christian». A l'entrée de Preuilly-sur-Claise, une banderole appelle justement au recrutement d'un généraliste... Le sentiment d'abandon du milieu rural, le duo l'a vu monter au fil des années, tout comme l'adhésion aux thèses de l'extrême droite.

«Quand on se moque du Rassemblement national, on sent qu'il y a parfois quelques-uns de leurs électeurs dans certaines salles», constatent aujourd'hui les humoristes. En 2019, à Nancy, Maria Bodin avait aussi envoyé une pique à l'encontre des «gilets jaunes» ayant saccagé les Champs-Elysées. Un «malaise» s'était alors répandu dans les travées, et la réplique avait été retirée du spectacle. Pour leur défense, les Bodin's expliquent «taper sans distinction sur les hommes politiques» auxquels ils empruntent d'ailleurs les patronymes pour baptiser les animaux de leur ferme – la palme de la mise en boîte revenant au coq Zemmour à propos duquel Maria balance: «Lui, dimanche prochain, il va passer à la broche. Au moins, il fera deux tours.»

Leurs saillies, Dubois et Fraiscinet les élaborent au cours de longues séances de brainstorming pendant les tournées ou les tournages. Mais aussi, parfois, au zinc des bistros de campagne, à l'instar de cette brève de comptoir, entendue récemment: «Le vin chaud, même froid, c'est bon.» «Nous sommes des artisans de l'humour et nous voulons le rester, comme on se borne à le répéter aux distributeurs et aux producteurs de cinéma, se désole à demi-mot Vincent Dubois. Eux n'ont de cesse de nous demander dans quel pays iront les Bodin's la prochaine fois. La question est plutôt: "Que vont-ils vivre?" Les Bodin's, ce n'est pas Martine à la plage.»

Le succès de leur escapade en Thaïlande – 1,6 million d'entrées (dont seulement 30 000 à Paris) – a rendu impatients les financeurs cinématographiques. «On est devenus une licence à leurs yeux, abonde Jean-Christian Fraiscinet. Ils aimeraient qu'on raccourisse les délais entre deux longs-métrages. Or, le secret de la longévité, c'est de ne pas se laisser essorer, de prendre son temps.»

L'apéro terminé vient l'heure de passer à table. En entrée, le chef du café-restaurant L'Image, un Texan prénommé Daniel, a préparé des choux de Bruxelles grillés à sec, servis avec une sauce au citron vert et un aioli au curcuma. Un suprême de poulet Label rouge sur lit de pommes de terre mitrailles viendra ensuite. Le tout pour 22 euros par personne. La ruralité, c'est aussi cela.

DES SKETCHES  
PUBLIÉS SUR LES  
RÉSEAUX SOCIAUX  
POUR EMPÊCHER  
LA FERMETURE  
D'UNE CLASSE  
OU SOUTENIR  
DES OUVRIERS

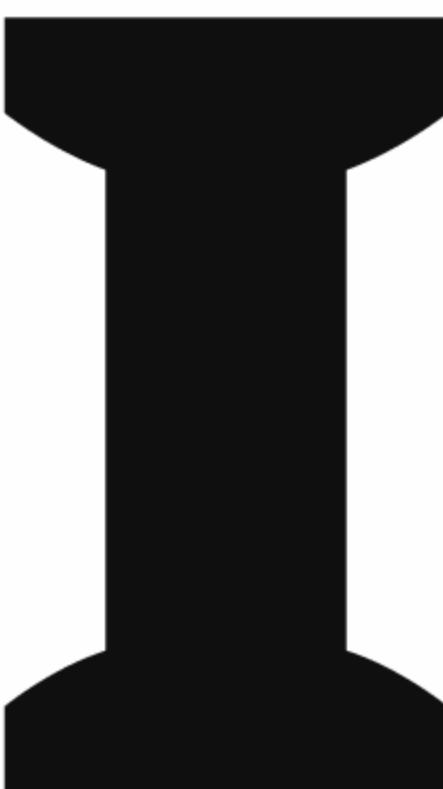
### PLAYLIST

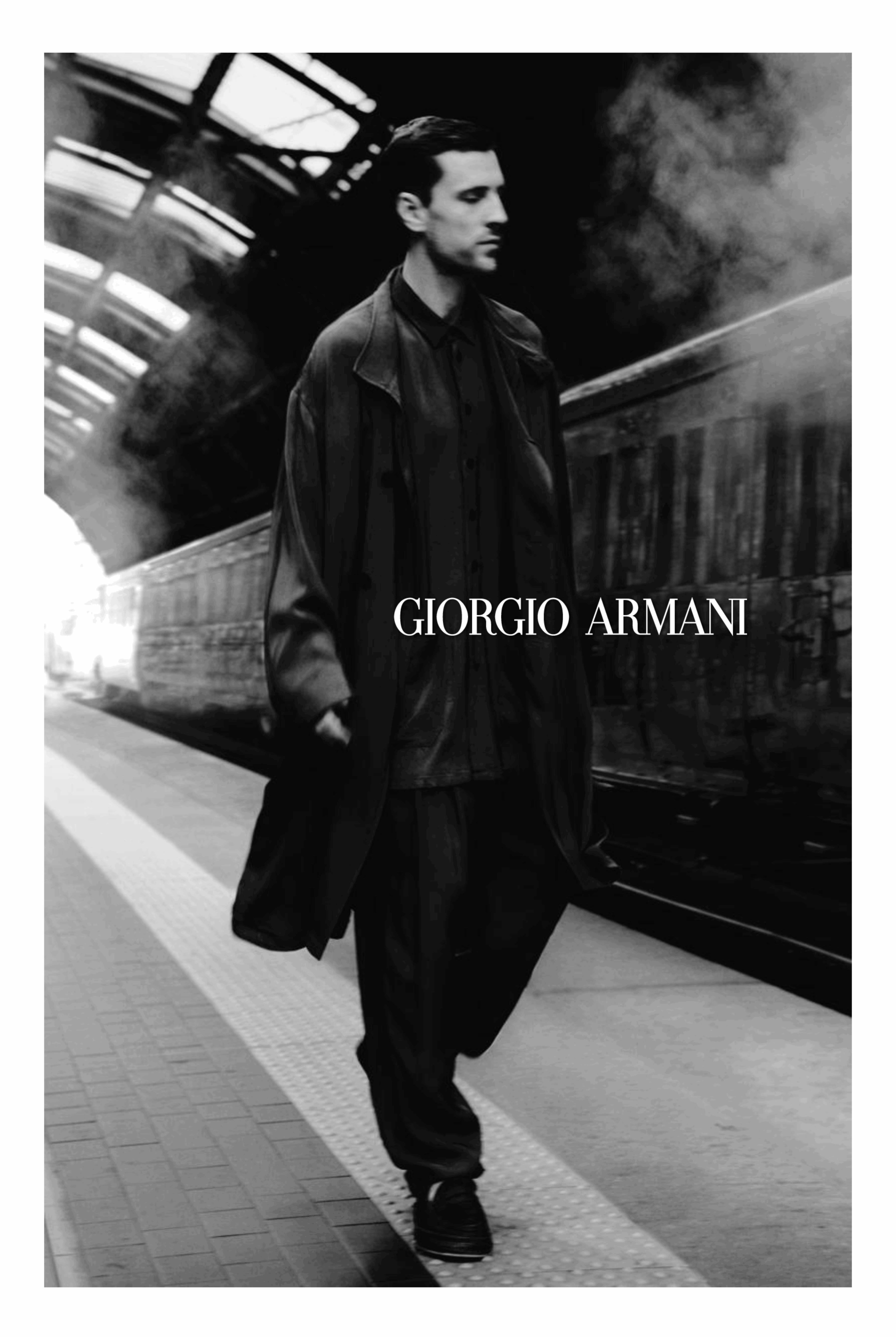
> DERNIER FILM VU  
«En fanfare»,  
d'Emmanuel Courcol  
(2024)

> DERNIÈRE APPLI  
OUVERTE  
SNCF Connect

> DERNIÈRE SÉRIE VUE  
«Dix pour cent»,  
créée par Fanny  
Herrero (2015-2020)

> DERNIÈRE MUSIQUE  
ÉCOUTÉE  
Hubert-Félix Thiéfaine





GIORGIO ARMANI